



**LE RENOUVEAU
DE L'OTAN**

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE** Chez votre
marchand de journaux



**Courrier
international**

N° 1651 du 23 au 29 juin 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3.400 F CFA, Suisse 6,80 CHF, TOM 850 XPF, Tunisie 7,70 DT, Afrique CFA autres 3500 F CFA.

LA RÉPUBLIQUE C'EST EUX

*Le séisme des législatives vu
par la presse étrangère.*



M 03183 - 1651 - F: 4,50 €



ENSEMBLE POUR CHANGER LA DONNE



“ Notre défi ? Augmenter nos ressources en eau disponibles. Parce que l’agriculture a besoin de beaucoup d’eau, on invente des solutions pour traiter et réutiliser directement les eaux usées pour l’irrigation*. Une façon de ne pas toujours puiser dans les nappes phréatiques. ”

Marta, Responsable d’une usine de traitement des eaux usées située sur les rives du Llobregat, en Espagne.

La transformation écologique, c’est notre raison d’être.



* Retrouvez nos actions en détail : www.veolia.com/reutilisation-eaux-usees.

** Nous sommes des Ressourcers. Crédit photo : Bobby – Fisheye. L’énergie est notre avenir, économisons-la !

VEOLIA ENVIRONNEMENT SA – Capital social : 3 502 858 580 euros – RCS Paris n° 403 210 032 – 21, rue la Boétie, 75008 Paris.

#weare
RESOURCERS**

Ressourcer le monde

 **VEOLIA**



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La République, c'est eux!

p. 6

D'abord il y a eu la stupeur : 89 députés élus pour le RN, une entrée en force de l'extrême droite à l'Assemblée nationale. "C'est le résultat le plus frappant de la soirée, estimait **The Guardian**, dimanche 19 juin dans la soirée, après l'annonce des résultats du second tour des élections législatives. Un record historique pour le parti d'extrême droite anti-immigration de **Le Pen**." Mais ce que la plupart des commentateurs étrangers ont surtout souligné, outre le score flatteur de la Nupes – un pari réussi pour la gauche, de l'avis quasi unanime de la presse internationale –, c'est l'échec d'Emmanuel Macron, deux mois après sa réélection, qui

n'obtient pas la majorité absolue. Résultat : un Parlement morcelé, le risque de voir le pays devenir ingouvernable et une immense responsabilité à venir pour toute la classe politique. Serait-ce un mal pour un bien ? Un choc finalement salutaire pour la démocratie française ? À certains égards, la presse étrangère fait entendre une voix légèrement différente, passée la surprise des résultats. C'est ce regard décalé que nous avons voulu mettre en avant en changeant au dernier moment notre une. Certes, Emmanuel Macron a bien pris une claque, voire deux gifles (l'une à gauche, l'autre à l'extrême droite, suivant les analyses), et il en est le seul responsable, le pyromane en chef aux yeux de la plupart des commentateurs étrangers. "Le Rassemblement national a trouvé un allié inespéré dans le président de la République, qui s'est inquiété de l'avancée de la Nupes de Mélenchon, au point de rompre avec la tradition du

'front républicain', qui voudrait que l'on vote en faveur de tout candidat qui se trouve face à l'extrême droite", écrit le **Corriere della Serra**. Même constat pour **Le Soir** à Bruxelles : "Emmanuel Macron a joué avec le feu, il se retrouve avec un énorme incendie à l'Élysée. Le président français sort groggy de ces législatives qu'il a snobées, et... vice versa. Moins de deux mois après sa réélection, le voilà sans majorité absolue, face à une Assemblée nationale qui a le mérite, au moins, de symboliser les énormes fractures du pays et avec une question fondamentale et angoissante : comment et avec qui gouverner la France ?" C'est la question qui revient dans toute la presse étrangère mais pas seulement. À l'image de **Die Tageszeitung**, en Allemagne, qui veut croire en un sursaut démocratique. "Les résultats de ces élections sont une victoire pour la démocratie parlementaire, écrit le titre. L'Assemblée nationale ne se limitera plus au rôle de chambre d'enregistrement auquel

le système présidentiel français tend à la cantonner." Même sentiment dans la presse suisse, où la **Tribune de Genève** insiste sur le péché d'orgueil du président français : "Macron voulait gouverner seul. Il devra négocier chacune de ses réformes avec la droite, le centre ou la gauche. Les débats s'annoncent houleux mais passionnants à l'Assemblée. L'immobilisme n'est pas une fatalité. Le 'choc démocratique' de dimanche peut être salutaire." Les législatives ne sont pas un référendum présidentiel, insiste le journal, et Emmanuel Macron n'aurait pas dû refuser de faire campagne. Pour la **Tribune de Genève**, le mérite de ce vote est qu'il assure une meilleure représentativité aux Français : pas superflu alors que plus de la moitié des citoyens ne votent plus. Un Parlement plus représentatif, replacé au centre du débat politique et qui oblige au dialogue, à des accords stables ou, au cas par cas, à des majorités de projet, comme en Italie, en Espagne,

en Suisse... Après tout, si d'autres en sont capables, pourquoi pas les Français ? Pour la presse étrangère, c'est tout l'enjeu désormais. Que la France réapprenne la vie parlementaire. On verra dès les premiers débats à l'Assemblée, dans quelques jours, si la culture du compromis est une option. Nous avions initialement prévu de consacrer notre dossier de couverture à l'Alliance atlantique, qu'on disait moribonde et que la guerre en Ukraine a de fait relancée. Les intérêts de Washington sont-ils les mêmes que ceux des Européens ? Rien n'est moins sûr. À la veille d'un sommet majeur de l'Otan à Madrid, nous maintenons un important dossier sur le sujet dans ce numéro. Bonne lecture !

En couverture :

France : Dessin de **Kichka**, Israël, pour **Courrier international**. Otan : Dessin de **Doug Chayka**, États-Unis.



Sommaire

MOYEN-ORIENT p.16

Bien-être et islam, l'univers rassurant des prédicateurs 2.0

Des influenceurs musulmans proposent une nouvelle façon de vivre la foi islamique, parfois superficielle, et qui rompt avec la tradition, décrypte **Raseef22**.

ÉCONOMIE p.38

Travailler moins au Japon

Des entreprises expérimentent la semaine de quatre jours, d'autres optent pour plus de flexibilité. Elles doivent prendre en compte l'évolution de la valeur travail, note l'**Asahi Shimbun**.

IDÉES P.42

Notre arrogance nous mène-t-elle à notre perte ?

Notre espèce semble sur le point de détruire la planète. **Die Zeit** s'interroge : pourra-t-elle esquisser une solution à la hauteur des enjeux sans faire appel à son penchant pour la démesure ?



ALEFALE, ITALIE.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Dawn** Lahore, Karachi, Bangalore, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **Kyunghyang Shinmun** Séoul, quotidien. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Al-Quds Al-Arabi** Londres, quotidien. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **Seznam Zpravy** (seznamzpravy.cz) Prague, en ligne. **Sidwaya** Ouagadougou, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **Tribune de Genève** Genève, quotidien. **Vzgliad** (vz.ru) Moscou, en ligne. **Die Welt** Berlin, quotidien. **The Wire** (thewire.in) New Delhi, en ligne. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.

DOUG CHAYKA, ÉTATS-UNIS

OTAN LA RÉSURRECTION ?

dossier p.28

Depuis l'invasion de l'Ukraine, l'Alliance atlantique semble plus cohérente. Mais les intérêts de Washington sont-ils les mêmes que ceux des Européens ? L'Otan a-t-elle en plus vocation à se déployer vers le sud et l'Asie ? Les analyses de la presse étrangère.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **France.** Une chance pour la démocratie ?

D'un continent à l'autre

16. **Moyen-Orient.** Bien-être et islam, l'univers rassurant des prédicateurs 2.0

18. **Golfé.** Le prédicateur contre Superman

20. **Europe.** Bruxelles ouvre la porte à Kiev

22. **Burkina Faso.** Le défi du logement pour les déplacés intérieurs

24. **Pakistan.** Le traumatisme du terrorisme

26. **Inde.** La glaçante radicalisation des hindous

À la une

28. **Otan,** la résurrection ?

Transversales

38. **Économie.** Travailler plutôt moins que plus au Japon

40. Environnement.

Les tortues, sentinelles des mers malgré elles

41. **Signaux.** Mon assiette est-elle durable ?

360°

42. **Idées.** Notre arrogance nous mène-t-elle à notre perte ?

46. **Culture.** En Bulgarie, un "ovni" en détresse

48. **Musique.** BTS : ce n'est qu'un au revoir, mes fans

50. **Histoire.** Aux origines de la Genèse



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. Et maintenant, que va faire Emmanuel Macron ?

Comment gouverner la France avec la nouvelle Assemblée tripartite? La presse belge, suisse, allemande, italienne, américaine... observe la France et décrypte les conséquences des élections législatives.

Guerre en Ukraine. Combien de temps le Donbass pourra-t-il tenir ?

Alors que les chefs d'État européens se réunissent les 23 et 24 juin pour décider, notamment, s'ils vont accorder à l'Ukraine le statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne, les combats continuent de faire rage dans le Donbass. Suivez les reportages sur le terrain et les analyses de la presse étrangère.

Podcast. Six pieds sur Terre, l'alimentation nous relie à nous-même et aux autres

Dans beaucoup de cultures, bien manger, c'est manger avec d'autres, nous rappelle Damien Conaré, secrétaire général de la chaire Unesco Alimentations du monde. Et chaque jour, les repas que nous prenons nous connectent au monde, affirme-t-il dans ce quatrième épisode de notre série "Demain, dans nos assiettes".

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Brexit, pandémie, guerre en Ukraine... Et si les dernières crises relançaient l'Union européenne ?

Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

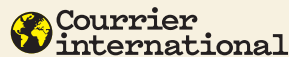
CP [] [] [] [] VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/jours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com


■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Juin 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héliène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitreum (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de rubrique, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de rubrique, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de rubrique, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de rubrique), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélicil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef



IT'S **APÉRO** TIME !*



© 2015 SCHWEPPES FRANCE SAS. RCS NANTERRE 446 036 924 € - TBWA/PARIS

*C'EST L'HEURE DE L'APÉRITIF !

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE. WWW.MANGERBOUGER.FR

à la une

France. Une chance pour la démocratie ?

Faible score des soutiens d'Emmanuel Macron, très forte poussée de l'extrême droite, réveil de la gauche... : les résultats des élections législatives, le 19 juin, font craindre une France ingouvernable pendant cinq ans. Ce Parlement apparemment incontrôlable est pourtant une victoire pour la démocratie, estime la *Tageszeitung*. Fini la chambre d'enregistrement, place au débat ! Sinon le populisme d'extrême droite raflera la mise, ou un quatrième tour se préparera dans la rue, craint la presse internationale.



La France va découvrir la culture du compromis

Vu
d'Allemagne

—Die Tageszeitung Berlin

Quelques semaines après sa réélection à la présidence de la République, Emmanuel Macron a essuyé une défaite humiliante. Qui gouvernera la France dans les années à venir? Après les élections législatives du 19 juin, la question reste ouverte. À peine formé, le gouvernement d'Élisabeth Borne n'a plus la majorité à l'Assemblée. L'alliance du président Macron ne dispose même pas d'assez de sièges pour former un gouvernement de minorité pouvant négocier des accords ponctuels au cas par cas.

À l'issue de ces élections, c'est désormais la crainte que la France soit totalement ingouvernable qui domine. Des négociations pour former un gouvernement de coalition paraissent à présent guère évitables. Mais ce qui se fait depuis des années dans les pays voisins n'est pas arrivé en France depuis plus de soixante ans – [sous la V^e République] le chef de l'État a toujours été le centre exclusif du pouvoir.

Dans le même temps, le succès des partis d'opposition de gauche et de droite – qui ont chacun multiplié par dix leur nombre de représentants par rapport à 2017 – promet des débats animés dans la future Assemblée. À cet égard, les résultats de ces élections sont une victoire pour la démocratie parlementaire.

L'Assemblée nationale ne se limitera plus au rôle de chambre d'enregistrement auquel le système présidentiel français tend à la cantonner. Les Français ont exprimé dans les urnes leur méfiance à l'égard du président et de son style autocratique.

Cependant, les oppositions – de gauche comme de droite – ne disposant pas non plus de majorité, il ne faut pas s'attendre à un revirement du pouvoir. L'alliance de Macron doit trouver des partenaires de coalition. Pour ce faire, La République en marche (LRM) devrait encore élargir ses rangs et comme il n'y a guère que les conservateurs avec qui s'allier, le "centre" de Macron ne pourra que glisser un peu plus vers la droite.

Paradoxalement, la grande victoire – un important nombre de sièges – de la Nupes pourrait donc déboucher sur une politique gouvernementale encore moins préoccupée par les questions sociales et environnementales. Les débats sur la réforme des retraites ne tarderont pas à montrer ce que cela signifie concrètement. Et le "quatrième tour" – ainsi que Macron ne peut l'ignorer après l'expérience des "gilets jaunes" – se jouera dans la rue.

—Rudolf Balmer
Publié le 20 juin

POUR UN PARLEMENT RENFORCÉ

"Le chaos annoncé pourrait être une bénédiction pour cette république sclérosée", si l'on en croit la **Tagesschau**. Pour le site du JT de la première chaîne allemande, "la France doit trouver le courage de se réinventer. Elle doit limiter le pouvoir du président et renforcer celui du Parlement."

Il est grand temps pour les partis politiques de se mettre "enfin" d'accord pour abandonner le scrutin majoritaire et introduire celui à la majorité proportionnelle. "[Les Français] seraient ainsi plus nombreux à se sentir correctement représentés à l'Assemblée. Et à vraiment voter plutôt qu'à faire passer des messages le jour des élections."

SOURCE

DIE TAGESZEITUNG
Berlin, Allemagne
Quotidien, 42 600 ex.
taz.de
Le journal alternatif
Tageszeitung
ou Taz, né en 1978
à Berlin-Ouest,
s'est imposé
comme le quotidien
de gauche
des féministes,
des écologistes
et des pacifistes.

Pour éviter la paralysie institutionnelle, la presse internationale ne voit qu'une solution : que la France réapprenne la vie parlementaire et redécouvre ce qui se pratique dans bien des pays européens.

La France est ingouvernable. Elle entre en crise." C'est, pour le journal belge **Le Soir**, la crainte des Français. C'est aussi celle d'un grand nombre de journaux étrangers, face à la composition de la nouvelle Assemblée nationale.

El País prévient qu'avec l'absence de majorité absolue "le risque pour Macron et pour la France serait qu'au lieu de vivifier la démocratie la nouvelle Assemblée nationale ne contribue à son blocage en devenant une simple caisse de résonance de la grogne sociale, un forum pour l'agitation antisystème. Un second quinquennat marqué par le chaos au Parlement, le désordre dans les rues et l'immobilisme à l'Élysée aurait des conséquences sur la démocratie elle-même et encouragerait des mouvements antisystèmes ailleurs." **Die Zeit**, en Allemagne, fait le même diagnostic : "La crise larvée qui caractérise le milieu politique français depuis des années vient d'atteindre le Parlement."

Contre cette ingouvernabilité, le journal libanais **L'Orient-Le Jour** évoque deux solutions : "soit la coalition d'Emmanuel Macron réussit à conclure un accord de gouvernement avec d'autres partis, à l'image de ce qui se fait en Allemagne, soit elle négocie ponctuellement les textes qu'elle veut faire adopter". Il manque à la coalition macroniste une cinquantaine de sièges pour qu'elle atteigne la majorité absolue.

Même son de cloche dans **El Periódico** : Macron devra négocier les lois "une par une, à l'italienne, s'il ne parvient pas à obtenir un accord stable, à l'allemande". En Espagne, rappelle le journal catalan, les pourparlers politiques ne conduisent pas à l'ingouvernabilité. De nombreux journaux étrangers vont dans le même sens : ailleurs qu'en France, une composition de l'Assemblée nationale similaire ne poserait aucun problème. Le fait d'aller chercher des voix à droite ou à gauche, en Suisse, "c'est la définition même de la politique, pour tous les élus, à tous les échelons", assure par exemple **Le Temps**. "La France est devenue un peu belge", note le quotidien flamand **De Standaard**.

Mais les circonstances françaises sont différentes : "Il n'est pas certain que Macron sache conjuguer les verbes 'négocier', 'céder', 'marchander', 'discuter'", regrette **El Periódico**. Le président français a gouverné comme en monarchie, "à la majorité absolue". Le problème est même plus profond, selon un autre éditeur du

Temps : "La culture politique française est complètement étrangère aux notions de consensus et de coalitions assez larges pour qu'un Parlement ainsi explosé puisse fonctionner. Bien gouverner à la proportionnelle, comme en Allemagne, nécessite une souplesse que la classe politique française devra acquérir au plus vite."

Les députés français, en mal de tradition parlementaire, sont peu conciliants, selon le journal suisse, qui en veut pour preuve les invectives que se lançaient les députés au soir des résultats, ou encore le fait que "Christian Jacob, le patron des Républicains, a repoussé toute main tendue". "On est loin de la recherche de solutions", commente-t-il.

Mais pour la droite, le dilemme – "aider l'Élysée ou rester dans l'opposition" – est plus profond car il aura des conséquences sur le long terme, nuance **Le Soir**. Rejoindre Macron,

c'est créer une majorité, mais pour le parti des Républicains, "ce serait aussi dissoudre son identité et hypothéquer la possibilité d'une reconstruction".

Pour la droite modérée, "le risque d'être englouti par les macronistes est réel", renchérit **La Stampa**. Pour qu'il y ait un accord, le journal italien estime que Macron va devoir faire une offre alléchante, en cédant par exemple la direction de ministères importants.

Les Républicains s'étant engagés à être une force d'"opposition constructive", pour le **Japan Times**, les risques d'"obstruction systématique" de l'Assemblée viennent essentiellement de l'extrême droite et de la gauche, très opposés à certaines réformes du programme d'Emmanuel Macron. Jean-Luc Mélenchon a montré "le rôle qu'allait jouer son parti à l'avenir : celui d'une opposition radicale et intransigeante", rappelle **Die Zeit**.

En cas d'instabilité ou de blocage, "Macron a toujours la possibilité de dissoudre l'Assemblée et d'organiser de nouvelles élections, ajoute **La Vanguardia**. Au risque de perdre son pari, de se retrouver encore plus affaibli et de devoir désigner un Premier ministre d'opposition".

L'autre risque serait de gouverner par la force et de verser dans un hyperprésidentialisme néfaste. La "guillotine des urnes", en tombant, a créé "les conditions d'une 'reparlementarisation' du système", conclut le journal italien **Il Giornale**. À la France de la saisir et de "basculer dans une ère nouvelle."

—Courrier international



Pour Marine Le Pen, un triomphe sans efforts

VU D'ITALIE Avec ses 89 sièges, le Rassemblement national a obtenu un résultat sans précédent aux élections législatives, et cela presque sans campagne. Des millions de Français étaient donc déjà convaincus, note le journal italien de centre droit.

—Corriere della Sera Milan

Sur la scène d'Hénin-Beaumont, fief lepéniste de longue date dans le Pas-de-Calais, Marine Le Pen affiche un de ses deux sourires éclatants : non pas celui, forcé et un peu feint, de ses nombreuses défaites dans la course à l'Élysée, mais celui, authentique, d'une victoire sans précédent.

«[Le peuple a décidé d'envoyer un très puissant groupe parlementaire de députés du RN] à l'Assemblée, qui devient ainsi un peu plus nationale. Ce groupe sera de loin le plus nombreux de l'histoire de notre parti politique», a claironné la chef de file du Rassemblement national. Près de 90 sièges, un bond de géant par rapport à 2017 – les députés n'étaient alors que huit, et le parti n'avait pas pu former de groupe parlementaire.

«C'est du jamais-vu, s'enflamme Steeve Briois, le maire lepéniste d'Hénin-Beaumont, surtout si on considère que ce système électoral est conçu pour nous pénaliser.» Le meilleur résultat du Rassemblement national remontait jusqu'alors à 1986, quand le président de l'époque, le socialiste François Mitterrand – pour affaiblir la droite gaulliste –, avait introduit la proportionnelle, laquelle avait permis à 35 députés lepénistes de prendre pied à l'Assemblée.

Après cet exploit, l'histoire électorale du Front – qui allait devenir Rassemblement – national a été une succession de résultats souvent bons à la présidentielle et d'inexorables déconfitures aux autres consultations, des législatives aux régionales.

Cette fois, il en aura été différemment, et cela change tout pour la formation d'extrême droite. Jusqu'alors parti central dans le débat médiatique mais marginal dans les institutions, avec une poignée de députés seulement et à peine quelques maires dans de petites villes de province, le RN entre aujourd'hui en force au Parlement et obtient enfin cet ancrage territorial qui lui avait toujours échappé.

Et si la Nupes est la première force d'opposition, son chef de file, Jean-Luc Mélenchon, ne siègera pas à l'Assemblée nationale, ayant fait le choix de ne pas se porter candidat. Marine Le Pen, en revanche, reconduite dans sa circonscription d'Hénin-Beaumont, reste au Parlement pour mener la fronde des 89. Une percée inespérée qui repose la question de sa stratégie pour la prochaine présidentielle de 2027 : à ce stade, il n'est plus aussi sûr que Marine Le Pen renonce à une quatrième candidature.

Le Rassemblement national a trouvé un allié inespéré dans le président de la République, qui s'est inquiété de l'avancée de la Nupes de Mélenchon, au point de rompre avec la tradition du «front républicain», qui voudrait que l'on vote en faveur de tout candidat qui se trouve face à l'extrême droite. Les macronistes ont institué une forme d'équivalence entre l'extrême droite de Marine Le Pen et l'extrême gauche de Mélenchon, arguant que le vote Macron était l'unique choix raisonnable et légitime contre les forces antidémocratiques. La réponse des électeurs a été l'abstention, pour la plupart, ou un vote désormais décomplexé en faveur des deux adversaires de Macron.

Marine Le Pen, comme souvent, est apparue un peu absente, presque distraite, bien loin de l'hyperactivité et de la détermination de Mélenchon et des siens. Malgré tout, le Rassemblement national continue d'avancer, sans effort, comme si des millions d'électeurs étaient d'ores et déjà acquis au lepénisme, au point que le parti n'a même plus besoin de faire campagne.

Marine Le Pen a baptisé «coalition burkini» la Nupes de Mélenchon, accusée d'être trop indulgente à l'égard des islamistes, et a surfé sur le fiasco de la finale de la Ligue des champions au Stade de France, où «le chaos déchaîné par des hordes de délinquants a montré que ce gouvernement n'avait plus la maîtrise de rien». Il n'aura pas suffi de grand-chose, cette fois, pour lui assurer une large tranche de sièges à l'Assemblée.

—Stefano Montefiori
Publié le 19 juin

108

... AU LIEU DE 89, cela aurait été le nombre de sièges du Rassemblement national (RN) si la proportionnelle pure s'était appliquée au premier tour des législatives, le 12 juin. Le Temps s'est prêté à l'exercice du calcul des résultats en sièges comme si la France avait adopté ce mode de scrutin «que la famille Le Pen et les mélenchonistes réclament» depuis des années. En 2022, les Français ne semblent plus satisfaits par ce «système majoritaire à deux tours, qui favorise les partis centristes en aboutissant toujours sur une finale, [et qui] ne désignait jamais un paysage de députés fidèle aux résultats du premier tour et donc à la diversité d'opinions dans la population», constate le quotidien suisse. La différence la plus spectaculaire concerne donc le centre : «La coalition présidentielle Ensemble devrait avoir 150 sièges, elle en aura 246.»

Le mot

INGOUVERNABLE

Au lendemain du second tour des législatives, le mot a été repris par l'ensemble de la presse étrangère pour décrire les difficultés qui attendent le président français. À l'image du **Daily Telegraph**, outre-Manche, qui écrit avec une certaine prudence : «Nous allons voir si la vieille maxime qui veut que la France soit fondamentalement ingouvernable, quel que soit l'occupant de l'Élysée, se vérifie une fois encore dans les années qui viennent.» Pour le journal conservateur, Emmanuel Macron risque de devoir «négocier au coup par coup, ce qui rendra difficile tout changement en profondeur du généreux système d'aides sociales français». Et de conclure : «Il a de grandes ambitions pour diriger l'Europe, mais il va avoir bien du mal à gouverner la France.»

Le danger du putsch permanent

VU D'ALLEMAGNE

Un affrontement ouvert entre un président tout-puissant et un Parlement rebelle ferait encore plus le jeu des extrêmes, s'inquiète ce quotidien de centre gauche.

—Süddeutsche Zeitung Munich

Voilà Emmanuel Macron réduit de moitié pour son second mandat : les électeurs lui ont pris l'instrument le plus important de son pouvoir – la majorité absolue au Parlement. Le coup est d'autant plus dur qu'il était inattendu. Les élections législatives ont châtié ce président mal-aimé. Il commence donc cette deuxième période enchaînée à une majorité fluctuante, qu'il faudra reconstituer à chaque fois. Le camp conservateur se fera payer cher pour cela.





← Dessin de Ramsés, Cuba.

Vu de Suède

VERS UNE "TRIPARTITION" À LA SUÉDOISE

Pour le **Dagens Nyheter**, le grand quotidien libéral de Suède, "Emmanuel Macron est sur le point d'hériter d'une situation parlementaire à la suédoise". Le président français va devoir composer avec "la gauche radicale et la droite nationaliste". "Cela vous semble-t-il familier?", lance à ses lecteurs le correspondant du journal à Paris. Qui poursuit : "En Suède, la Première ministre, Magdalena Andersson (sociale-démocrate), comme avant son prédécesseur, avance au centre dans un équilibre précaire et compliqué." Minoritaire au Parlement, le cabinet Andersson doit louver pour gouverner, avec le soutien – fréquent mais insuffisant et pas automatique – du petit Parti du centre et, selon les dossiers, de l'appui de partis à sa gauche (Verts inclus) ou de partis de droite. "La tripartition de la politique – et la difficulté de former des majorités – existe désormais en France comme en Suède. Cette carte politique est peut-être là pour rester", conclut le **Dagens Nyheter**.

—Stefan Kornelius
Publié le 19 juin

Pari gagné pour la gauche

La coalition Nupes a remporté 142 sièges à l'Assemblée nationale, la gauche est réinstallée sur la carte électorale française. Entre l'opposition féroce qu'elle a annoncée et les chantiers cruciaux qui l'attendent, quelle sera son attitude au Parlement ?

Il n'a pas réussi la percée rêvée pour La France insoumise, ni à être nommé Premier ministre. Le score de la Nupes n'est même pas la sensation de la soirée. La palme en revient sans conteste au Rassemblement national dans les commentaires de la presse étrangère. Il n'empêche : cette dernière est unanime pour constater la performance réalisée par Jean-Luc Mélenchon au second tour des législatives le 19 juin.

D'abord, comme le souligne **Le Soir** en Belgique, parce qu'en obtenant 142 sièges à l'Assemblée il "a le grand mérite d'avoir réinstallé la gauche sur la carte électorale grâce à une union qui a tant manqué lors de la présidentielle". Les résultats sont en deçà de ce que les sondages et le chef de file avaient prédit, rappelle en Allemagne **Die Zeit**. Mais outre-Manche, le conservateur **Daily Telegraph** parle d'"une performance impressionnante pour la coalition de gauche que la France n'avait plus connue depuis 1997".

Le président de la République ne devra pas subir de cohabitation. Au lieu de cela, il fait face à une opposition d'un nouvel ordre, "et une opposition qui n'a rien de conventionnel, formée d'une part d'une nouvelle coalition ancrée à gauche et dominée par un contingent de jeunes radicaux issus des rangs du parti de Jean-Luc Mélenchon, et de l'autre, grande surprise de la soirée, d'un groupe pléthorique de députés d'extrême droite", écrit la **BBC**. En cas de conflit au Parlement, précise le site d'information, aucun des deux camps n'hésitera à faire appel à la rue.

Car une grande partie de la rue reste sensible au programme de la gauche, écrit, aux États-Unis, le **Wall Street Journal**, qui s'est rendu dans les rues parisiennes pour comprendre les ressorts du vote Nupes : "La promesse de Mélenchon de geler les prix des produits essentiels et de relever le salaire minimum a trouvé un large écho auprès d'électeurs durement frappés par l'inflation."

Sur le plan tactique, ajoute le journal conservateur, "Jean-Luc Mélenchon est par ailleurs parvenu à rassembler la gauche française et à distribuer les circonscriptions afin qu'elle ne mette pas ses candidats en concurrence comme lors de la présidentielle".

Ainsi, renchérit à Londres le **Financial Times**, "voilà donc un provocateur anti-américain, eurosceptique et indulgent envers le Kremlin devenu le chef incontesté de l'opposition". Pour le quotidien de la City, le patron de La France insoumise a "habilement" transformé sa troisième place de la présidentielle en "victoire politique". "D'une main de fer, il a orchestré avec talent l'union de l'extrême gauche, des socialistes et des Verts, qui ont balayé des divergences pourtant profondes – en particulier sur l'Europe. Rassemblée, la gauche s'est levée.

Cela tient presque du miracle après une présidentielle focalisée sur les thèmes de la droite et de l'extrême droite, mais le fait est que la bataille législative a basculé à gauche, Macron allant jusqu'à nommer une Première ministre passée par le PS et à prendre des accents mélenchonistes dans sa volonté affichée de faire intervenir l'État dans la lutte contre le changement climatique."

Le "Chávez de France", comme l'appelle en Italie le **Corriere della Sera**, avait déjà donné du fil à retordre à Emmanuel Macron avec seulement 17 députés insoumis. "L'arrivée des députés de la Nupes promet de transformer le Parlement en un spectacle permanent. Mélenchon a désormais ressuscité non seulement la gauche mais aussi l'opposition et l'Assemblée nationale, c'est-à-dire rien de moins que le débat démocratique."

Et le quotidien italien d'ajouter : "Le tribun n'est certes pas devenu Premier ministre – un objectif auquel il ne croyait finalement peut-être pas – mais il a réussi à mettre Macron dans une position très inconfortable pour les cinq prochaines années."

Les insoumis ont affiché la couleur dès le soir du vote, et annoncé une motion de censure contre le gouvernement pour le 5 juillet. "De nombreux observateurs évoquent un scénario législatif à l'italienne", commente, au Canada, **Le Devoir** en vue de la législature à venir. "La principale réforme du programme présidentiel, le report de la retraite à 65 ans, semble pour l'instant mort-née."

La gauche s'avérera-t-elle à la hauteur de son mandat ? La question inspire le doute au **Journal de Montréal**, qui pointe du doigt un programme qu'il considère en grande partie comme "naïf". "En fait, la gauche française rêve d'une nouvelle révolution pour mettre fin aux inégalités et aux injustices sociales. Elle ne croit plus que le système actuel puisse être amélioré. Du reste, une partie de la gauche n'y a jamais cru. Le programme de la coalition de Mélenchon pourrait servir de base pour une grande discussion sur l'état de la France. Malheureusement, une grande partie des électeurs derrière Mélenchon n'a qu'une faible compréhension de la politique. Ces électeurs sont cependant de fervents croyants politiques. Leur capacité de déstabilisation est forte."

Qu'en est-il du principal chantier post-législatives, la réforme de la vie politique française, devenue urgente après ce vote sanction ? Gouvernement et opposition doivent désormais résoudre cette crise, passée de la rue à l'Assemblée, écrit la **Süddeutsche Zeitung** en Allemagne : "Et l'on peut espérer, du moins pour le moment, que les partis d'opposition ne voudront pas que l'on se souvienne d'eux uniquement comme de fauteurs de troubles."

—Courrier international

* En français dans le texte



Macron et le péché d'orgueil

Pour ce journal suisse qui étrille la stratégie du président français, l'échec d'Ensemble peut être "salutaire pour la démocratie".

—Tribune de Genève Genève

Ce n'est plus un rééquilibrage des pouvoirs, c'est un désaveu cinglant pour la macronie. Le président est pris à son propre piège. Emmanuel Macron s'est dispensé de faire campagne après sa victoire face à Marine Le Pen, mettant des semaines à nommer un gouvernement. Il a cru bon de choisir la moins charismatique des premières ministres, pour ne pas qu'elle lui fasse de l'ombre.

Lorsqu'il est enfin entré en campagne, il a voulu la mener seul, sans mettre en avant les poids lourds ou les nouveaux visages du gouvernement. Il a jugé inutile de défendre un programme, misant tout sur sa stature présidentielle et le contexte international. Après le premier tour, il a cru malin de mobiliser sur un seul slogan : la peur du chaos, décrétant que voter Nupes ou RN n'était pas républicain.

Péché d'orgueil. Ce qui avait marché pour de Gaulle en 1965 a provoqué l'effet inverse pour Emmanuel Macron. La réponse des électeurs est limpide. Non, les législatives ne sont pas un référendum présidentiel. Sa réélection ne le dispensait pas d'offrir des perspectives à un pays tétanisé par la perte du pouvoir d'achat et la crainte d'un virage libéral. Et le vote républicain consiste aussi à donner aux deux autres grands blocs politiques – la Nupes et le RN – un poids suffisant pour que tous les Français se sentent représentés à l'Assemblée nationale. Pas superflu alors que plus de la moitié des citoyens ne votent plus et qu'un nouveau mouvement des "gilets jaunes" apparaît déjà comme une fatalité.

La macronie est en tête, mais au tapis. Les plus proches du président sont battus ; certains ministres aussi, ils seront congédiés. Macron voulait gouverner seul. Il devra négocier chacune de ses réformes avec la droite, le centre ou la gauche. Les débats à l'Assemblée s'annoncent houleux mais passionnants. L'immobilisme n'est pas une fatalité. Le "choc démocratique" de dimanche peut être salutaire.

—Malika Nedir
Publié le 19 juin

Vu du

Royaume-Uni

UNE BLAGUE BIEN FRANÇAISE

"On ne peut pas dire que les Français manquent d'humour, souffle John Lichfield, sur le site d'information et d'opinion **Unherd**. Il y a deux mois, les électeurs reconduisaient leur président Emmanuel Macron pour un second mandat, une première depuis vingt ans. Puis hier, ils l'ont humilié en le privant largement d'une majorité à l'Assemblée nationale."

Et la blague ne s'arrête pas là, poursuit le journaliste britannique. "Il y a deux mois, les Français rejetaient Marine Le Pen pour la deuxième fois de suite. Puis hier, ils lui ont offert le plus important bloc parlementaire RN de l'histoire. Jamais l'extrême droite n'avait été si puissante au niveau national depuis la chute du régime de Vichy, en 1944." John Lichfield explique ce scénario invraisemblable par la non-campagne "désastreuse" d'Emmanuel Macron conjuguée à l'émergence d'une gauche unie même si "bancale" et à la mobilisation de l'électorat d'extrême droite. "Plus généralement, la forte inflation a attisé la rancœur des petites villes envers Macron. Les grands totems affichant les prix de l'essence et du gazole auront été plus fiables que les sondages."

➤ Dessin de Mohr, Allemagne.

Le séisme français vu de l'étranger

VU D'AILLEURS

Situation compliquée d'Emmanuel Macron, montée de l'extrême droite, conséquences sur la gouvernance de l'UE... Les résultats des législatives passionnent la presse étrangère.

Italie. De périlleux populismes

● D'un côté, la Ligue de Matteo Salvini, les antisystèmes du Mouvement 5 étoiles (M5S) ou encore l'extrême droite de Fratelli d'Italia. De l'autre, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Selon le quotidien de Milan **Il Foglio**, des deux côtés des Alpes on ne manque pas de partis "populistes". Mais les partis français sont bien plus "dangereux" que leurs homologues italiens. La preuve ? Le M5S et la Ligue soutiennent aujourd'hui le gouvernement proeuropéen de Mario Draghi, et Fratelli d'Italia affiche des positions "atlantistes" au sujet du conflit ukrainien. Les leaders de la Nupes et du Rassemblement national, eux, "engendrent des polémiques sur l'Europe et envoient des signaux déstabilisant sur l'Otan". Conclusion : l'Italie a plus d'"anticorps contre les extrémismes" que la France, et Rome, comparé à Paris, apparaît comme une "oasis de stabilité".

États-Unis. Victime de la guerre

● Pour le **Wall Street Journal**, la perte de sa majorité parlementaire par le président français est "un premier signe qui témoigne de l'emprise russe sur les prix énergétiques européens et montre que les enjeux économiques et politiques s'amplifient à mesure que l'invasion de l'Ukraine



tourne à la guerre d'usure". En raison du calendrier électoral français, Emmanuel Macron est le "premier chef d'État occidental à être touché par les répercussions politiques de la guerre". Toutefois, prévient le journal américain, "la durée prolongée du conflit risque d'accroître les coûts économiques et politiques au-delà de la France", notamment au Royaume-Uni, en Allemagne ou encore en Italie.

Le quotidien américain poursuit en soulignant que Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen "ont profité de l'inflation record pour ériger Macron en président diplomate, plus attentif à son rôle dans la guerre en Ukraine qu'aux électeurs français qui peinent à joindre les deux bouts".

Ukraine. Pas (trop) d'inquiétude

● L'Ukraine était encore sous le "charme" du passage à Kiev d'Emmanuel Macron, le 16 juin. Aussi le résultat des législatives y a-t-il été suivi de près. Après cette "victoire à la Pyrrhus de Macron", écrit le quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda**, Kiev doit être conscient que "dans l'opposition vont se retrouver des politiciens [français] antioccidentaux et ouvertement prorusses", lesquels, au lendemain de cette "revanche de Mélenchon après la présidentielle", vont s'employer à "limiter les possibilités d'action du président".



“Il est vrai que, si changement il y a dans la politique française, cela ne concernera pas la sphère étrangère, ce qui est le plus important pour l’Ukraine. Traditionnellement, cette sphère est la prérogative du président, sur laquelle le gouvernement n’influe pas directement.”

Belgique. Bienvenue dans notre galère

● “Macron va devoir mettre de l’eau dans son vin (et ça n’est pas très français)”, titre **Het Belang van Limburg** qui, comme plusieurs autres titres, s’amuse du tour très belge que prend la politique française, avec son Assemblée morcelée et son gouvernement sans majorité absolue. Allons, il va simplement falloir “faire des compromis” dans “l’intérêt des Français”, tempère **De Standaard**, qui trouve l’affolement hexagonal exagéré. Ce n’est que faute de souplesse que la situation risque de devenir “dantesque”. Pour **Le Soir**, c’est la preuve qu’aucun mode de scrutin n’est parfait. En France, on lorgne les systèmes proportionnels, car plus représentatifs. Alors qu’en Belgique on envie parfois le système majoritaire du voisin, qui garantit “des gouvernements plus stables” et formés en quelques jours – là où l’exercice peut prendre un an et demi en Belgique.

Portugal. Le Macron napoléonien est mort

● Dans **Expresso**, l’éditorialiste Daniel Oliveira (marqué à gauche) dénonce “Popportunisme absolu du macronisme” ou encore son “relativisme moral” pour avoir renvoyé dos à dos, lors de l’appel au vote, le RN et la Nupes. Après la nette sanction de cette stratégie, sa responsabilité est historique, relève-t-il, dans le renforcement de l’extrême droite.

En perdant sa majorité absolue à l’Assemblée, le président français a désormais trois options : “Gouverner avec la droite traditionnelle, en acceptant le système tripartite; essayer de diviser la gauche pour que Le Pen soit à nouveau la seule alternative; ou attendre un an et dissoudre le Parlement.” Cela à l’aube d’une “crise économique qui ne lui sera probablement pas favorable”, souligne le chroniqueur portugais. Une chose est sûre : sans majorité ni alliés, le Macron napoléonien est mort et a désormais un camp progressiste en tête de l’opposition, qu’il pensait avoir neutralisé il y a cinq ans.”

République tchèque. Les extrêmes à la fête

● **Aktualne.cz** estime lui aussi que ces résultats marquent “la fin de l’impérial Macron”. Le site libéral explique à ses lecteurs que, tandis que “la modération cesse d’attirer en France, les extrêmes, eux, sont à la fête”. À ses yeux, le slogan “Un autre monde (sans Macron) est possible” du leader de la gauche radicale, Jean-Luc Mélenchon, est devenu réalité.

L’auteur souligne aussi que cette nouvelle réalité n’aura pas que des conséquences sur la politique française : “Macron s’engage intensément dans les négociations de paix pour l’Ukraine. Il avait également de grands projets pour la transformation de l’UE. Tout cela tombera à l’eau si, à Paris, une Assemblée nationale qui lui est hostile se met à bloquer toutes ses propositions.”

Combinée à celle de la gauche, l’affirmation de la montée en puissance du Rassemblement national fait de ces législatives “des élections historiques, qui marquent de manière éclatante un changement pas encore achevé mais qui ne cesse de prendre de l’ampleur”. “Avec ce Macron affaibli, conclut **Aktualne.cz**, nous pouvons déjà redouter les élections de 2027, où une majorité de Français auront le choix entre le très mauvais et l’encore pire.”

Pologne. La construction européenne fragilisée

● Le site Internet d’information **OKO.press**, orienté à gauche, analyse les deux scénarios possibles en cas de coalition d’Ensemble avec Les Républicains ou avec la Nupes. “Du point de vue de la politique européenne, une coalition avec les chrétiens-démocrates serait la catastrophe assurée, écrit son autrice. Elle rendrait impossible un accord avec l’Allemagne et son chancelier social-démocrate Olaf Scholz. Et le temporairement militant républicain hérité de de Gaulle pourrait compliquer le front unique européen contre la guerre en Ukraine”, poursuit-elle, argumentant qu’un pas a déjà été fait en ce sens, quitte à obtenir la paix en Ukraine aux dépens de son intégralité territoriale. Le site polonais souligne aussi que “Les Républicains sont réticents à l’idée d’approfondir l’intégration européenne”.

Une coalition avec la gauche serait plus propice à des perspectives européennes, selon le média en ligne, qui ne remet pas en doute la conversion européenne de Mélenchon, jugé désormais “favorable à l’idée de la construction européenne”. Surtout s’il s’appuie sur “les politiciens éminents du Parti socialiste qui ont participé à la construction de l’UE”.

Hongrie. La faute à Macron

● Alors qu’Emmanuel Macron s’avance vers une gouvernance instable, le quotidien social-démocrate **Nepszava** soulève la responsabilité du locataire de l’Élysée dans le revers encaissé par l’alliance Ensemble. “N’a-t-il pas commencé à faire campagne trop tardivement? N’a-t-il pas trop attendu pour constituer son nouveau gouvernement? N’a-t-il pas donné une image de mépris envers le Parlement?” s’interroge le journal hongrois.

Faute de majorité absolue à l’Assemblée nationale, renchérit **Nepszava**, Macron “doit lâcher de nombreux projets de réformes” et “trouvera difficilement un terrain d’entente avec Les Républicains, dont beaucoup de représentants refusent toute coopération avec la coalition présidentielle”. Désormais, le camp présidentiel “semble déboussolé” car “trois ministres battues doivent démissionner” et le verdict des urnes “affaiblit évidemment la position de la Première ministre, Élisabeth Borne”, malgré son mandat de députée obtenu dans le Calvados.

Indonésie. Des soutiens de Poutine à l’Assemblée

● “S’il ne peut pas construire une nouvelle coalition efficace, Macron va voir sa tâche se compliquer, particulièrement dans sa politique vis-à-vis de la guerre en Ukraine”, observe **Kompas**. Les médias indonésiens commentent rarement le résultat des élections en France. Mais le grand quotidien national s’inquiète de la montée de Marine Le Pen, à cause de sa proximité avec la Russie : “Lors de l’élection présidentielle d’avril, Marine Le Pen a déclaré que, si elle était élue, la France se retirerait de l’Otan. Par ailleurs, outre plusieurs visites et rencontres avec le président russe, Vladimir Poutine, elle est accusée d’avoir reçu un soutien financier de la Russie lors de sa campagne pour l’élection présidentielle française de 2017”, rappelle **Kompas**.

L’Indonésie va accueillir en novembre 2022 le G20. Restée relativement neutre face à l’invasion de l’Ukraine par la Russie, elle a refusé de boycotter le dirigeant du Kremlin tout en invitant Volodymyr Zelensky en hôte d’honneur. Un fragile jeu d’équilibriste que le résultat des élections législatives en France pourrait ébranler.

Grèce. Deux fois victorieux

● “Macron mérite notre prière”, commente à contre-courant **Ta Nea**, se réjouissant de voir Marine Le Pen mais surtout Jean-Luc Mélenchon “défaits”. L’éditorialiste conservateur Yannis Pretenteris se félicite étonnamment de voir le parti du président français obtenir la majorité à l’Assemblée, même si elle n’est pas absolue. “Il y a un mois et demi il nous a sauvés de Le Pen. Aujourd’hui de Mélenchon. Ce n’est pas un triomphe – loin de là –, mais ça reste un deux sur deux”, ajoute-t-il. **Ta Nea** minimise la percée du Rassemblement national et préfère attaquer la Nupes et le leader de La France insoumise, qualifiée de “gauche déséquilibrée dont moins nous nous soucions, mieux nous nous portons. En France, en Europe et en Grèce.”

“Pour la défaite de Le Pen, qui a pourtant réalisé hier la meilleure performance de son histoire, j’avoue que beaucoup de monde a mis du cœur à l’ouvrage. Mais pour Mélenchon? Presque toute la France médiatique a œuvré pour construire une opposition à Macron”, estime l’éditorialiste, qui conclut : “Le monde moderne est celui de Macron, pas une pataugeoire idéologique.”

☞ **Gustavo Petro et sa vice-présidente, Francia Márquez.**
Photo Raul Arboleda/AFP

Extradition en vue

ROYAUME-UNI — Priti Patel, la ministre de l'Intérieur britannique, a signé le 17 juin le décret d'extradition de Julian Assange vers les États-Unis. “*Un jour sombre pour le journalisme*”, se désole **The Guardian** dans un éditorial. Le fondateur de WikiLeaks a fait appel. Réclamé par les États-Unis depuis 2010 et ses révélations sur des crimes de guerre commis par des soldats américains en Afghanistan et en Irak, il encourt jusqu'à cent soixante-quinze années de prison s'il est reconnu coupable par un tribunal américain. La décision des autorités britanniques, reprend le quotidien, “*ouvre potentiellement la porte à l'extradition vers les États-Unis de tout journaliste à travers le monde qui dévoile des informations jugées classifiées par Washington*”. En 2012, l'Australien s'était réfugié dans la capitale britannique, où il a vécu sept ans. Jusqu'à son arrestation et son incarcération à la prison de haute sécurité de Belmarsh, près de Londres. “*Il a suffisamment payé*”, commente depuis Melbourne **The Age**, qui en appelle à l'intervention du nouveau Premier ministre australien. “*Le moment est venu pour Anthony Albanese de montrer qu'il a le courage de ses convictions.*”

Retour des turbulences



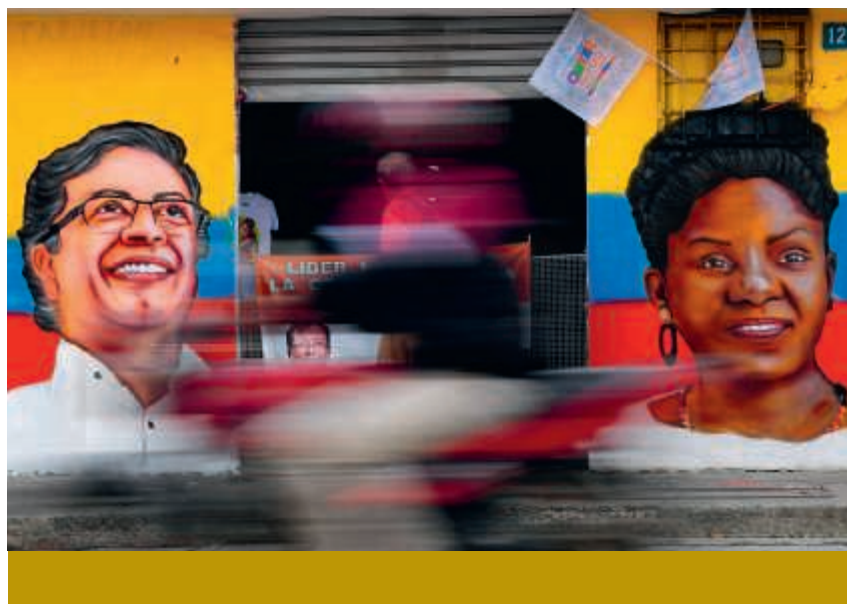
ISRAËL — “*Retour aux urnes*”, annonce en une **Israël Hayom** le 21 juin, au lendemain de l'annonce

de la prochaine dissolution de la Knesset par le Premier ministre, Naftali Bennett, et son chef de la diplomatie, Yaïr Lapid (photo). Ce dernier assurera l'intérim en attendant la tenue d'élections – les cinquièmes en trois ans et demi –, probablement en octobre. Selon le journal classé très à droite, une nouvelle période de “*turbulences politiques*” s'ouvre. D'autant que l'ancien Premier ministre Benjamin Nétanyahou se tient d'ores et déjà en embuscade.

COLOMBIE

À gauche toute !

Élu président le 19 juin, Gustavo Petro prendra la tête d'un pays historiquement gouverné par des élites conservatrices. Mais depuis les accords de paix de 2016, “la voie était ouverte à une option progressiste”, observe la presse du pays.



Pour la première fois de son histoire, la Colombie aura un président de gauche. “*Ce qui vient à présent, c'est un changement, un vrai changement basé sur la politique de l'amour*”, a déclaré le 19 juin le principal intéressé, Gustavo Petro, la voix brisée par l'émotion. Avec 50,44 % des suffrages exprimés, contre 47,31 % pour son adversaire – le vote blanc est comptabilisé en Colombie –, le multimillionnaire indépendant Rodolfo Hernández, Gustavo Petro a su cristalliser le rejet des partis traditionnels, dont le principal candidat, le favori de la droite Federico Gutiérrez, avait été éliminé au premier tour. “*Son triomphe est inédit car il donne une représentation à des secteurs traditionnellement exclus des décisions les plus importantes du pays [...] et qui se sont opposés à l'establishment*”, explique le média indépendant **La Silla Vacía**.

C'est de fait “*le premier président ouvertement de gauche*” dans un pays historiquement gouverné par des élites conservatrices, écrit pour sa part la revue **Cambio**. Le programme qu'il partage avec Francia Márquez, première vice-présidente noire de Colombie, peut se résumer en trois grandes lignes qui détonnent, dans une nation où le conflit armé qui s'éternise depuis près de soixante ans occupait jusqu'à il y a peu tout l'espace politique. Il s'agira de défendre “*la paix, la justice sociale et la justice environnementale*”, a martelé

l'homme dont la candidature a suscité le rejet des forces armées, traditionnellement neutres, et du président Iván Duque, issu de la droite ultraconservatrice.

Gustavo Petro, candidat de coalition du Pacte historique, est “*un politicien de gauche chevronné, ancien membre de la guérilla M-19 [groupe armé démobilisé en 1990], avec trois campagnes présidentielles à son actif. Il a eu une longue carrière en*

tant que membre du Congrès et a également été maire de Bogota” avant d'arriver au pouvoir lors d'une campagne atypique, rappelle la revue **Semana**.

En effet, dans un pays où cinq candidats à la présidence ont été assassinés par balle au xx^e siècle, l'homme qui prendra ses fonctions le 7 août a dû composer avec de graves menaces. Mais comme le précise **El País América**, “*l'ascension de Petro a commencé à prendre forme avec les accords de paix de 2016, lorsque les Farc [Forces armées révolutionnaires de Colombie] ont déposé les armes et se sont réintégrées à la vie civile. Sans le grand ogre qui délégitimait les positions de gauche par sa violence, la voie était ouverte à une option progressiste*”.

Il s'agira de défendre “la paix, la justice sociale et la justice environnementale”, a martelé Gustavo Petro.

Petro propose d'ailleurs de négocier la paix avec l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), dernière guérilla active, et de mettre en œuvre un “*pardon social*” pour les nombreux paramilitaires d'extrême droite et les narcotrafiquants de ce pays, principal producteur de cocaïne du monde. Et ce sont justement les régions des périphéries, les plus affectées par la guerre, qui ont voté massivement pour lui, alors que le centre, plus catholique et conservateur, a opté pour Hernández.

Malgré tout, cette victoire pourrait n'être que le début d'un long chemin pour l'homme qui ne possède pas de majorité au Parlement et devra faire taire la peur qu'il suscite chez de nombreux hommes d'affaires, préoccupés par la révolution économique et la transition écologique qu'il propose dans une nation qui vit surtout du pétrole et des minerais, en plus du café. Quoi qu'il en soit, le futur président a affirmé vouloir diriger la marche d'une “*Amérique latine qui, grâce à ses racines noires et indigènes, pourra [...] crier à l'humanité qu'est venu le temps du changement, pour pouvoir vivre savoureusement*”. Ce qui était son principal slogan de campagne.

— **Courrier international**

À la une



“*Changement historique*”, titrait le 20 juin, au lendemain de la victoire de Gustavo Petro, le grand quotidien de Bogota **El Espectador**. Le pays peut désormais “*panser ses blessures*” grâce à “*une gauche démocratique*”, estime le journal dans son éditorial. Une allusion au passé de guérillero du président, qui fut membre du M-19, démobilisé en 1990. Et aux guérillas d'extrême gauche, dont les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie), qui ont signé un accord de paix en 2016. “*Que désormais Petro devienne président est la démonstration de l'importance de la voie pacifique et du rejet de la voie des armes [...] La Colombie souhaitait un changement et l'a obtenu dans les urnes.*”



Wifi à tous les étages.

**Livebox Up
Fibre**

25€99
/mois

pendant 12 mois
puis 49,99€/mois

1 Répéteur Wifi 6 inclus⁽¹⁾

Soit pour les nouveaux clients Orange : remise immédiate de 19€/mois⁽²⁾ et remboursement de 5€/mois⁽³⁾ avec changement d'opérateur. Transformez le wifi de votre Livebox en Wifi 6 avec le Répéteur raccordé à votre box (sur demande). Détail sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

Offre avec engagement 12 mois, soumise à conditions du 02/06/2022 au 12/07/2022 inclus, réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité et équipement compatibles. Frais de résiliation de 50€. Le Répéteur reste la propriété d'Orange et est inclus sur demande sur [orange.fr](https://www.orange.fr) avec frais d'activation de 10€.

⁽¹⁾ Le Répéteur Wifi 6 permet d'étendre la couverture wifi de votre Livebox en Wifi 6 ou de remplacer le Wifi 5 de la Livebox par du Wifi 6 avec équipement compatible. ⁽²⁾ 14€/mois le Bon Plan, 5€/mois la remise la Fibre au prix de l'ADSL. ⁽³⁾ Remboursement différé sur facture avec changement d'opérateur après le 02/04/2022. Détail et formulaire sur odr.orange.fr

orangeTM

SRI LANKA

En plein naufrage

Sur l'île de l'océan Indien, en proie depuis des mois à une crise économique sans précédent, les stations-service sont à sec. La presse parle de "catastrophe imminente".

Quelle vie!" déplore le **Daily Mirror**. Dans son éditorial du 21 juin, le quotidien de Colombo revient sur les violences, de plus en plus fréquentes, dans les stations-service, où les Sri-Lankais attendent parfois une dizaine de jours dans d'interminables files, dans l'espoir de pouvoir remplir leur réservoir. "Les affrontements dans les stations-service et dans les centres de distribution de gaz de cuisine augmentent avec l'incertitude croissante sur l'approvisionnement en carburant et en gaz."

Les pénuries chroniques ne cessent de s'aggraver. Selon un syndicat sri-lankais, 85% environ des stations-service du pays seraient à court de carburant. Et, le 16 juin, le ministre de l'Énergie, Kanchana Wijesekera, a prévenu que le pays disposait d'un stock de carburant d'à peine cinq jours.

Le lendemain, des soldats sri-lankais ont ouvert le feu dans une station-service pour tenter de maîtriser une foule en colère. Plusieurs personnes ont été blessées dans ces violences, qui se sont déroulées à plus de 300 kilomètres au nord de Colombo, la capitale. "Le nombre de rapports faisant état de l'utilisation d'armes à feu par la police et l'armée pour maîtriser les foules en colère augmente", déplore le **Daily Mirror**, pour

qui cela "semble être le présage d'une catastrophe imminente".

Face à la pénurie de carburant, toutes les mesures en vue d'en économiser sont bonnes. C'est ainsi que les écoles et les administrations non essentielles ont fermé leurs portes le 20 juin pour deux semaines. "De nombreux députés ne seront pas non plus en mesure d'assister à la session parlementaire cette semaine en raison de la pénurie de carburant", assure **The Island**.

L'île de 22 millions d'habitants traverse une crise économique sans précédent et une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée à Colombo, le 20 juin, pour négocier la structure du programme de sauvetage dont le pays a cruellement besoin. Les caisses du pays sont vides et le Sri Lanka n'est plus en mesure

d'importer des biens essentiels. Depuis des mois, il vit aux rythmes des pénuries.

Les Nations unies ont lancé, la semaine dernière, un programme d'urgence pour nourrir des milliers de femmes enceintes, rappelle le média indien **News18**. "Au Sri Lanka, quatre personnes sur cinq ont commencé à sauter des repas parce qu'elles ne peuvent pas se payer à manger", souligne **News18**, ajoutant que les Nations unies avaient mis en garde contre une "terrible crise humanitaire".

"Soyons très clairs. Si le gouvernement sri-lankais avait suspendu le remboursement de la dette et s'était tourné vers le FMI il y a un an et demi, nous ne serions pas en train de faire la queue pour des biens

essentiels et les hôpitaux ne manqueraient pas de médicaments, les gens ne seraient pas en train d'avoir faim", peut-on lire sur Twitter, où les Sri-Lankais sont nombreux à réclamer le départ du président, Gotabaya Rajapaksa. Depuis plusieurs mois, des manifestants exigent sa démission dans les rues mais aussi sur les réseaux sociaux. Face à cette situation désespérée, les Sri-Lankais sont de plus en plus nombreux à prendre illégalement la route de l'Inde et de l'Australie dans l'espoir d'y trouver refuge.

—**Courrier international**



REVUE
DE PRESSE

→ *Démocr_tie.*
Dessin d'Adam
Zyglis paru dans
Buffalo News,
États-Unis.



CAGLE CARTOON

ÉTATS-UNIS — Les auditions publiques sur l'invasion du Capitole se poursuivent à Washington. La commission d'enquête a mis en évidence, le 16 juin, les pressions exercées par Donald Trump sur son vice-président Mike Pence, le 6 janvier 2021, pour qu'il rejette les résultats de l'élection présidentielle. Devant son refus, Trump, qui savait que les émeutiers étaient dans le Capitole, a tweeté : "Mike Pence n'a pas eu le courage de faire ce qui était nécessaire." De quoi les chauffer à blanc et forcer Pence à se cacher pour "sauver sa vie", résume le **New York Times**. Informé du slogan scandé par la foule, "Pendez Mike Pence!", Trump aurait déclaré : "Ils ont peut-être raison. [Il] le mérite." Un épisode dont s'est emparé le dessinateur Adam Zyglis.

Belle adaptation



ÉTHOLOGIE

— Au sud-est du Groenland, une population isolée d'ours polaires a trouvé un moyen de survivre alors que la banquise fond de plus en plus tôt dans l'année. "Ce petit groupe au patrimoine génétique différent déploie des stratégies de chasse qui pourraient l'aider à survivre sur une planète qui chauffe", affirme **Science** en une de son édition du 17 juin, dans laquelle les chercheurs publient leur découverte. Pour traquer les phoques, ces ours ont appris à se déplacer sur les plateformes flottantes formées par les blocs de glace issus des glaciers, tombés et partiellement fondus dans les fjords.

← Dessin de
Falco, Cuba.

La droite triomphante

ESPAGNE — "Victoire absolue du PP andalou", annonce le quotidien conservateur **ABC** le 20 juin, au lendemain du triomphe du Parti populaire aux élections en Andalousie. Le parti de droite obtient la majorité absolue au Parlement. Les socialistes du PSOE, déjà défaits lors des régionales de 2018, enchaînent un nouveau revers cinglant. "La réalité est cruelle" pour le chef du gouvernement espagnol Pedro Sánchez, commente le site de gauche **Público** : "L'Andalousie est passée du statut de fief socialiste historique à celui de principal bastion du PP". À dix-huit mois des élections nationales, Pedro Sánchez "a un problème", reprend **ABC**. Son parti "paie pour sa gestion désastreuse de la pandémie et pour la crise économique qui a suivi".



MaRetraite
BILAN-PROJET-ÉPARGNE

***Il n'est jamais trop tôt
pour préparer sa retraite.***

Dès maintenant, constituez-vous un complément de revenus pour la retraite avec nos solutions Assurance vie et Plan Epargne Retraite.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Investir sur un contrat d'assurance vie peut vous exposer à un risque de perte en capital selon les supports sélectionnés. Parlez-en à votre conseiller.

Communication à caractère publicitaire.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr. Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne - ALTMANN + PACREAU - Crédit photo : Ronan Merot.

d'un
continent
à l'autre.

moyen-
orient



Europe	20
Afrique	22
Asie	24

Société. Bien-être et islam, l'univers rassurant des prédicateurs 2.0

De jeunes influenceurs musulmans proposent sur les réseaux sociaux une nouvelle façon de vivre la foi islamique, très influencée par les valeurs capitalistes et occidentales. Un islam en rupture avec la tradition, et parfois superficiel.

—Raseef22 (extraits)
Beyrouth

Ces dernières décennies, la foi musulmane n'a cessé de se transformer. Et sa dernière métamorphose la plus visible se manifeste à travers le phénomène des "influenceurs musulmans", qui incarnent une nouvelle vision de la religion : une pratique intégrée à la mondialisation, fondée sur une vision laïque saupoudrée de foi musulmane, qui se conjugue avec les valeurs de la modernité occidentale et se soumet aux valeurs capitalistes du marché.

Par exemple, un influenceur peut vous inciter à bien faire vos prières, à réciter le *dhikr* [litanie islamique à la gloire de Dieu dont le nom signifie "souvenir"], faire une *doua* [supplication islamique], et à écouter des sermons religieux, mais il peut aussi porter des vêtements de grandes marques et vous encourager à acheter les mêmes.

C'est d'ailleurs la raison qui a motivé de nombreuses personnes à se lancer dans le secteur – non pas diffuser des contenus religieux ou faire la promotion d'un islam authentique, mais devenir célèbre et gagner de l'argent, même s'il faut pour cela édulcorer la religion et présenter un islam réduit à sa plus simple expression. L'émergence des influenceurs musulmans a vidé l'islam de sa substance afin de l'adapter aux exigences du marché et des followers.

Le modèle de foi présenté par ces influenceurs ne va ni rapprocher ni éloigner les gens de la religion, mais va plutôt donner à chaque follower le sentiment, illusoire sans doute, d'être un

La majorité de ces influenceurs sont plutôt des autodidactes en matière religieuse.

bon musulman. En général, les discussions tournent autour de la spiritualité, du comportement individuel, et présentent une foi joyeuse, légère, sans réprimande ni châtement. Un islam où l'amour l'emporte sur la crainte d'Allah.

Le discours de ces influenceurs évite soigneusement tous les sujets sensibles – la tradition juridique islamique ou ses aspects politiques, les inquiétudes des pays musulmans et des musulmans, la nécessité de réformes –, et ne s'intéresse absolument pas aux affaires de l'État, que ce soit sur le plan des droits de l'homme ou des réformes nécessaires. Ces influenceurs préfèrent se concentrer sur l'individu, en offrant une pratique destinée à apaiser, sans jamais bouleverser le statu quo.

L'une des caractéristiques principales du discours des influenceurs est donc bien de se concentrer

sur l'individu par opposition à la collectivité. Pour eux, l'islam n'est pas une religion émancipatrice, qui a un rôle à jouer face à la tyrannie. Les influenceurs présentent donc des valeurs morales capitalistes, qui sont intégrées au monde, plutôt que d'autres, qui s'y opposeraient frontalement.

L'islam est proposé au public comme une composante du marché du bien-être. Le phénomène des influenceurs musulmans est parfaitement en phase avec les aspirations de la nouvelle génération, puisque la religion et la foi ne sont plus considérées comme elles l'étaient par le passé.

Un influenceur musulman n'a rien à voir avec les mouvements musulmans, et il ne fait pas la promotion des tendances du passé. Et s'il lui arrive d'emboîter le pas aux nouveaux prédicateurs sur certains sujets, il reste très différent d'eux à bien des égards. La

majorité de ces influenceurs n'ont reçu aucune formation religieuse mais une scolarité classique : ce sont donc plutôt des autodidactes en matière de religion.

Les influenceurs musulmans ne vont pas arborer la tenue traditionnelle ni le langage traditionnel propre à l'islam. Ils portent des tenues occidentales sans prétention, une barbe moderne soigneusement taillée, et ils ont tous un visage rassurant.

S'adapter. Leur façon de présenter les choses joue davantage sur les émotions. Ils utilisent un langage familier répandu dans les milieux populaires, et émaillent parfois leur discours de termes anglais. Mais leurs propos restent simples et rassurants, ils débordent de joie de vivre et d'amour, à mille lieues de la réalité et des vrais problèmes sociaux, et ils s'accrochent parfaitement au monde capitaliste. Ils savent également très bien manier les réseaux



OPINION



← Dessin de Joe Magee, Royaume-Uni, pour *Courrier international*.

règles de l'amour", "La masturbation", "Comment faire pour que vos prières se réalisent" ou "Six moyens de s'enrichir", avec des fatwas rapides et faciles.

Dans de nombreux cas, il évoque aussi des questions liées à la mode [ou à la musique]. Par exemple, il commente les robes du Festival du film d'El Gouna [en Égypte] ou les paroles de la chanson *Bint Al-Giran* ["La Fille des voisins", qui a fait scandale en Égypte]. Les posts de Mounir se caractérisent par son sens de l'humour et une certaine faconde, et il n'hésite pas à utiliser des mots et des expressions généralement utilisés par les jeunes. Mounir a plus de 5 millions de fans sur sa page Facebook officielle, et la grande majorité de son public est composée d'adolescents et de jeunes adultes.

L'influenceur Omar Al-Odah a pour ambition de fusionner la religion avec le coaching.

Kareem Esmail est un autre prédicateur à la mode. Très influencé par les pionniers américains du développement personnel, il enrobe ses contenus d'un vernis musulman, et incarne le désir d'associer les valeurs morales de l'islam au développement personnel, tout en s'appuyant sur l'idéologie capitaliste. Esmail aborde de nombreux sujets comme le renouvellement de la foi, l'amitié entre garçons et filles, et d'autres sujets qui intéressent les jeunes. Il donne également des cours (très onéreux) sur le juste équilibre entre vie personnelle et santé mentale, qui sont suivis par des centaines de personnes.

Dans un épisode publié sur sa chaîne YouTube, il explique : "Notre objectif est d'aider les gens à améliorer leur équilibre psychologique. La plupart des causes de la tristesse, de la dépression, des angoisses et de la détresse psychologique viennent de questions religieuses... Quand nous comprenons correctement la religion et la vivons bien, notre santé mentale s'en porte mieux."

Esmail est suivi par plus de 2 millions de personnes sur Facebook et il a 750 000 abonnés sur sa chaîne YouTube. Il a publié un ouvrage intitulé *Pause psychologique*, dans lequel il aborde surtout les questions du bonheur et de l'argent,

mais l'idée principale est d'associer le développement personnel à la religion. Ce qui le distingue des autres influenceurs, c'est son public composé surtout de jeunes qui appartiennent à une classe sociale favorisée et qui cherchent à être de bons musulmans sans se priver de quoi que ce soit.

Fatwas sur TikTok. Dans les pays du Golfe, c'est l'influenceur Omar Al-Odah, un jeune homme qui compte plus de 5,5 millions de followers sur Instagram, 5 millions de fans sur Facebook, et plus de 1,5 million d'abonnés sur sa chaîne YouTube, qui fait le plus parler de lui.

Au départ, il proposait surtout des contenus romantiques à tonalité religieuse. Le jeune homme a pour ambition de fusionner le coaching avec la religion. Il a également publié plusieurs ouvrages, qui se sont très bien vendus, dans lesquels il encourage ses lecteurs à persévérer, à surmonter leurs échecs et à réaliser leurs rêves, et relie les devoirs religieux au succès matériel et au bonheur. Né en 1998, il s'est lancé dans le domaine des fatwas sur TikTok et donne de nombreux avis quotidiennement. Son public est surtout composé d'adolescents et de jeunes adultes.

Le problème ne réside pas dans les concepts mis en avant par les influenceurs musulmans, comme le développement personnel ou le succès matériel, mais dans la marchandisation du discours et de la sensibilité religieuse. Le mot "islamique" est mis à toutes les sauces : le régime islamique, la mode islamique, le disco islamique, les maillots de bain ou le yoga islamiques. L'islam est désormais au service du capitalisme.

—Ahmad Saif al-Nasr
Publié le 2 juin

SOURCE

RASEEF22

Beyrouth, Liban

raseef22.com

Fondé au Liban en août 2013,

Raseef22 est l'un des meilleurs médias qui ont vu le jour après les "printemps arabes". Il se présente comme un observateur des mouvements sociaux, politiques et culturels qui traversent le monde arabe.



La chanteuse qui ne voulait pas être la "musulmane à hidjab"

De plus en plus de musulmanes se battent pour défendre le port du voile comme particularité culturelle, tout en refusant le patriarcat. C'est le cas de la chanteuse palestino-canadienne Nemah Hasan.

—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Le hidjab est la cible par excellence de l'islamophobie en Occident. Malgré toutes les règles du politiquement correct en vigueur de nos jours, les musulmanes qui portent un hidjab dans les pays non arabes y sont victimes de discrimination et de préjugés. La chanteuse palestino-canadienne Nemah Hasan, plus connue sous le nom de Nemahsis, a sorti une nouvelle chanson intitulée *Dollar Signs*, dans laquelle elle décrit le comportement oppressant de la société occidentale vis-à-vis de ces femmes. Avec un demi-million de followers sur TikTok et des milliers de vues sur YouTube, elle espère, avec cette chanson, mettre en lumière l'univers des jeunes musulmanes au Canada, sans se priver de critiquer au passage l'Occident.

Le clip vidéo de la chanson, dans lequel elle raconte son expérience personnelle, met mal à l'aise. Elle s'y décrit comme un objet, comme une jeune femme qui sait qu'elle ne sera jamais traitée comme les autres. Elle dit ce qu'on attend d'elle, à savoir qu'elle soit neutre, qu'elle n'exprime aucune opinion et, surtout, qu'elle se taise. Comme dans ses précédents clips, sa différence est pour elle une force sur laquelle elle s'appuie pour négocier son statut social.

En fait, c'est son combat pour le hidjab qui l'a fait connaître. Il y a environ un an, une société de cosmétiques multimillionnaire lui a demandé d'apparaître dans ses publicités. "Ils ne m'ont proposé aucune contrepartie, ce qu'ils ont justifié en me disant : 'C'est vraiment une chance pour des gens de votre communauté'", explique Nemah Hasan. Elle a fait la séance photo,

mais, après coup, a eu l'impression d'avoir été exploitée. "Je me suis sentie vraiment bête", a-t-elle confié au magazine *Complex*. Cela l'a décidée à quitter sa zone de confort pour écrire la chanson *What If I Took It Off for You*, qui est devenue son plus gros succès.

"À tous ceux qui ne rentrent pas dans le moule et qui ont eu besoin, pour être acceptés, de faire des compromis sur ce qui constitue leur particularité, mon souhait est de faire écho à vos voix", poste-t-elle sur Instagram.

"J'ai gâché deux décennies à désirer une couleur de peau et de cheveux plus claire."

Nemah Hasan, CHANTEUSE

Dans ses chansons, elle s'en prend au politiquement correct qui l'oblige à se fondre dans la masse, et demande à plusieurs reprises que les gens cessent de ne voir en elle que la "musulmane à hidjab". À force d'être cataloguée ainsi, elle a fini par se détester, explique-t-elle. "J'ai gâché deux décennies à désirer une couleur de peau et de cheveux plus claire. J'ai passé la majeure partie de ma vie à détester ces traits que j'aime par-dessus tout chez moi actuellement. Les gens ne vous aimeront pas tant que vous n'apprendrez pas à vous aimer vous-même."

Dans son livre paru en juin 2017 [aux éd. Erick Bonnier] et intitulé *Burkini*, la journaliste et autrice libanaise Maya El-Hajj décrit l'univers d'une femme qui porte le hidjab dans une communauté arabe laïque, ainsi que l'opposition et les difficultés qu'elle rencontre. Il existe beaucoup de points communs



sociaux et tenir en haleine leurs followers en ménageant des éléments de suspense. Ils sont donc capables de se renouveler sans cesse et de s'adapter à de nouvelles situations.

Malgré leur jeune âge, les influenceurs émettent sans complexe des fatwas [avis juridique donné généralement par un spécialiste de la loi islamique sur une question particulière], alors qu'ils ignorent tout des aspects complexes de la jurisprudence. Par conséquent, quand l'un d'entre eux essaie de traiter une question religieuse un peu complexe de manière plus approfondie, la superficialité du propos et le manque de connaissance des textes sacrés sautent aux yeux par l'incohérence de son raisonnement.

L'un des influenceurs musulmans les plus connus est Amir Mounir. Il se concentre uniquement sur les aspects de l'islam qui intéressent les jeunes, avec des posts comme "Les sept

entre la chanteuse canadienne et l'écrivaine de Beyrouth, des analogies qu'elles ne sont pas les seules à partager. Ces dernières années, de plus en plus de porteuses de hidjab révèlent la lutte intérieure à laquelle elles doivent se livrer pour se forger une identité et définir les limites de leur liberté de choix dans le cadre qui leur est imposé.

Nahed Ashkar Sharary, docteurante à l'université Ben Gourion du Néguev (en Israël), souligne que le hidjab fait partie de l'identité des musulmanes. Elles se battent pour lui faire une place, même dans les pays occidentaux où elles vivent, tout en refusant d'accepter le patriarcat musulman qui opprime les femmes. Les années 1970 ont vu le développement d'un courant féministe islamique qui incite à avoir un esprit critique en matière religieuse et politique, souligne la doctorante, chargée de cours dans le cadre d'un programme d'études sur le genre.

“Porter un hidjab fait partie des façons d'adopter leur culture d'origine pour ces femmes.”

Nuzha Allasad-Alhuzail,
CHERCHEUSE

Les inquiétudes suscitées par le hidjab en Occident relèvent de l'orientalisme. Selon Nuzha Allasad-Alhuzail, maîtresse de conférences à l'École des sciences sociales du Sapir Academic College, les musulmanes, surtout les jeunes, portent le hidjab en réaction à l'oppression de l'Occident qui dénigre leur culture. “C'est comme si on demandait à un juif pourquoi il porte une kippa ou à un chrétien pourquoi il porte une croix”, souligne-t-elle.

Pour elle, c'est une manière de réagir pour des musulmanes qui tentent de s'intégrer dans une société qui prétend les accepter tout en les considérant comme autres : “Qui a dit qu'enlever le hidjab rendait libre? Porter un hidjab fait partie des façons d'adopter leur culture d'origine pour ces femmes, et c'est par choix qu'elles suivent des pratiques traditionnelles. C'est une manière d'affirmer leur identité, leur ‘moi’ tel qu'elles le voient.”

Recherches à l'appui, Nahed Ashkar Sharary explique comment les femmes musulmanes

indépendantes, qui vivent dans la société occidentale, parviennent à résoudre le conflit intérieur que leur pose le port du hidjab : “Elles se démarquent des lois religieuses de type patriarcal tout en observant scrupuleusement les autres principes, en particulier le principal, celui de la ‘préservation de l'âme’, qui incite à consolider et à protéger son moi.”

La chercheuse cite le cas des musulmanes en Israël, qui nourrissent un sentiment d'appartenance religieuse critique visant à affirmer leur individualité à partir d'une interprétation religieuse qui leur permet de s'émanciper et de s'opposer aux normes patriarcales. “On voit de plus en plus de femmes utiliser la loi islamique et les règlements de la charia pour se réapproprier leur voix, leurs désirs et leurs droits, sans remettre en cause pour autant les règles fondamentales de l'islam”, note-t-elle.

Selon Ibtisam Barakat, docteure et maîtresse de conférences à l'université Bar Ilan et au Zefat Academic College, d'un point de vue sociologique le hidjab préserve l'identité collective des femmes musulmanes immigrées. Les vêtements et les symboles sont des éléments que l'on retrouve chez les minorités du monde entier qui veulent préserver leur identité en tant que minorité – en particulier dans les pays occidentaux, et notamment chez les femmes.

Nuzha Allasad-Alhuzail résume bien la situation : “Les femmes qui portent le hidjab ne veulent pas être réduites à l'idée que se fait d'elles l'Occident, mais elles ne veulent pas non plus se soumettre aux diktats de la société patriarcale dont elles sont issues. Chacune utilise donc le hidjab à des fins qui lui sont propres.”

—Sheren Falah Saab
Publié le 16 février

SOURCE

HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël

Quotidien, 70 000 ex.

haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, “Le Pays”, aujourd'hui situé au centre gauche, est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens.



GOLFE

Le prédicateur contre Superman

Cette militante koweïtienne dénonce le discours d'un prédicateur bahreïni pour qui l'Occident “vole les rêves d'enfants” en créant un Superman bi.



—Al-Quds Al-Arabi
(extraits) Londres

Un de nos prédicateurs du Golfe [Hassan Al-Husseini] s'est fait remarquer en dénonçant une “guerre mondiale contre les mœurs de nos enfants”. L'arme employée? Certains films occidentaux, et notamment *Superman*, qui est désormais homosexuel : “Honte à eux! *Superman*, ce super-héros, cet homme qui sait s'élaner dans les airs, cet homme qui combat les criminels, il finit comme un pervers! On veut détruire nos familles.”

Et de demander aux musulmans d'enseigner à leurs enfants la différence entre la virilité et la féminité pour résister à cet Occident qui veut “voler leurs rêves, violer leur innocence et polluer leur vraie nature”. Il continue son discours dans la même veine, avec des mots que ma plume refuse de reproduire.

Chaque culture a ses spécificités. Dans un dessin animé arabe, il n'y aura pas de héros à l'identité multiple, il n'y aura aucun personnage, aucun événement, aucune sensibilité qui sorte du rang pour bousculer nos mœurs.

Nous sommes des sociétés holistes, unilatéralistes, gravitant autour d'un point de vue unique. Il n'y a pas de place pour ceux qui sont différents. Nous les traiterions en paria. Il n'y a pas non plus de place pour la nouveauté. Nous la qualifierions d'“hérésie”. Il n'y en a pas davantage pour la curiosité envers ce que la modernité et le reste du monde ont à apporter à l'humanité.



TRIBUNE

Nous nous en tenons à une conception du monde transmise par nos ancêtres. Le legs du passé, même bâti sur des mensonges, même ébloué de sang, est notre refuge, notre maître, notre fanal. Notre culture s'est figée dans le temps. Nous préférons le passé au présent, les textes anciens à la science. Quand un producteur arabe fait un film, il n'est pas tenu de nous faire découvrir des contrées nouvelles de la vie humaine, de montrer des modèles différents, des identités complexes, des idées de liberté et de pluralisme.

Pourquoi considérer que c'est une attaque de la part d'autres cultures quand elles exposent des idées différentes des nôtres? Si les dessins animés occidentaux,

en premier lieu américains, connaissent des succès mondiaux, c'est qu'il y a des raisons. Ce sont leur qualité, le savoir-faire technologique sur lequel ils reposent, la beauté des histoires qu'ils véhiculent. Combattez donc ces films occidentaux en leur opposant des films arabes de la même qualité, aux propos qui vous semblent en phase avec la société arabe. Le prédicateur cité plus haut vient d'un riche pays du Golfe [Bahreïn]. Qu'est-ce qui l'empêche de faire un Superman bien moustachu, vrai homme, qui reprenne les traits de la virilité chérie de notre culture traditionnelle?

Mais serait-ce vraiment mieux adapté à l'éducation de nos enfants? Qui vole les rêves de nos enfants et viole leur innocence? Ne serait-ce pas plutôt ces camps d'été où vous formez des jeunes à se détourner de la vie terrestre et à vouloir gagner le paradis, avec son vin et ses vierges? N'est-ce pas plutôt vous qui brisez l'innocence d'un garçon quand vous lui dites : “Sois un homme! Un homme, ça ne pleure pas”? Sans parler des mille façons dont vous brisez l'enfance des filles.

Pourquoi donc l'Occident voudrait mener une guerre pour corrompre nos enfants? Notre cher docteur ès sciences religieuses ne sait probablement pas que, dans un des volumes de la bande dessinée d'origine, Superman est qualifié de dieu de la force. Si le prédicateur savait [que Superman est une idole, en contradiction avec le dogme musulman sur l'unicité divine], se récrierait-il, ou insisterait-il encore plus pour le sacrifier? Car dans nos sociétés la virilité est associée à la divinité.

C'est très bien de vouloir apprendre à nos enfants la virilité et la féminité, mais quel est le contenu qu'il convient de donner à ces mots? La virilité, cela veut-il dire brutalité, violence et guerre? La féminité, faiblesse, timidité, pudeur, inconsistance, obéissance au mari et donner naissance à des enfants? La virilité et la féminité sont des réalités, selon moi. Mais elles se rejoignent dans l'humanité, la droiture, la dignité, la grandeur d'âme, la compassion et la bienveillance. Dans le respect de l'autre, de sa liberté et des choix qu'il fait dans la vie.

—Ibtihal Al-Khatib
Publié le 9 juin



VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



NEW YORK VISE 2035 POUR BASCULER AU TOUT-ÉLECTRIQUE

L'État de New York interdira la vente de véhicules thermiques en 2035. Pourtant, la ville accuse un retard considérable par rapport aux autres métropoles des États-Unis. Axel, expatrié depuis près de huit ans, raconte les enjeux de la mobilité électrique à New York.

**UNE VILLE.
UN EXPAT.**
Axel, expatrié
à New York



Aujourd'hui, seuls 15 bus publics électriques circulent dans les rues de New York sur une flotte de plus de 5 900 véhicules. Et on ne compte qu'une seule voiture de police électrique, et un seul camion poubelle à batterie. Pourtant, selon une loi promulguée en décembre 2021 par la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, toutes les voitures particulières et les utilitaires légers devront être 100 % électriques d'ici à 2035. "New York veut être en avance sur certains sujets, mais pour l'instant, la priorité n'est pas portée sur la transition électrique. La ville est à la traîne quand on la compare à Seattle et à San Francisco par exemple", explique Axel, expatrié depuis 2014.

À New York, l'année dernière, les véhicules entièrement électriques et hybrides rechargeables ont représenté 3,4 % de toutes les ventes de véhicules neufs, contre 22 % à San Francisco, 11,9 % à Los Angeles et 11,7 % à Seattle, selon Atlas Public Policy. La moyenne nationale était de 4,4 %. S'ajoute à cela un réel manque d'infrastructures. Les responsables de New York prévoient d'installer 1000 bornes de recharge publiques dans la ville d'ici à 2025, avec un objectif de 10 000 bornes de recharge en 2030. "Bientôt, des embouteillages pourraient se former aux bornes de recharge. L'implantation des bornes publiques est bien moins ra-

pide que l'augmentation du nombre de voitures électriques", précise Axel. Dans une ville où l'espace est une denrée rare, de nombreuses bornes sont aujourd'hui coincées sur des trottoirs bondés, le long des zones de chargement de camions, des pistes cyclables et des supports à vélos.

LE FLÉAU DES EMBOUTEILLAGES

"Le problème des embouteillages a disparu au plus fort de la pandémie, mais est revenu en force. Depuis la crise sanitaire, les habitants utilisent davantage la voiture. Grâce au télétravail, ils ne prennent pas leur véhicule tous les jours et tolèrent mieux les embouteillages ponctuellement", raconte Axel. Pour lutter contre l'engorgement des rues, les autorités font la promotion des transports en commun. "Le métro est le moyen de transport le plus simple, mais le nombre d'utilisateurs est réellement en dessous des chiffres d'avant-Covid. Récemment, des problèmes de sécurité qui n'existaient pas avant la pandémie sont apparus." Autre solution aux problèmes d'embouteillages : l'autopartage. De nombreux véhicules thermiques partagés circulaient dans la ville jusqu'en 2019. "L'application Sharenow proposait des voitures disponibles pour tous en temps réel un peu partout dans la ville, contrairement à Zipcar qui fonctionne par abonnement. Ça n'a pas duré long-

temps à cause de l'entretien des véhicules qui étaient régulièrement endommagés", raconte Axel, aujourd'hui abonné à la plateforme Zipcar. Jusqu'à présent, l'État de New York a alloué 442,5 millions de dollars à

l'effort d'électrification de la flotte municipale et à la construction de bornes de recharge. Selon les autorités, ce coût sera en partie compensé par des économies de carburant et d'entretien. ●



L'INSEP et Toyota : coéquipiers pour une mobilité durable

Toyota et l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (INSEP) ont noué un partenariat afin de déployer des technologies de mobilité propres et vertueuses. Pour Toyota, déjà partenaire mondial des Jeux olympiques et paralympiques, cette association avec un acteur incontournable du sport de haut niveau en France est naturelle. Elle se manifeste par une expérimentation d'autopartage, 4 bornes de recharge électriques, une flotte de véhicules électriques et hybrides et - dans un second temps - par l'installation d'une station hydrogène sur le campus de l'INSEP. Une traduction concrète des valeurs du sport dans les mobilités du quotidien !



europe

Ukraine. Bruxelles ouvre la porte à Kiev

Le 17 juin, la Commission européenne a exprimé un avis favorable au statut de candidat à l'entrée de Kiev dans l'Union européenne, mais le processus d'adhésion de l'Ukraine sera particulièrement long et difficile.



—Seznam Zpráv (extraits) Prague

Il est question, au sein de l'UE, d'accorder le statut de candidat à l'Ukraine. La Géorgie et la Moldavie font l'objet de mêmes débats. Les demandes d'adhésion de ces États sont la conséquence logique de leurs aspirations à long terme à l'intégration européenne et de leur recherche d'un ancrage géopolitique et de garanties dans les structures occidentales.

Dans les faits, toutefois, le processus d'élargissement de l'UE stagne depuis l'adhésion de la Croatie, en 2013. Dans le cas de l'Ukraine, les dirigeants de la majorité des pays membres de l'UE ont jusqu'à présent évité ne serait-ce que d'entrouvrir la porte à une possible adhésion. L'agitation actuelle constitue donc une avancée majeure, mais qui arrive trop tard compte tenu de l'agression russe.

Parallèlement, étant donné l'échec de la politique d'élargissement et l'incapacité des États membres à suivre leurs propres règles, la question se pose de savoir si le statut de candidat ne sera pas qu'une promesse vide de sens. Par exemple,

l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord, qui a obtenu le statut de candidat en 2005, a été bloquée à plusieurs reprises, alors que le pays fait preuve d'une volonté de réformes considérable et a même changé de nom pour régler ses différends avec les pays voisins.

La Serbie, en revanche, a progressé dans les négociations d'adhésion sur le thème de la protection de l'environnement, et ce, alors que des dizaines de milliers de Serbes ont manifesté contre la menace que leur propre gouvernement fait peser, précisément, sur l'environnement. Cette imprévisibilité des procédures de l'UE est source de frustration dans les pays candidats, ce qui réduit rapidement la confiance des citoyens tant dans la perspective d'une adhésion que dans l'Union en tant que telle.

Si le rapprochement des Balkans occidentaux avec l'UE s'éternise depuis déjà vingt ans, il est donc légitime de se demander dans quelle mesure nous pouvons compter sur la détermination des États membres à accepter Kiev en leur sein. Premièrement, l'Ukraine est un casse-tête du point de vue de sa taille et de l'état de son économie. Avant même le début de la guerre,

son PIB annuel par habitant n'était que de 3 725 dollars. Dans le cas du Kosovo, le pays le plus pauvre des Balkans occidentaux, ce montant s'élevait à 4 300 dollars.

Malgré les investissements massifs prévus pour la reconstruction de l'après-guerre, l'Ukraine aura probablement besoin de plusieurs décennies pour rattraper économiquement les pays les plus pauvres de l'UE. Combiné à la taille de son économie, cela signifie que si l'Ukraine devenait membre de l'UE, le flux d'argent redistribué à partir des fonds européens changerait radicalement. Une telle évolution serait perçue négativement par de nombreux pays membres – y compris la Tchéquie, qui perdrait rapidement sa position de bénéficiaire net du budget de l'UE.

Scepticisme des "anciens". L'Ukraine deviendrait aussi le cinquième pays le plus peuplé de l'Union, ce qui se refléterait dans les négociations du Conseil de l'UE lors des votes à la majorité qualifiée et dans le nombre de sièges de députés européens. Ce déplacement du centre de gravité politique vers l'est de l'UE (notamment dans le cas de positions partagées par l'Ukraine ainsi que par la grande Pologne) ne manquerait pas d'inquiéter les élites politiques des "anciens" États membres. Les Pays-Bas, la France et le Danemark, par exemple, se montrent déjà sceptiques quant à une adhésion de l'Ukraine. L'Est des Vingt-Sept, en revanche, y est plus favorable.

Ce sont les États membres les plus sceptiques qui peuvent bloquer l'élargissement à différents stades au motif de progrès insuffisants dans les réformes démocratiques. Si le gouvernement ukrainien s'est efforcé de mettre en œuvre les réformes nécessaires ces dernières années, il n'en reste pas moins que, selon l'ONG Freedom House, pour ce qui est de la qualité de la démocratie, tous les pays des Balkans, à l'exception du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine, s'en sortent toujours mieux qu'elle. La question de l'intégrité territoriale sera également un problème très sérieux pour l'Ukraine. Après l'expérience négative de l'adhésion de Chypre, en 2004, il existe un précédent dans l'Union, selon lequel un État ayant des différends territoriaux non résolus ne peut être accepté.

Compte tenu de tous ces obstacles, le processus d'adhésion de l'Ukraine sera particulièrement long et difficile. Il nécessitera une énorme détermination, tant de la part des pays en quête d'intégration européenne que de la part de l'Union. Une frustration croissante liée à l'absence de progrès après l'octroi du statut de candidat est la dernière chose dont l'Ukraine aurait besoin après la guerre.

—Jana Juzova
Publié le 16 juin

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

Tout reste à faire

●●● "Le 17 juin a été une très bonne journée pour ceux qui, en Ukraine, se soucient de l'intégration et des réformes européennes. Sur ce front, l'Ukraine a gagné : la Commission européenne a confirmé que notre pays méritait le statut de candidat à l'adhésion à l'UE", commente Evropejska Pravda, la déclinaison du quotidien en ligne **Oukraïnska Pravda** consacrée aux affaires européennes. Il faut encore que "le sommet de l'UE l'entérine", le 23 juin. Cette décision est la bienvenue "pour la société, pour les partisans des réformes et pour ceux qui veulent mettre en œuvre les règles européennes en Ukraine", poursuit le site. En effet, "en même temps que le statut du candidat était approuvé, Bruxelles exige des réformes de la part de Kiev, avec une liste en sept points. Dont certains sur lesquels le gouvernement ukrainien a longtemps fait l'impasse, même au prix de conflits avec les partenaires occidentaux". Ces sept points sont : "Réforme de la Cour constitutionnelle, poursuite de la réforme judiciaire, lutte contre la corruption, lutte contre le blanchiment d'argent, mise en œuvre de la loi anti-oligarchie, harmonisation de la législation audiovisuelle avec la législation européenne, modification de la législation sur les minorités nationales", ce dernier ayant été inclus par Bruxelles "pour apaiser la Hongrie". Or "ces conditions doivent être remplies pour que l'Ukraine conserve son statut de candidat. Le document indique que l'octroi actuel du statut n'est pas définitif, l'UE peut le révoquer si les autorités de Kiev ignorent le programme de réforme." "Quand l'Ukraine pourra-t-elle passer à l'étape suivante ?" s'interroge **Evropejska Pravda**. "Nous devons être conscients que nous ne pourrions entamer des négociations avant la fin de la phase active de la guerre, ce qui était connu. [...] La chose la plus importante, conclut le site, c'est que le processus est lancé. [...] Il commencera après notre victoire dans la guerre, et sa rapidité ne dépendra que de nous."



afrrique

Burkina Faso. Le défi du logement pour les déplacés intérieurs

Fuyant les groupes terroristes, ils seraient près de 100 000 à avoir trouvé refuge à Ouahigouya, au nord du pays. Les autorités peinent à les accueillir. Ce journal burkinabè est allé à leur rencontre.

—Sidwaya Ouagadougou

Assise sur une natte au milieu de la cour, Salamata Sawadogo, entourée de cinq autres femmes, explique de sa voix fine sa vie dans cette maisonnette de deux pièces dans la zone non lotie de Lakouré (secteur 1 d'Ouahigouya) [une ville dans le nord du Burkina Faso].

Les six femmes ont le regard fixe et perdu dans la vague. C'est sans doute le signe qu'elles ont traversé de nombreuses épreuves après avoir abandonné leurs terres ancestrales. La plus âgée, Salamata Sawadogo, porte un voile ample couvrant tout le haut du corps au-delà de la taille tandis que les autres se sont contentées de simples foulards ou de bonnets couvrant les cheveux. Elles nous reçoivent chez elles, en cette matinée du 29 avril.

La cour présente un certain désordre qui fait écho à la cacophonie de la dizaine d'enfants en bas âge : des ustensiles de cuisine, des plats sales, des bidons d'eau, des morceaux de bois de chauffe, une charrette... sont disposés de manière éparse. Trois lampes photovoltaïques exposées à la lumière solaire sont rangées au pied du mur mitoyen de gauche. À droite du portail gît discrètement la maison en banco [matériau de construction traditionnel en Afrique subsaharienne, fait de terre argileuse et de paille

hachée] de deux pièces, communément appelée "chambre-salon". Un fin rideau multicolore cache mal le désordre de vêtements et d'ustensiles dans le salon, mais aussi l'absence de mobilier.

De sa voix limpide, Salamata Sawadogo disserte sur les événements qui les ont poussés sur le chemin de l'exode depuis maintenant trois ans. Mais le ton devient hésitant et les réponses brèves lorsque le sujet du logement et surtout de leur cohabitation se pose. La modeste bâtisse en banco d'environ 12 m² est le lieu de refuge de 24 personnes : Salamata Sawadogo, sa coépouse, leur mari, les cinq autres femmes

et leurs époux, ainsi que douze enfants des différents couples, détaille-t-elle doucement, avec pudeur. Parmi les enfants, trois adolescentes de 12, 14 et 15 ans séjournent chez leurs patronnes respectives.

Originaires du village d'Ingaré, commune rurale de Thiou [également dans le Nord, près de la frontière maliennne], les occupants de cette maison se sont réfugiés à Ouahigouya pour fuir les hommes armés qui les terrorisaient dans leur village. Après Thiou en 2020, d'où ils ont

La modeste bâtisse en banco d'environ 12 m² est le lieu de refuge de 24 personnes.

dû fuir en février dernier, Ouahigouya est leur nouvelle "terre d'asile" dans leur propre pays.

"Quand nous sommes arrivés de Thiou, nous habitons sous une tente de l'Unicef dressée dans la cour d'une ressortissante de notre village établie ici. Nous étions nombreux sous cet abri, c'est pourquoi, après y avoir passé quelques jours, nos maris ont dû trouver cette maison, qu'ils louent 5 000 francs CFA le mois [7,63 euros]", confie M^{me} Sawadogo.

Dès le matin, les maris prennent d'assaut la ville à la recherche de la pitance familiale et ne rentrent que dans la soirée. Et lorsqu'il s'agit de dormir, les hommes dorment dans la cour à la belle étoile, laissant l'intérieur de la maison aux femmes et aux enfants. Difficile d'en savoir davantage sur la cohabitation des membres de cette famille composite. Salamata se montre particulièrement réservée tandis que les autres, tête baissée, se murent dans un silence total.

Mais c'est le meilleur endroit que leurs maris ont pu trouver pour le moment, à hauteur de leur bourse et à l'abri des regards de commisération. "Depuis que nous avons quitté nos maisons, la vie ne nous est plus agréable", résume-t-elle. Bien que malaisé, le cadre de vie de M^{me} Sawadogo et sa famille paraît encore plus décent que celui d'autres personnes déplacées dans la ville d'Ouahigouya.

Dans le quartier Siguinvoussé, une autre zone d'habitations

spontanées, le mari de Fatimata Ouédraogo a loué une maison qui "ne paie pas de mine", selon la description qu'en fait la jeune dame elle-même. Une maison en banco de deux pièces, flanquée à l'angle d'une cour de plus de 300 m², aux murs bas, sans portail, sans toilettes, sans lieux d'aisances. C'est là que vivent Fatimata, ses trois enfants, son mari et les cinq enfants de sa coépouse qui, elle, a préféré rejoindre son village.

Et pour s'offrir ce "local où se cacher", le mari doit déboursier un loyer mensuel de 5 000 francs CFA. Originaires de Pétissiro, un village du département de Thiou, les membres de cette autre famille, comme des milliers d'autres déplacés internes, sont confrontés à la difficulté de se loger à Ouahigouya.

Forte affluence. Le pic d'affluence des déplacés internes dans le chef-lieu de la région du Nord a été atteint en février 2022 avec la "ruée" des habitants de Thiou, sommés de déguerpir. En mars 2022, le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (Conasur) [structure publique burkinabè à vocation sociale et humanitaire] recensait plus de 100 000 personnes

déplacés dans "la cité de Naaba Kango" [Ouahigouya a été la capitale du royaume de Yatenga, sur lequel régna Naaba Kango, ou Naba Kango, littéralement le "roi Kango", mort en 1787. Il fut le plus grand des souverains du Yatenga, l'un des premiers royaumes modernes du Burkina Faso actuel]. Et cette arrivée massive dans un intervalle de temps relativement court se fait ressentir en ville. La dizaine de sites d'accueil aménagés par les services de prise en charge humanitaire ne disposent plus de place pour les nouvelles "cohortes" de déplacés internes.

L'urgence est bien perçue au niveau des autorités provinciales et communales. "En ce qui concerne la population de cette ville, nous pouvons dire que le nombre a doublé. Ouahigouya était déjà entre 200 000 et 300 000 habitants. Avec plus de 100 000 nouvelles arrivées, l'affluence est très forte", explique une source à la mairie de la ville.

Selon cette personne, membre de l'équipe de supervision de la



↳ Dessin de Glez paru dans le Journal du Jeudi, Ouagadougou.

prise en charge des déplacés internes à Ouahigouya, l'arrivée fréquente et massive de personnes en détresse, et démunies pratiquement de tout, fait qu'il est difficile d'être en permanence au top dans la réponse humanitaire.

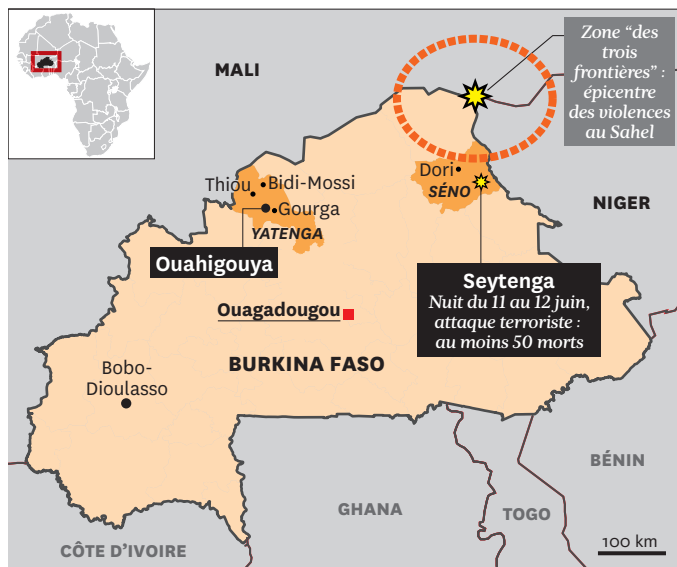
"Si vous recevez 10 000 personnes en une semaine et que, le temps de les servir en aliments, vous avez 4 000 ou 5 000 autres personnes qui arrivent, cela devient compliqué", détaille-t-il. Notre source admet également que les sites d'accueil sont débordés. "La promiscuité qui y règne traduit des conditions qui sont vraiment à la limite de l'acceptable", déplore-t-elle.

En cherchant à habiter hors des sites d'accueil insuffisants et surpeuplés, certains déplacés se rabattent sur des maisons inhabitées de la ville qu'ils intègrent sans crier gare. "Ils viennent, ils trouvent de l'espace, ils entrent et c'est au propriétaire de voir quelles concessions faire", affirme une autre source communale.

Instinct de survie. Souvent, dans leur quête de refuge, les déplacés ne font pas de différence entre propriétés privées et édifices publics. Deux familles de réfugiés ont par exemple établi leurs pénates dans un centre de santé nouvellement construit et en attente de mise en service au secteur 13 de la ville, au grand dam des autorités.

En guise d'explication, Ousmane Sawadogo, PDI, assure que c'est l'instinct de survie qui les a conduits dans cette enceinte. Ce même instinct qui les a poussés à fuir Thiou. "Nous étions à la recherche d'un endroit où installer nos familles et nous avons vu ce CSPS [centre de santé et de promotion sociale] inoccupé. On s'est dit que cela appartenait à l'État et qu'on pouvait y loger en attendant", se défend le quinquagénaire.

Le logement des personnes déplacées dans la ville d'Ouahigouya met sur la table plusieurs problématiques, dont celle du foncier. Le Haut Commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR), leader des partenaires internationaux œuvrant dans l'accueil des réfugiés peut, certes, rendre disponibles des tentes pour les ménages, mais l'espace pour les disposer relève de la gageure. Ainsi, la présence de tentes dressées dans des



concessions, ou de façon isolée à certains endroits de la ville, constitue désormais un fait familial à Ouahigouya.

L'association Appui moral, matériel et intellectuel à l'enfant (Ammie), membre du cluster Abris pour la prise en charge des déplacés, exprime une certaine impuissance face à cette question. "Les logements nécessitent de grands moyens alors que nous ne sommes pas en mesure de nous engager dans la durée. Notre rôle sur cet aspect consiste surtout à négocier avec de bonnes volontés pour trouver des loge-

"La promiscuité dans les sites d'accueil traduit des conditions à la limite de l'acceptable."

UN EMPLOYÉ MUNICIPAL

ments aux déplacés et à leur fournir une assistance morale", se désole Cécile Beloum, la responsable de l'association.

À défaut de pouvoir compter sur la bienveillance de bonnes volontés, l'aide d'un parent ou la compassion d'une connaissance, bon nombre de déplacés sont obligés de composer avec des propriétaires immobiliers pour louer des locaux. Selon le standing, les loyers oscillent très souvent entre 5 000 et 15 000 francs CFA [de 7,63 à 23 euros] le mois pour un deux-pièces.

Ce chef traditionnel d'un village voisin d'Ouahigouya, lui aussi déplacé interne, est justement confronté à un dilemme du fait du manque de logements.

Bien qu'un parent proche lui ait permis de disposer d'une cour dans laquelle il s'est établi avec sa maisonnée, estimée à près d'une centaine de personnes, le Naaba reçoit chaque jour des sollicitations de ses "sujets" pour avoir un logement. "Récemment, j'ai dirigé un groupe de sept familles vers une cour comprenant quatre maisons de deux pièces chacune. Le propriétaire leur loue l'ensemble à 50 000 francs [76 euros] par mois. Je ne sais pas comment ils vont s'organiser pour se répartir les quatre maisons, ni même par quels moyens ils vont réussir à honorer les loyers", s'inquiète-t-il. Face à cette détresse morale et matérielle de leurs congénères, certains bailleurs se laissent toucher par la compassion et font dans la philanthropie.

Amédée Sawadogo, vendeur de portables, déclare par exemple ne pas tenir rigueur à son "hôte", Souleymane Wéréme, lorsque celui-ci accuse des retards de paiement. "Je ne lui mets pas la pression. J'attends le mois prochain pour qu'il puisse me régler", assure-t-il. Pour lui, chacun doit pouvoir soutenir d'une manière ou d'une autre les déplacés qui sont dans le besoin.

À propos de solidarité, une note d'espoir semble se dessiner du côté de Gourga, à la périphérie sud-est de la ville. Le cheik de cet ancien village aujourd'hui rattaché à Ouahigouya a octroyé deux hectares de terrain pour venir en aide aux déplacés. "Le terrain est acquis à Gourga, il reste l'autorisation d'ouverture", confirme notre source à la mairie d'Ouahigouya.

Gourga remplit effectivement les conditions pour créer un site d'accueil de déplacés internes. L'espace, caillouteux, s'étend à perte de vue, au point d'intéresser des promoteurs immobiliers qui y opèrent déjà. Dans cette zone non lotie, la parcelle d'environ 150 m² se négocie à partir de 600 000 francs CFA [916 euros].

Hospitalité. Mais, même sur la question foncière, certains s'érigent en âmes charitables. C'est du moins ce que laisse supposer le commerçant Amadé Ouédraogo, lui-même ressortissant de Bidi-Mossi, un village victime de l'insécurité, situé à 45 kilomètres au nord d'Ouahigouya. Après avoir acquis plusieurs hectares de terre auprès des autochtones de Gourga, il dit s'être résolu à céder les parcelles de 150 m² sur son espace à 150 000 francs CFA [229 euros] aux déplacés qui voudraient en acquérir.

Il souhaite juste pouvoir au moins rentrer dans les fonds investis pour l'achat des terrains. "J'ai confié la gestion à un déplacé. Ce n'est pas une question de moyens financiers, je veux juste pouvoir les aider", se justifie-t-il. En attendant l'installation formelle du nouveau site des déplacés à Gourga, des parcelles se dégagent jusqu'à Sambtenga, village voisin d'Ouahigouya dont le nom signifie incidemment "Terre d'hospitalité". Cette même hospitalité dont se prévaut Ouahigouya lorsqu'elle se proclame, dès le portique d'entrée, "Terre de paix et de cohésion sociale".

— Fabé Mamadou Ouattara
Publié le 1^{er} juin

SOURCE



SIDWAYA

Ouagadougou, Burkina Faso
Quotidien, 5 000 ex.
sidwaya.bf

Créé dans la foulée de la "révolution" de Thomas Sankara (1983), ce quotidien est le titre phare de la presse gouvernementale. "Voici la vérité" (en langue mooré) se distingue de ses concurrents en accordant davantage de place aux sujets de société. Clair et sobre, son site dispose d'archives.

Revue de presse

Un pays tétanisé après le massacre de Seytenga

●●● Selon Wakat Séra, "dans la nuit du 11 au 12 juin, des individus armés ont fait irruption dans la commune de Seytenga (province du Séno) pour s'en prendre aux populations civiles". Et "les chiffres font froid dans le dos", s'alarme le quotidien burkinabè. Même analyse pour **Aujourd'hui au Faso**, notant qu'au moins 50 personnes ont péri dans cette attaque terroriste contre Seytenga, située à 10 kilomètres de la frontière nigérienne, dans le nord-est du pays. "Cette énième forfaiture" terroriste "a provoqué un déplacement des populations de cette localité vers la commune de Dori, située à 47 kilomètres". 3 173 personnes, affirme Wakat Séra. Mais ces "données macabres" restent "provisoires". Pour ce quotidien, "le véritable problème dans cette lutte d'ensemble demeure la junte au pouvoir au Mali, qui a déclaré non grata les forces française Barkhane et européenne Takuba, et a même retiré le pays du G5 Sahel, qu'il constituait avec le Niger, le Burkina, la Mauritanie et le Tchad". Aujourd'hui au Faso appelle à "l'union sacrée" : "La mise en commun des forces sous-régionales Burkina, Mali, Niger, voilà une des solutions prononcées par bon nombre de personnes", avant de conclure que ce massacre est aussi "un avertissement sanglant que la bataille et la victoire sur le terrorisme seront chronophages".



asie

Pakistan. Le traumatisme du terrorisme

Le regain de violence que connaît le pays réveille des souvenirs douloureux. Comme chez cette autrice, dont le père a été blessé dans un attentat, en 2007.



— Dawn Karachi, Lahore, Islamabad

Depuis plusieurs décennies, les habitants de certaines grandes villes du Pakistan sont bien forcés de faire preuve de “résilience” : ils doivent faire face à la criminalité, à l’indigence des services publics, à la pollution de l’air, au système de santé en difficulté ou à l’état désastreux des infrastructures de transport. Cette résilience tant vantée, l’État l’exige une fois de plus des habitants de Karachi, de Quetta et de Peshawar, une nouvelle fois confrontés au fléau du terrorisme, après un répit relatif.

Les attentats meurtriers entraînent une grave instabilité émotionnelle parmi les habitants de ces villes. À l’heure qu’il est, pour bon nombre d’entre eux, la survie passe par un processus linéaire, où un acte terroriste

entraîne panique temporaire et lamentations, puis désensibilisation, jusqu’à l’acte terroriste suivant, et ainsi de suite.

Pour qui doit préserver sa santé mentale, une certaine forme de détachement est indispensable. Et comme il m’est souvent arrivé de suivre ce processus, je peux dire qu’il fonctionne, et même bien.

Il fonctionne, jusqu’au moment où votre père est présent sur le lieu d’un attentat à la bombe. Alors le processus vole en éclats.

Karachi, 18 octobre 2007. Les cérémonies accompagnant le retour de l’ancienne Première ministre Benazir Bhutto ont été endeuillées par deux attentats à la bombe. Ceux-ci sont survenus à Karsaz [quartier de Karachi], à peu d’intervalle l’un de l’autre, tuant près de 200 personnes et en blessant 500 autres [Bhutto allait être assassinée le 27 décembre 2007]. Des brouillages radio ont été

↳ Dessin de Hajo paru dans *As-Safir*, Beyrouth.

enclenchés, les plans d’urgence engagés, et les centres de soins publics placés en état d’alerte maximale. Mon père se noyait quelque part dans une mer de chaos mortel.

Nous étions tous à la maison quand la nouvelle nous est parvenue. Sur le coup, ma mère a perdu toute sensibilité dans les jambes et s’est écroulée. Nous avons vainement essayé de joindre mon père sur son téléphone portable. Nous n’avions aucun moyen de savoir s’il était sain et sauf, ou blessé, voire en vie.

Tout ce dont je me souviens aujourd’hui, c’est le bandeau “breaking news” [“alerte info”], destiné à susciter la peur, ainsi que le terrifiant décompte des victimes, en augmentation constante. Nous ne cessions de composer le numéro de mon père, dans l’espoir de briser le blocus des communications imposé par l’État. Les minutes passaient, la panique montait.

À ce moment-là, aucun processus mécanique ne saurait vous venir en aide.

On imaginerait que les larmes viennent naturellement en pareil cas, mais non : on est trop tenaillé par la peur. On est submergé par la douleur, il faut une force herculéenne pour se concentrer sur la composition répétée d’un numéro de téléphone.

Dès qu’ils ont pu le faire, les frères et les cousins de mon père se sont lancés à sa recherche. Ils ne pensaient pas aux conséquences si une autre bombe venait à exploser, dans cette ville sous le contrôle des terroristes. Le mot “famille” prend tout son sens face à une telle crise.

Peu après leur départ, nous avons reçu un appel de la sœur de ma mère, qui vit à Hyderabad. Elle avait miraculeusement réussi à joindre mon père. “Il est blessé”, nous a-t-elle dit.

Est-ce que c’était grave ? Elle ne le savait pas, elle n’avait parlé que quelques secondes à son beau-frère. Les jours qui ont suivi, nous avons appris que des éclats de la bombe lui avaient transpercé le torse et les jambes, causant des dommages irréversibles à son intestin.

Mais, sur le moment, nous avons été rassurés d’apprendre qu’il n’était que blessé. Ce “il est blessé” signifiait qu’il était vivant,

et “vivant” était synonyme d’espoir. Mon père avait réussi à se traîner jusqu’à une ambulance et il avait été conduit au Dr Ruth Pfau Civil Hospital.

La situation était insolite. Mon père, à l’époque, travaillait au Civil Hospital en tant que professeur en chirurgie. Si un patient dans son état avait été admis à l’hôpital cette nuit-là, il aurait été opéré par mon père et son équipe. Et voilà que le chirurgien, saignant abondamment de l’abdomen, se retrouvait dans le rôle du patient.

Vivre jour après jour avec le terrorisme a un coût en matière de santé mentale. Mais qui s’en soucie ?

Une équipe de soignants a commencé à le préparer pour l’intervention chirurgicale. Celle-ci devait avoir lieu à l’aube, quelques heures après l’effroyable carnage de Karsaz. Il a fallu enlever à mon père la moitié de son intestin. Il est resté en soins intensifs pendant plusieurs semaines. Depuis lors, des fragments de métal sont restés logés dans ses os. Mais il est avec nous aujourd’hui. Les mots ne sauraient exprimer toute notre reconnaissance, et nous prions constamment pour qu’il reste en bonne santé.

Presque quinze ans plus tard, je n’arrive toujours pas à évoquer oralement le traumatisme que notre famille a vécu cette nuit-là. J’arrive seulement à écrire sur l’horreur du 18 octobre, protégée par les écrans, dans le confort d’une communication à sens unique. Si l’attentat vient dans la conversation, je change de sujet ; quand je n’y arrive pas, je quitte la pièce. Cette période de ma vie me hante, et tout remonte à la surface chaque fois qu’il se produit un nouvel attentat au Pakistan, notamment dans ma ville natale, Karachi.

J’ai vécu très douloureusement la série d’attentats survenus à Karachi [en mai]. J’ai passé des nuits à pleurer, terrifiée : mes souvenirs de 2007 venaient hanter mes cauchemars, m’empêchant souvent de dormir.

On ne peut guère attendre de ceux qui nous gouvernent qu’ils nous apportent la stabilité : ils ont perpétuellement affaire à

La contagion afghane

●●● Le spectre du terrorisme plane à nouveau sur le Pakistan. Au cours des derniers mois, les attaques terroristes ont connu une recrudescence dans le pays, alors que la sécurité s’était considérablement améliorée ces dernières années. Début mars, un attentat revendiqué par l’État islamique au Khorasan a fait plus d’une soixantaine de morts dans une mosquée de Peshawar (Nord-Ouest). Il s’agit de l’attaque la plus meurtrière dans le pays depuis 2018. “L’attentat suicide dans une mosquée chiite à Peshawar est un grave rappel des défis sécuritaires du Pakistan après le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan”, écrivait ainsi *The Hindu* dans un éditorial, quelques jours après le drame. Depuis le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan, en août 2021, l’État islamique mais aussi le Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP), les talibans pakistanais, ont multiplié les attentats dans ce pays de 220 millions d’habitants. Le TTP avait pourtant été mis en déroute par l’armée pakistanaise depuis 2014.

ces forces de la terreur, soit qu’ils négocient avec elles, soit qu’ils les combattent. Et le Pakistan ne cesse d’être endeuillé par la mort d’innocents. Vivre jour après jour avec le terrorisme a un coût en matière de santé mentale, et ce coût demeure invisible. Mentalement, nous nous effondrons de l’intérieur. Mais tant que nous sauvons les apparences, qui s’en soucie ?

Certains parmi nous sont encore capables de faire face au terrorisme en recourant au processus de survie émotionnelle que j’ai cité au début de cet article. Ma propre réaction émotionnelle, malheureusement, a changé. Aujourd’hui, elle suit plutôt ce schéma : de l’incident de sécurité à la terreur, à l’impuissance, jusqu’à l’attentat terroriste suivant.

— Preh Memon
Publié le 1^{er} juin

NOUVELLE FORMULE



**UN VOYAGE
À TRAVERS LES GRANDES CIVILISATIONS
À L'ORIGINE DE NOTRE MONDE**

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

INDE

La glaçante radicalisation des hindous

Inspirée par l'*alt right* américaine et le nazisme, une sous-culture violente se développe en ligne, à coup de memes contre les musulmans et d'appels au meurtre. Au sein de cette nébuleuse, certains sont déjà passés à l'acte.



Dernier volet de notre série sur le jeu d'influences et d'intérêts entre religion et politique à travers le monde.

—The Wire New Delhi

Le 4 janvier, la police de Bombay a interpellé les concepteurs présumés de l'application Bulli Bai [qui propose de vendre aux enchères des femmes indiennes musulmanes]. Les deux personnes arrêtées – une jeune femme de 18 ans, Shweta Singh, et son ami Vishal Jha, 21 ans – sont symptomatiques d'une maladie bien plus répandue : un nouveau genre de radicalisation suprémaciste d'extrême droite. Ces individus sont le produit d'un écosystème radical inspiré par la propagande en faveur d'une "nation hindoue", mais qui se méfie des apôtres officiels de l'*hindutva*

[idéologie fondamentaliste défendant l'idée d'une suprématie et d'une nation hindoue, lire encadré] qu'ils jugent par trop "pragmatiques" et "complaisants" à l'égard des musulmans et des dalits ["opprimés", nom qu'ont choisi les intouchables pour se désigner].

Depuis quelques années, un grand nombre de jeunes Indiens et Indiennes ont été attirés sur les réseaux sociaux vers cette dangereuse nébuleuse de la "droite alternative" nationaliste, que l'on appelle la *trad wing* ou "aile traditionaliste", s'autoproclamant les guerriers de son projet de civilisation. Ces "traditionalistes" trouvent trop progressistes les autres mouvements de droite, qu'ils surnomment *raïta* – terme dérivé de l'expression *raïta failana*, "bâcler le travail". Contrairement aux traditionalistes, les *raïta* sont réputés

défendre un nationalisme hindou plus symbolique que théologique et s'accommodent de la politique de Narendra Modi, qui, à leur sens, suffit à promouvoir le projet de l'*hindutva*. Et, dans la mesure où ils représentent la mouvance majoritaire du nationalisme hindou, ils sont davantage visibles dans la sphère publique.

Les traditionalistes, eux, prônent une suprématie religieuse stricte ne laissant que très peu de marge pour adapter les règles au gré des contingences politiques. À leurs yeux, les *raïta* sont des modérés que pratiquement rien ne différencie des gauchistes et des progressistes.

Ce mouvement nationaliste d'extrême droite ne se démarque des crimes de haine organisés que par son caractère autonome et spontané. Il s'agit en effet d'un mouvement auquel les individus

se rallient volontairement, indépendamment de ce qu'ils ont à gagner ou à perdre. En ce sens, c'est une armée en ligne d'individus profondément attachés à la cause et exprimant leur engagement politique à travers des formes d'"humour" corrosives et malveillantes.

Ils empruntent leur vocabulaire à l'*alt-right* américaine, l'écosystème néonazi en ligne résolument opposé à la discrimination positive, à la défense des droits des minorités et aux valeurs progressistes de gauche. Une frange des hindous de haute caste s'est approprié les symboles de la droite alternative occidentale, comme le meme de Pepe the Frog – une grenouille née en 2005 dans une innocente bande dessinée apolitique et devenue culte en 2015, avant d'être récupérée par les suprémacistes blancs aux États-Unis.

Mêmes détournés. Bien que ces espaces ne reposent sur aucune structure rigide, ils constituent une véritable sous-culture qui a développé son propre langage visuel, tout à la fois nouveau et puisant dans une tradition historique d'iconographie haineuse.

Shweta Singh, cerveau présumé de l'affaire Bulli Bai, a ainsi bâti sa notoriété en publiant une affiche de propagande de l'*hindutva* calquée sur une affiche de propagande nazie exhortant les "Aryens" à faire davantage d'enfants. Niraj Bishnoi, le jeune homme arrêté dans le cadre de ce scandale, aurait tenté d'enfumer les enquêteurs en publiant systématiquement sur son compte @giyu44 de fausses informations sur l'affaire Sulli Deals [autre plateforme de vente aux enchères de femmes musulmanes, désignées par les hindouistes sous le terme péjoratif de *sulli* ou *bulli*].

Les memes de chiens shiba, de Wojak et de Pepe the Frog sont devenus des symboles ambivalents que la droite nationaliste hindouiste détourne désormais pour les adapter au contexte indien. La grenouille verte coiffée d'une calotte est ainsi utilisée pour caricaturer les musulmans, tandis que la grenouille bleue représente les *bhimta* (surnom injurieux des dalits ambedkaristes). Dans le même esprit, le youtubeur Liberal Doge,

Ritesh Jha, diffuse des vidéos de chiens shiba pour diaboliser les musulmans.

Les traditionalistes incarnent cette culture de l'extrême droite qui défend l'indéfendable. Contrairement à leurs homologues américains qui vouent un culte à Donald Trump, les extrémistes indiens trouvent deux gros défauts à Narendra Modi : ils lui reprochent d'être issu des "autres classes défavorisées" [les OBC, basses castes en retard sur les plans éducatif et social] et d'être trop indulgent à l'égard des musulmans. Ils le surnomment d'ailleurs "Maulana Modi" [titre des savants musulmans ou perses] lorsqu'il présente ses vœux aux communautés religieuses à l'occasion de l'Aïd ou de Noël.

Sur les réseaux sociaux, les traditionalistes illustrent généralement leur profil de représentations terrifiantes du roi Rama, de l'effigie emblématique du [dieu-singe] Hanuman en colère ou de Parashurama [le dieu à la hache qui décima la caste guerrière des kshatriya pour rendre leur hégémonie aux brahmanes], ou du meme de GigaChad [archétype du mâle alpha, musclé et viril]. Les hindous savarnas [les grandes lignées de haute caste] représentent à leurs yeux la race la plus pure. Alors que la question épineuse de l'unité indienne au détriment de la suprématie de caste peut se poser pour un *raïta* de la RSS [Rashtriya Swayamsevak Sangh, Association des volontaires nationaux, groupe paramilitaire nationaliste nourrissant l'idéologie du Parti du peuple indien (BJP) de Narendra Modi], elle n'a aucun intérêt pour les traditionalistes qui, sur leurs pages, partagent des memes et des publications dépeignant les autres comme des cafards et des termites impurs.

Les traditionalistes utilisent un langage codé pour inciter au génocide des musulmans.

À travers leur "humour" délibérément provocateur, les traditionalistes cherchent ouvertement à narguer les communautés marginalisées avec des memes d'une violence inouïe : décapitations de musulmans,

Minorités musulmanes.
Dessin de Rashad Alsamei,
Yémen.

caricatures de musulmans éca-
rés sous leurs voitures, gazages
de “cafards” dalits, massacres de
musulmans dans des camps de
concentration, ou encore images
de Pepe the Frog en robe safran
urinant sur des cadavres de vic-
times de viols (musulmanes ou
dalits). Ils se déchaînent contre
les ambedkaristes [dont l’ob-
jectif est d’abolir
les castes] au pré-
texte que ces der-
niers persécutent
les savarnas et jus-
tifient leurs réac-
tions haineuses
comme une forme
de résistance. Les
raïta, tout en affir-
mant que les tra-
ditionnalistes



comptent également des dalits
dans leurs rangs, les accusent
d’être castistes et ouvertement
fascistes, laissant entendre qu’ils
constituent une force d’opposition
conspirant pour déstabiliser
l’unité hindoue. Plusieurs
sources issues de la droite hin-
douiste nous ont pourtant confié
que certains comptes de droite
très en vue se font également
l’écho de leurs contenus.

Les traditionalistes souhaite-
raient remplacer la Constitution
indienne par la *Manusmriti* [un
des textes fondateurs de l’hin-
douisme, datant du 1^{er} siècle] et
soutiennent que les dalits sont
une race inférieure. Ils utilisent
un langage codé pour inciter
au génocide des musulmans.
L’expression “*planteur de choux-
fleurs*” fait ainsi référence au
pogrom de 1989 à Bhagalpur
[dans l’État du Bihar], où les
fosses communes dans lesquelles
ont été enterrées les victimes ont
été dissimulées sous des champs
de choux-fleurs. Les comptes
traditionalistes regorgent de
termes comme “*oxyde de potas-
sium*” (K₂O ou Katuwon) et “*Ola
Uber*” (Allahou Akbar), qui leur
permettent de passer entre les
mailles des algorithmes de fil-
trage des contenus haineux sur
les réseaux sociaux.

S’il est important d’identifier
les diverses formes de discours
haineux de l’écosystème de la
droite nationaliste, que ce soit en
ligne ou dans la vraie vie, nous
devons également nous intéres-
ser à la criminalité endémique de
cet écosystème et comprendre
comment les jeunes hindous,

particulièrement ceux qui sont
issus des hautes castes, se sont
radicalisés au point de haïr en bloc
tous les musulmans et les dalits.

Ce type de “plateformes de
haine en ligne”, où les discours
haineux constituent le socle d’une
identité sociale, existaient déjà en
Occident : c’est le cas de 4chan
aux États-Unis, et de son équiva-
lent néo-zélandais
8chan. Si on a pu
considérer que
ces deux forums
n’étaient pas dan-
gereux parce que
leur activité se
limitait au “trol-
lage”, le fait est
que l’un et l’autre
ont fini par provo-
quer des actes ter-
roristes terrifiants dans le monde
réel. Aux États-Unis, le mouve-
ment *alt-right* a revendiqué l’atta-
que contre le Capitole et continué
d’exploiter cet événement pour
recruter davantage de sympathi-
sants. En Nouvelle-Zélande, cela
a débouché sur les attaques ter-
roristes de Christchurch, perpé-
trées par Brenton Tarrant, qui
a publié un manifeste en ligne
truffé de références à la culture
des mêmes d’extrême droite, décl-
rant : “*J’indique ci-dessous les liens
vers mes écrits. À vous maintenant de
faire votre part en propageant mon
message et en continuant à déverser
vos mêmes et shitposts.*”

Goût pour la violence. Plus
près de nous, nous avons vu des
jeunes gens ouvrir le feu à l’uni-
versité Jamia Millia Islamia et
dans le quartier [musulman] de
Shaheen Bagh [dans le sud de New
Delhi], et tenter d’assassiner [en
août 2018] Umar Khalid, ancien
leader étudiant de l’université
Jawaharlal Nehru. L’un d’eux a
publié sur les réseaux sociaux des
messages suicidaires juste avant
de passer à l’acte. Il s’est filmé en
direct juste avant l’attaque. L’un
de ses posts proclamait en forme
de mise en garde : “*Shaheen Bagh,
fin de partie.*” Lorsque nous avons
enquêté sur les hommes et les
femmes ayant participé aux vio-
lences communautaires qui, en
2020, ont embrasé le nord-est de
Delhi, nous avons constaté que
la page d’Ankit Tiwari – l’un des
plus jeunes ayant reconnu, dans
une conversation en ligne avec un
journaliste infiltré, s’en être pris
violemment à des musulmans lors

des émeutes – regorgeait de mes-
sages tout aussi virulents à l’égard
des Cachemiris et des musulmans.

Les traditionalistes indiens par-
tagent aussi avec leurs homologues
occidentaux un goût marqué pour
la violence physique : les commu-
nautés *hindutva* en ligne appellent
régulièrement leurs partisans à
s’armer et créent des chaînes
WhatsApp et Telegram facilitant
l’achat d’armes. Sur ces canaux, les
pages mettent tout aussi réguliè-
rement en avant les mêmes, l’ico-
nographie religieuse, les discours
politiques et les appels commer-
ciaux à acheter des armes. C’est
là une tendance particulièrement
inquiétante lorsqu’on sait que de
plus en plus de leaders de l’*hindu-
tva* appellent leurs partisans à se
mobiliser pour des actions vio-
lentes, sous le slogan “Tuer ou
se faire tuer”.

Les comptes des traditiona-
listes de l’*hindutva*, tout comme
les néonazis de la droite alterna-
tive occidentale, opèrent en
meute, et ne craignent pas de
s’attaquer aux hindous de droite
qui défendent les musulmans. Les
journalistes d’*Alt News* et de *The
Wire* qui ont suivi des groupes de
raïta de droite ont constaté que
ceux-ci assimilaient les traditiona-
listes à des néonazis.

Cet écosystème est une nébu-
leuse, un canal organique qui
pousse de jeunes hindous ordi-
naires vers une rhétorique
radicale de haine. Or ceux-ci
pourraient être beaucoup plus
dangereux que les émeutiers
qui organisent des lynchages
et que les milices de l’*hindutva*,
car fondamentalement, pour ces
groupes, les incitations à la haine
et au génocide passent pour des
divertissements amusants.

Les traditionalistes ne sont
donc pas simplement une frange
extrême que l’on peut se permettre
d’ignorer – ils sont le produit d’une
rhétorique extrémiste haineuse,
de bonnes blagues génocidaires
et d’une camaraderie sociale fondée
sur la haine gratuite, qu’ils contri-
buent à normaliser.

— **Alishan Jafri et
Naomi Barton**
Publié le 9 janvier

Les données de cet article
proviennent d’une enquête
d’un an de suivi des comptes
de traditionalistes/“tribalistes”
sur Reddit, Instagram, Twitter
et Telegram. Avec la participation
de Mohammad Zubair, d’*Alt News*.

Censure

La bataille de Bollywood

●●● Jamais un
gouvernement n’a exercé
autant de pouvoir sur
Bollywood que celui de
Narendra Modi. Ce dernier
utilise “toutes les institutions
à sa disposition” pour mettre
l’industrie au pas, juge
le magazine *The Caravan*.
“En conséquence, les
cinéastes ne produisent
pas de films critiques
à l’égard du gouvernement”,
estime le mensuel indien.
“S’il y avait une quelconque
tendance à adopter un point
de vue irrévérencieux
ou critique de l’intégrisme,
ou même une critique de la
situation politique, cela
s’est arrêté”, estime un fin
connaisseur sous le couvert
de l’anonymat. “*Bollywood
peut-il survivre à Modi ?*”
s’interrogeait même
The Atlantic en août 2021.
“*Ces films ont toujours
célébré une Inde plurielle,
ce qui désigne l’industrie
cinématographique
– et son élite musulmane –
comme une cible de premier
plan*”, estime le magazine
américain. “*Le gouvernement
du Premier ministre Narendra
Modi et son parti nationaliste
hindou utilisent des outils
puissants pour restreindre
la liberté créative de
Bollywood, en particulier
l’influence des musulmans,
qui ont une forte présence
dans l’industrie.*”
Car l’influence de Bollywood
dépasse les frontières
de l’Inde, et Modi le sait
bien...

“Cette fois-ci ce sera un bulldozer”

●●● À Bénarès, dans
l’Uttar Pradesh, la mosquée
Gyanvapi, construite
au XVII^e siècle, est dans le
collimateur des nationalistes

hindous. Ces derniers
réclament le droit d’y prier,
affirmant qu’elle renferme
des déités hindoues. “*Alors
que l’affaire serpente dans
le système judiciaire,
à Bénarès, des partisans
de l’hindutva [idéologie
qui affirme la suprématie
hindoue] demandent une
action plus immédiate,
relate *Scroll*. La récente
découverte d’une supposée
relique de déité hindoue dans
la mosquée a aiguisé leur
appétit pour sa démolition.*”
“*Ce qui s’est passé
à la mosquée Babri n’est
rien à côté de ce qui
va se produire à Gyanvapi*”,
déclare un membre
de la section jeunesse du
Bharatiya Janata Party (BJP)
de Narendra Modi. Une
référence à la destruction
de la mosquée Babri par
des extrémistes hindous
en 1992, à Ayodhya,
dans l’Uttar Pradesh, qui
avait provoqué des émeutes
interconfessionnelles
et marqué l’avènement
du BJP sur la scène politique
nationale. “*Cette fois-ci,
un bulldozer arrivera sur
le site*”, dit le jeune partisan
de la destruction. D’autres
sites musulmans à travers
l’Inde font l’objet de batailles
similaires. Même
le Taj Mahal, monument
moghol, n’est pas épargné.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Des États-Unis à la Turquie
en passant par la Russie
ou le Brésil, partout dans
le monde, le religieux gagne
du terrain et se mêle
de plus en plus de politique.
**Retrouvez en ligne
l’intégralité de
cette série sur le soft
power religieux.**

dossier

OTAN LA RÉSURRECTION ?

Depuis l'invasion de l'Ukraine, l'Alliance atlantique, avec les États-Unis sur le devant de la scène, semble avoir retrouvé de la cohérence. Mais les intérêts de Washington sont-ils les mêmes que ceux des Européens ? Pas si sûr, estime l'historien Adam Tooze dans le magazine *New Statesman*. L'Otan a-t-elle en plus vocation à se déployer vers le sud et l'Asie ? Les analyses de la presse étrangère.

— **New Statesman** Londres

En novembre 2019, depuis le *salon doré** du palais de l'Élysée, d'où Charles de Gaulle a un temps gouverné, Emmanuel Macron a averti ses collègues européens que l'Otan était en état de "mort cérébrale". Le gouvernement du président Donald Trump, sous le regard horrifié des militaires américains eux-mêmes, venait alors de retirer unilatéralement son soutien aux forces kurdes dans le nord de la Syrie, les laissant aux mains de Bachar El-Assad et de Recep Tayyip Erdogan.

Moins d'un an plus tard, Washington imposait des sanctions à la Turquie, membre de l'Otan depuis 1952, pour l'achat de missiles antiaériens russes. C'était le règne de la discorde.

En 2017, de retour d'une rencontre chaotique avec Trump, Angela Merkel avait déclaré que l'Europe ne pouvait plus compter sur les États-Unis en tant qu'alliés, et qu'elle devait réfléchir à assurer par elle-même sa sécurité. Un peu plus de deux ans plus tard, Macron n'a fait qu'exprimer son inquiétude, sachant que l'UE n'avait depuis guère avancé en ce sens.

N'importe quelle alliance peinerait à limiter les dégâts provoqués par les bouffonneries de dirigeants tels que Trump et Erdogan. Mais les problèmes de l'Otan étaient plus graves. Ce qui était encore une robuste alliance antisoviétique dans les années 1980 s'était transformé, à la suite de son expansion dans les années 1990 et 2000, en une organisation tentaculaire et dépourvue de sens.

On semble avoir oublié que si sa vocation était de dissuader une agression russe et de garantir la paix en Europe, l'Otan a échoué.

Alors que l'ouest de l'Europe réduisait ses dépenses militaires, l'Alliance s'est de plus en plus appuyée sur le gigantesque budget américain de la défense et sur les ardententes nouvelles recrues d'Europe de l'Est. L'échec des interventions de l'Otan en Afghanistan à partir de 2001 et en Libye en 2011 a eu un effet démoralisant, qui serait encore accentué par un nouveau retrait américain unilatéral – d'Afghanistan, cette fois, sous les ordres de Joe Biden.

Pour Macron, le vieux principe de l'Otan, qui consistait à "garder les Soviétiques à l'extérieur et les Allemands sous tutelle" n'avait apparemment plus lieu d'être. En dépit des agissements de Vladimir Poutine contre l'Ukraine en 2014, Berlin achetait plus de gaz russe et Macron souhaitait rouvrir les canaux diplomatiques avec Moscou, renouant avec l'un des grands espoirs de de Gaulle de voir l'Europe jouer un rôle d'équilibre entre la Maison-Blanche et le Kremlin.

Pendant ce temps, du point de vue des Américains, si tant est qu'il y ait eu une ligne stratégique bien définie à Washington au cours des dix dernières années, cette ligne a pour

l'essentiel contourné les Européens pour s'orienter vers la Chine et la lutte pour l'influence dans ce que l'on nomme l'Indo-Pacifique.

Aujourd'hui, au printemps 2022, et grâce à l'offensive mal avisée de Poutine contre l'Ukraine, ce tableau est bouleversé. Tous les regards sont braqués sur l'Europe et l'Otan, que la Suède et la Finlande veulent désormais intégrer. Pour la première fois de son histoire, la force de réaction de l'Otan a été déployée dans le cadre d'une mission de défense collective. Même le gouvernement allemand a accepté d'augmenter son budget de la défense. Depuis Berlin, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a confirmé publiquement la "coopération et la coordination étroites qui sont au cœur" de l'Alliance.

Dissuasion et paix. Il n'est pas étonnant que l'invasion russe de l'Ukraine ait contribué à ressusciter l'Otan. Mais est-ce le signe d'une véritable reprise de son activité cérébrale? L'enthousiasme atlantiste est si bruyant que les gens semblent avoir oublié que si la vocation de l'Otan était de dissuader une agression russe et de garantir la paix en Europe, elle a échoué. Que les discussions sur une entrée de l'Ukraine dans l'Alliance aient ou non déclenché l'invasion de Poutine, elles ont assurément encouragé l'opinion nationaliste à Kiev à adopter une ligne dure face à Moscou, tout en alimentant la propagande russe. Et malgré toute l'aide et la formation que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada avaient fournies aux forces ukrainiennes, la Russie pensait manifestement qu'elle disposait de la supériorité militaire.

Si les choses s'étaient passées comme la plupart des services de renseignements occidentaux semblent l'avoir cru, Moscou aurait écrasé l'Ukraine. Ce qui aurait terrifié ses voisins occidentaux et donné aux membres existants de l'Alliance toutes les raisons de renforcer leur

défense. En revanche, il est loin d'être certain que la Suède et la Finlande se seraient empressées de rejoindre l'Otan. Auraient-elles pris le risque de provoquer Moscou si l'armée russe avait pu n'en faire qu'à sa tête?

Car, on ne le soulignera jamais assez, ce qui a permis à l'Otan de se redresser est ce à quoi personne ne s'était attendu : la résistance acharnée de l'Ukraine. Bien que les forces de l'Otan aient depuis longtemps interagi avec l'armée ukrainienne – l'Ukraine avait déployé des troupes tant en Irak qu'en Afghanistan –, cette résistance a été une surprise totale, ce qui en dit long sur la collaboration dans le cadre de ces opérations internationales. En matière de renseignement militaire au sujet de l'Ukraine, Macron n'a peut-être pas tout à fait tort quand il parle de la "mort cérébrale" de l'Alliance.

Puis la guerre a éclaté et l'Ukraine a tenu bon, et les membres de l'Otan se sont repris. Or l'organisation est particulièrement efficace quand il s'agit de jeter de la poudre aux yeux, ce qu'elle fait quand elle évoque une réaction

La résistance intraitable de l'Ukraine a relancé l'Otan. Une surprise totale qui en dit long sur la collaboration des services de renseignement.

coordonnée face à la guerre de Poutine. Dans les faits, si l'Otan a émis des déclarations de soutien à l'Ukraine, l'aide est fournie par les États membres individuellement. Et ce en suivant un schéma plus que familier.

Proportionnellement, les pays Baltes en livrent des quantités considérables, mais ce sont surtout les États-Unis qui arment l'Ukraine, et ce → 30



SOURCE

NEW STATESMAN
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire,
36 591 ex.
newstatesman.com

Depuis sa création en 1913, cette revue politique, réputée pour le sérieux de ses analyses et la férocité de ses commentaires, est le forum de la gauche indépendante. Le titre est le journal de référence de l'intelligentsia de gauche, mais ses colonnes sont ouvertes à un large éventail d'opinions.

Contexte

Un sommet décisif à Madrid

●●● L'Alliance atlantique s'apprête à vivre le sommet le plus crucial de son histoire à Madrid, les 29 et 30 juin. Les dirigeants des trente pays membres de l'organisation se réunissent dans la capitale espagnole pour définir les orientations stratégiques que prendra l'Otan dans les prochaines années, "à un moment d'extrême tension internationale" en raison de la guerre en Ukraine, assure le journal de centre gauche **El País**.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a été invité au sommet. C'est "un signe supplémentaire de soutien politique à l'Ukraine, dans un moment très sensible sur le front dans l'est du pays, pour lequel Kiev réclame avec insistance des armes lourdes aux alliés", commente le site d'information madrilène **El Confidencial**,

de tendance libérale conservatrice. Le 15 juin, le président américain, Joe Biden, a annoncé une nouvelle aide de 1 milliard de dollars en armement à l'Ukraine. S'il ne peut se rendre à l'événement en personne, le président Zelensky devrait y intervenir en visioconférence, a confirmé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan. La Suède et la Finlande, deux récents candidats à l'adhésion, assisteront aussi à la grand-messe atlantiste à Madrid. En Espagne, l'organisation du sommet déchire la coalition de gauche au pouvoir. Le parti de gauche radicale Podemos, historiquement antimilitariste, risque de ne pas y participer. Par ailleurs, des rassemblements pacifiques anti-Otan sont prévus à Madrid en amont du sommet, relève le site de gauche **Público**.

↳ Dessin de Doug Chayka paru dans **Internazionale**, Rome

29 ← à une échelle titanesque – plus de [5] milliards de dollars depuis le début de la guerre (voir encadré p. 33), et des dizaines de milliards à venir. À tout le moins, la crise aura confirmé les déséquilibres qui discréditent de plus en plus l'Otan. Mais si les États-Unis mènent la danse, ont-ils pour autant vraiment un plan ?

Dans le domaine de la stratégie, Washington n'a pas un, mais plusieurs cerveaux. Biden lui-même adopte un ton belliqueux. Sa rhétorique à propos de Poutine a des relents de changements de régime. Le ministre de la Défense, Lloyd Austin, dit ouvertement qu'il faut épuiser la Russie.

La CIA se montre plus prudente et met en garde contre le risque d'escalade. Les camps qui s'affrontent au Congrès américain semblent d'accord quand il s'agit d'utiliser l'Ukraine pour humilier Moscou. La loi prêt-bail pour l'Ukraine,

Les États-Unis développent-ils une nouvelle stratégie ambitieuse pour l'Europe et l'Otan, ou l'attrition de la Russie est-elle une fin en soi ?

qui confère à Biden le pouvoir nécessaire pour accélérer les prochaines livraisons, a été votée aisément par les deux chambres, tout comme un surcroît d'aide militaire, humanitaire et économique d'un montant de 40 milliards de dollars. Mais la question reste posée : les États-Unis sont-ils en train de développer une nouvelle stratégie ambitieuse pour l'Europe et l'Otan, ou l'attrition de la Russie est-elle une fin en soi ? Sauf en cas d'escalade nucléaire, la Russie est loin, et sans importance pour l'économie américaine – il n'en va pas de même de sa relation avec l'Europe.

Les gouvernements d'Europe de l'Est, du Nord et du Royaume-Uni s'accrochent tout

à fait d'un discours musclé sur la Russie. Si quelqu'un a vraiment intérêt à une renaissance de l'Otan, ce sont eux. Des contingents européens plus importants, mieux équipés, sous un solide commandement américain, et résolument tournés vers l'est. Mais pour cela, il faut que tout se passe bien. Pour que cela soit effectivement le résultat de la situation que nous vivons actuellement, il faut espérer que tout aille pour le mieux sur trois fronts.

Le premier, et le plus important, est la guerre en Ukraine même. Si l'Ukraine l'emporte et réussit non seulement à arrêter, mais aussi à repousser les offensives russes, croit-on vraiment que Moscou puisse tolérer un pareil résultat ? Avril Haines, la directrice du renseignement national américain, a mis en garde il y a peu contre le risque que Poutine suive *"potentiellement une trajectoire d'escalade imprévisible"*. Si Poutine tend la main vers le bouton nucléaire, alors ce que nous avons connu jusqu'à présent n'était que le prélude. Pour l'Otan, la véritable épreuve de force est encore à venir.

Ensuite, il y a les États-Unis eux-mêmes. Si l'Otan a été confrontée à une crise existentielle en 2019, c'est à en grande partie à cause de l'incohérence agressive de Trump vis-à-vis des partenaires européens de Washington. Depuis le début de la crise ukrainienne, l'équipe de Biden a pris la direction des opérations avec une compétence qui a rassuré, contrairement à ce qui s'était passé en Afghanistan. Mais là encore, peut-être vivons-nous le calme avant la tempête.

En novembre 2022, le Parti républicain reprendra probablement le contrôle du Congrès. La présidentielle de 2024 sera sans doute plus disputée que les élections de mi-mandat, mais à en juger par leur prestation du moment, les démocrates auront de la chance s'ils conservent la Maison-Blanche. Le retour au pouvoir de Trump ou l'arrivée d'un de ses protégés idéologiques serait une catastrophe pour les relations transatlantiques.

Vu de Lituanie

"L'INDÉCISION ALLEMANDE INQUIÈTE LES PAYS BALTES"

Le sommet de l'Otan, fin juin, à Madrid, pourrait être historique, mais *"pourrait aussi ne pas l'être"*, pour le mensuel de Vilnius IQ Magazine.

Le but principal est d'*"entériner le principe d'une défense renforcée sur le flanc est"* et le passage d'une posture de dissuasion à une posture de défense de l'Alliance. Même si les alliés ont déjà renforcé leur présence militaire dans l'est de l'Europe, le choc de la guerre en Ukraine s'atténue, et de plus en plus de pays doutent de l'intérêt de militariser la région. Pour la France et l'Italie, *"l'armée russe est faible et le sera encore plus à la fin de la guerre"*.

La confiance en l'Allemagne est ébranlée. *"Les tentatives du chancelier Olaf Scholz d'éviter toute décision pour aider l'Ukraine ont fait que les pays Baltes ont été contaminés par la peur."*

Enfin, il faut se poser la question, plus générale, de ce qui se trouve au-delà de la crise ukrainienne. Si la stratégie plus ou moins déclarée de l'Amérique réussit à saigner à blanc la Russie, en quoi cela signifierait-il que Washington fait de nouveau de la sécurité européenne sa priorité, et non le contraire ? Si les États-Unis sont prêts à prendre des risques pour affaiblir la Russie en tant que concurrent stratégique, c'est, peut-on supposer, pour pouvoir mieux se concentrer sur la Chine. D'où cette question stratégique, encore plus vaste : à propos de la Chine, les intérêts de l'Europe sont-ils alignés sur ceux des États-Unis, et quel est le rapport avec l'Otan ?

Tant que la crise actuelle reste axée sur des valeurs et des principes – la démocratie contre la dictature –, il est possible de bâtir un récit central décrivant comment le monde libre s'oppose à l'autoritarisme de Xi Jinping et de Poutine.

La Chine, défi impérial. Il faut vraiment beaucoup d'imagination pour considérer que, avec ses possessions coloniales éparpillées dans l'Indo-Pacifique, la France a les mêmes enjeux dans la région que l'Amérique, avec le glacieux qui constitue le Japon, la Corée du Sud et Taïwan. L'Allemagne, quant à elle, continue à entretenir des relations économiques étroites avec la Chine. Le président du directoire de Volkswagen, Herbert Diess, a déclaré sans ambages : *"Si nous limitons nos affaires aux seules démocraties établies, qui représentent entre 7 % et 9 % de la population mondiale, un chiffre en baisse, alors il est clair qu'il n'existerait aucun modèle économique viable pour un constructeur automobile. [...] Ne pas être en Chine, c'est un problème. Être en Chine, c'est une chance."*

Pour Berlin, passer d'une guerre de l'énergie avec la Russie à une guerre commerciale avec la Chine serait l'équivalent économique de tomber de Charybde en Scylla.

Il serait vain de s'imaginer que les puissances occidentales puissent imposer leur cap aux futures relations avec la Chine – l'Ukraine aurait dû nous faire comprendre que notre influence a des limites.

En décembre 2020, Bruxelles, Paris et Berlin, au grand dam de l'équipe Biden, ont tendu un rameau d'olivier économique à la Chine sous la forme de l'accord global sur les investissements, que Pékin a ignoré. Ce qui a permis à l'Europe et aux États-Unis de s'aligner face à la Chine plus facilement que beaucoup ne le pensaient durant la première année du mandat de Biden.

Pendant l'été 2021, pour la première fois, l'Otan a diffusé une déclaration sur le défi que représente la Chine en matière de sécurité. Mais, en janvier 2022, la Lituanie a décidé de renforcer sa reconnaissance diplomatique de Taïwan, ce qui a suscité un tollé. Confrontés aux menaces de Pékin, les pays Baltes ont fait front avec Washington, vraisemblablement dans l'espoir de s'assurer le soutien américain contre Moscou.

Dans le même temps, Berlin et la majeure partie de l'UE ont pris leurs distances, refusant de se laisser entraîner dans un litige avec Pékin.

Repères

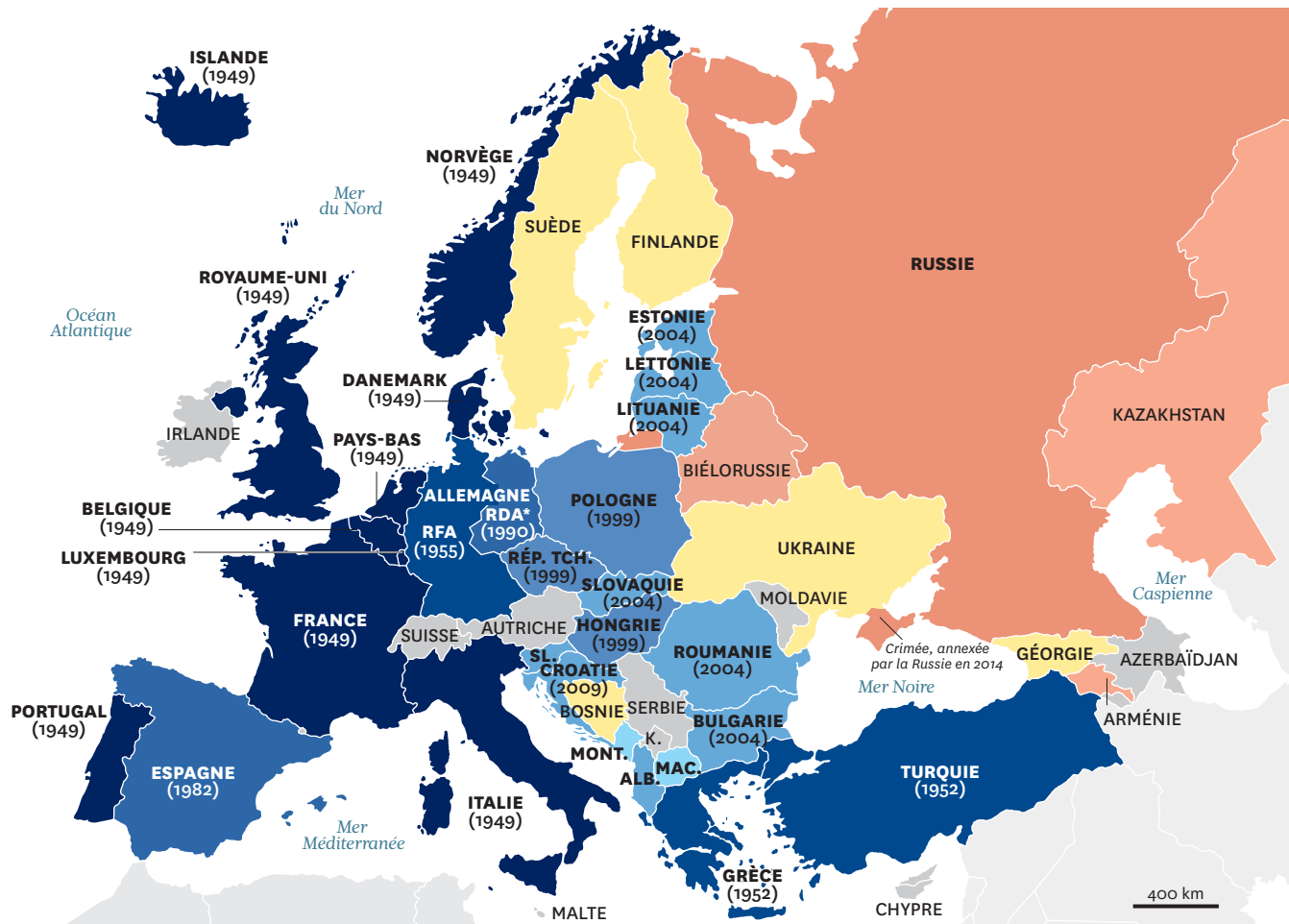
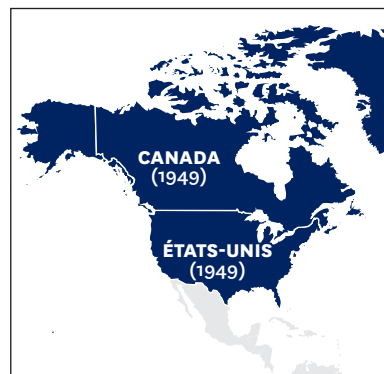
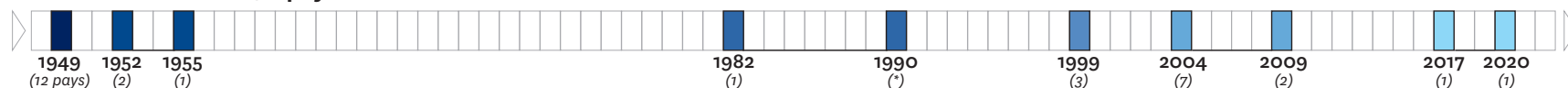
La Finlande et la Suède foncent vers l'Alliance

●●● Le 18 mai, moins de trois mois après l'invasion russe de l'Ukraine, la Finlande et la Suède, historiquement non alignées, ont demandé officiellement à adhérer à l'Otan. *"Si quelqu'un pensait que Vladimir Poutine était un stratège hors pair, il est temps de reconsidérer cette idée"*, raillait alors **Dagens Nyheter**, en dénonçant l'*"erreur historique"* commise par le chef du Kremlin. De sensibilité libérale, ce quotidien insistait, avec d'autres, sur le rôle moteur de la Finlande dans ce rapide revirement nordique. Celui en particulier de son président, Sauli Niinistö. *"Plus que la plupart, il s'était longtemps efforcé de maintenir le dialogue"* avec Moscou, malgré l'annexion de la Crimée en 2014 et le réarmement russe. *"Finalement, la ligne jaune a été franchie"* par Vladimir Poutine.

La Finlande – ancien grand-duché tsariste qui, de nos jours, partage 1300 kilomètres de frontières avec la Russie – a alors *"pris une longueur d'avance"* sur Stockholm dans sa volonté d'en finir avec la non-alliance militaire, résumait récemment le quotidien régional suédois **Smalandsposten**. *"Les mois les plus dangereux de l'histoire moderne de la Suède commencent désormais"*, remarquait le quotidien social-démocrate **Aftonbladet**, en redoutant des représailles russes. Tant que chacun des États membres n'a pas donné son feu vert, les candidats ne peuvent pas bénéficier de l'ensemble des garanties de sécurité de l'Otan. Depuis, la Turquie renâcle, au prétexte que la Finlande et surtout la Suède soutiennent des organisations *"terroristes"* kurdes.

L'extension de l'Otan

Dates d'adhésion des 30 pays membres



Abréviations :
ALB. : ALBANIE (2009)
MAC. : MACÉDOINE DU NORD (2020)
MONT. : MONTÉNÈGRE (2017)
RÉP. TCH. : RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
SL. : SLOVÉNIE (2004)
K. : KOSOVO

* Après la réunification de l'Allemagne, la RDA rejoint la RFA au sein de l'Otan.

Malgré les beaux discours sur le partenariat, on voit mal comment l'Europe et les États-Unis s'aligneront à long terme sur la question de la Chine.

Qu'une invasion russe de l'Ukraine redonne de l'énergie à l'Otan n'a vraiment rien de surprenant. Cela réfute-t-il ou confirme-t-il plutôt le diagnostic de Macron en 2019?

Avec le recul, on voit que l'idée de Macron d'un rapprochement avec Poutine était d'un fol optimisme, mais ledit optimisme a au moins eu le mérite de le pousser à appeler l'Europe à relever de nouveaux défis stratégiques. Parmi ces défis se trouve la Chine; des conflits avec la Turquie et en Afrique du Nord; les migrations; le climat; ou la crise démocratique que vit l'Amérique elle-même.

En comparaison, la nouvelle mobilisation contre la Russie a provoqué un retour compulsif aux anciens antagonismes et aux clichés idéologiques de la guerre froide. Nous réchauffons des images de "l'Ouest", tant à propos de l'élan de l'Ukraine en faveur de l'affirmation de son identité nationale que de notre passion un peu froide et technocrate pour la *Vorsprung durch Technik*, l'"avance technologique" de l'Otan,

L'Europe devrait se détourner de la culture stratégique américaine, militarisée, obnubilée par la technologie et au bilan très contestable.

illustrée par les "attaques verticales" de missiles antichars Javelin ou les scénarios imaginaires d'invasions russes désemparés traqués par des tireurs d'élite finlandais.

Il est sans aucun doute rassurant de renouer avec des formules de la guerre froide au xx^e siècle et, apparemment, cela fonctionne sur le champ de bataille en Ukraine. Mais il ne faut pas pour autant y voir une réponse appropriée aux problèmes de sécurité de l'Europe. Ce que réclamait Macron en 2019, c'était davantage de souveraineté stratégique pour l'Europe, et davantage d'imagination. Compte tenu des trois grands impondérables auxquels l'Europe est confrontée – les relations futures avec une Russie dotée de l'arme nucléaire et encore plus rancunière, la situation de la politique américaine et le bras

de fer entre Washington et Pékin –, cet appel est plus pressant que jamais.

Il reste à définir en quoi devrait consister une stratégie européenne. Ce que Macron demandait, c'est une nouvelle façon de penser, pas des réponses évidentes. Comme l'a récemment suggéré le philosophe allemand Jürgen Habermas, l'Europe ne peut qu'admettre qu'elle est très éloignée, sur le plan historique et politico-culturel, de l'enthousiasme patriotique spectaculaire dont fait preuve l'Ukraine. Elle doit reconnaître qu'elle est désormais post-héroïque. Mais elle devrait également prendre ses distances vis-à-vis de la culture stratégique américaine, militarisée et obsédée par la technologie, et dont le bilan, ces dernières décennies, est tout sauf admirable.

Quête de souveraineté. L'Europe ne devrait pas non plus succomber à la vanité et aux illusions, et s'imaginer que sa politique "fondée sur des valeurs" l'autorise à s'abstenir de faire des choix épineux et de s'attaquer aux problèmes peu ragoûtants du pouvoir. En tant que telle, l'UE est loin d'être inoffensive, et l'on ne → 32

31 ← pourra se mettre à débattre sérieusement d'autonomie stratégique que quand elle acceptera cette réalité.

Non seulement certains États membres disposent de véritables capacités militaires et d'une grande expérience contemporaine dans ce domaine – en particulier la France –, mais nous ne devrions pas oublier, en outre, que les premiers à porter des uniformes de l'UE sont les officiers des gardes-frontières de Frontex qui, entre autres choses, ont pour mission de refouler les migrants dans la Méditerranée. C'est là que devrait commencer le débat sur l'autonomie stratégique. Est-ce à cela que ressemble l'autonomie stratégique face aux tendances économiques et démographiques en Afrique et en Asie de l'Ouest? Une forteresse Europe primitive? Et sinon, quelle est l'autre solution?

Ou prenons le cas de la transition énergétique. Quel prix les Européens sont-ils prêts à payer pour se soustraire à la dépendance vis-à-vis du gaz de Poutine? C'est une question stratégique, tout comme la question des compromis commerciaux et éthiques liés à l'importation de panneaux solaires chinois. Rien ne prouve que cela ait quoi que ce soit à voir avec les inquiétudes à longue portée à propos de Taïwan, qui préoccupent l'Amérique. La main-d'œuvre condamnée aux travaux forcés dans le Xinjiang et la politique industrielle de l'Europe, en revanche, sont un sujet d'une importance immédiate.

La défense européenne doit se faire en même temps et à la lueur d'autres choix essentiels, tels le Green Deal et les plans d'investissement numérique.

Si la puissance aérienne a joué un rôle de second plan en Ukraine, il peut être utile de se demander combien de centaines de milliards d'euros il faudrait consacrer au développement d'un système de combat aérien européen du futur indépendant pour rivaliser avec le projet gargantuesque du F-35 américain. Mais si l'on veut que l'Europe aborde cette discussion, cela ne doit pas se faire dans le cadre d'un retour embarrassé à un débat stratégique "de bon sens" avec un budget de la défense délimité, mais en même temps que et à la lueur d'autres engagements qui seront tout aussi essentiels pour la sécurité de l'Europe – le Green Deal, par exemple, ou les programmes d'investissement dans le numérique.

Tout cela peut impliquer une coopération avec les États-Unis et d'autres, dans et hors de l'Otan. Face à l'assaut de Poutine, l'Otan constitue une première ligne de défense vitale. Mais pour ce qui est de l'avenir, elle représente au mieux une solution partielle, voire une distraction, et au pire une impasse historique.

—Adam Tooze
Publié le 18 mai

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

Vu d'Allemagne

“L'OTAN NE POUVAIT RÊVER MIEUX”

“Une adhésion de la Finlande et de la Suède à l'Otan serait idéale”, assure la *Süddeutsche Zeitung* allemande. Les deux pays, “des démocraties modèles”, s'entraînent déjà avec les forces de l'Alliance et défendent des valeurs communes. Ils disposent d'importantes “capacités aériennes et maritimes” et “sont mieux armés contre les cyberattaques et la désinformation de Moscou”.

Pour le titre de gauche, seule l'opposition du Kremlin, inquiet d'une expansion de l'Otan à ses frontières, pourrait poser problème. “Or l'armée russe est si affaiblie que les menaces contre Stockholm et Helsinki semblent gérables.” Les Occidentaux ont tout intérêt à intégrer la Suède et la Finlande. Les pays Baltes seraient moins vulnérables “si la mer Baltique devenait une mer intérieure de l'Otan”.



Comment l'Alliance livre des armes à l'Ukraine

À Stuttgart, en Allemagne, une salle de conférences située dans une caserne abrite le Centre de coordination des donateurs internationaux. Une centaine de militaires y travaillent à l'envoi d'armes et de munitions destinées à l'Ukraine, au nom de l'Alliance atlantique.

—Foreign Policy Washington

En quelques mois à peine, les militaires britanniques, aidés de leurs homologues américains, ont transformé une paisible salle de conférences, située dans l'enceinte de la caserne Patch, en l'un des centres nerveux de l'Otan chargés de gérer les demandes d'armes de l'Ukraine. Ils ont pour mission de transférer de l'artillerie, des chars, des avions de combat, des munitions et des équipements non létaux comme des casques depuis le cœur de l'Europe jusque sur le front du Donbass, épaulés par une poignée d'officiers de liaison ukrainiens qui, dans

la salle, sont en contact téléphonique avec des soldats dans la zone des combats.

Foreign Policy est un des deux médias à avoir obtenu, pour la première fois, un accès exclusif à ce que l'on appelle l'International Donor Coordination Centre [“Centre de coordination des donateurs internationaux”], où 110 militaires surveillent les livraisons d'armes 24 heures sur 24. L'auteur de ces lignes a assisté à une présentation des activités du groupe, à condition de respecter l'anonymat des participants, selon des règles imposées par le Pentagone.

Le centre a un petit côté start-up – mais blotti sur le territoire d'une base américaine,



REPORTAGE



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

“Un secret de la résistance ukrainienne : des années d’entraînement de l’Otan”

Depuis 2014, l’armée de Kiev a été métamorphosée par la formation dispensée en toute discrétion par des forces de l’Otan, raconte cet article du **Wall Street Journal**. Ce qui lui offre un avantage tactique face à la Russie.

dans une salle autrefois réservée à l’accueil des nouveaux venus au Commandement des forces des États-Unis en Europe. La salle abrite des cercles concentriques d’ordinateurs portables, tandis que, dans le discret bourdonnement de conversations en plusieurs langues, des militaires s’efforcent de faire passer du matériel de l’endroit où il se trouve à l’endroit où on en a besoin. Certains éléments de la pièce, comme la moquette bleue, tiennent avec du scotch.

“Il y a deux mois, vous n’existiez pas”, lance un officier supérieur américain au groupe, pendant que, sur un écran plasma, s’affiche le détail des armes en route pour l’Ukraine depuis divers points dans toute l’Europe. L’organisation s’est améliorée. Ainsi, en novembre 2021, quand les États-Unis avaient envoyé de petits patrouilleurs rapides à l’Ukraine, “il n’y avait eu qu’une série de 5 000 appels téléphoniques”, dit-il.

Aujourd’hui, [plus de 5 milliards de dollars] d’aide militaire américaine plus tard (voir encadré ci-contre), les milliers d’appels sont remplacés par une appli. Durant les premiers jours de la guerre, les responsables américains et les militaires britanniques travaillaient séparément. Mais l’armée britannique – sous la férule de la 104^e brigade logistique – a mis en place un logiciel proche de Craigslist [un site de petites annonces], avec un nom de code ukrainien, dans lequel les Ukrainiens peuvent entrer leurs besoins en armement, que des pays peuvent ensuite traiter individuellement. Au début d’avril, les efforts américains et britanniques ont fusionné.

L’activité s’est renforcée depuis que le Pentagone a commencé à organiser une conférence mensuelle sur les promesses de livraison d’armes à l’Ukraine, à partir de la fin avril. Désormais, un groupe de militaires en uniformes divers se retrouve ici tous les jours à 11 heures. Des officiers d’opérations qui suivent la situation sur le champ de bataille en temps réel fournissent les dernières informations en date sur le bras de fer dans le Donbass.

Maintenant, dès qu’un donateur est identifié pour un besoin ukrainien précis, les militaires du centre de coordination étudient comment transférer l’équipement par la route, les airs ou en train, en passant par plusieurs points névralgiques en Europe – en privilégiant les plus efficaces. Les armes peuvent être expédiées par des contractants, ou récupérées par les forces armées ukrainiennes, explique un officier britannique. Mais la tâche est devenue plus ardue au fil de l’évolution des besoins de l’Ukraine, qui sont passés des armes légères et portatives comme les missiles antichars Javelin et antiaériens Stinger, qui ont contribué à stopper l’offensive russe sur Kiev, à des avions, des chars et de l’artillerie, dont 108 obusiers M777 fournis par les États-Unis.

Contrôle et entretien des armes. La formation aussi doit être coordonnée. D’autres pays se chargent de déplacer les Ukrainiens pour des formations en Europe de l’Est, comme le Canada, qui entraîne les Ukrainiens sur de l’artillerie livrée par Washington, et pour les aider à venir chercher le matériel. Une équipe sur le terrain en Europe de l’Est, liée au Commandement des forces des États-Unis en Europe, a participé au démontage d’avions Su-25 Frogfoot et d’hélicoptères Mi-17, tous de fabrication soviétique, afin qu’ils puissent être envoyés en Ukraine. Lors des séances de formation, les Ukrainiens sont extrêmement concentrés, assurent les participants. “Pour eux, pas de pause-café”, dit l’officier britannique.

“De temps en temps, c’est un peu juste, [mais] on y arrive quand même”, ajoute-t-il. Un de ses collègues raconte comment le centre a découvert des fusils dans un entrepôt, qui pouvaient être donnés à l’Ukraine, et auxquels il ne manquait que des lunettes de visée et des munitions. Le problème a été réglé, et les armes ont

été expédiées. Un troisième officier britannique rapporte que des unités qui s’entraînaient en Europe de l’Est ont été en mesure de transférer de l’équipement à l’occasion de la dernière édition de l’exercice Defender Europe, qui implique neuf pays et est orchestré par les États-Unis, avec la participation de plus de 3 400 soldats américains et 5 100 membres d’unités multinationales.

Les militaires étudient comment transférer l’équipement par la route, les airs ou en train dès qu’un donateur est identifié.

Quant à l’Ukraine, elle doit trouver des moyens de maintenir ces nouveaux systèmes d’armes en état de marche. Des officiers de la cellule de planification ont mis au point une liste de contrôle pour la formation à l’usage de ces armes et leur entretien, y compris pour vérifier que les munitions sont disponibles. Et ayant obtenu des équipements plus difficiles à entretenir, comme des véhicules blindés, les Ukrainiens sont conscients que plus la requête est urgente, plus leur maintien en état devient complexe.

“S’ils utilisent du matériel qui sort de leur domaine de compétence, il va tomber en panne”, commente le premier officier britannique. “Du fait de la volonté politique d’obtenir un effet rapide”, il arrive qu’il y ait des pressions pour aligner sur le terrain des armes qui ne sont pas toujours les plus fiables, poursuit-il.

Pourtant, l’Ukraine appelle l’Occident à faire plus. En tête de la liste de souhaits de Kiev se trouvent des lance-roquettes multiples capables de tirer près d’une dizaine de roquettes à plus de 100 kilomètres de distance, que les États-Unis hésitent à envoyer de peur d’accroître encore l’escalade, dit-on de source ukrainienne.

Washington et l’Otan réfléchissent à la possibilité d’officialiser cette opération, un peu comme le pont aérien pour Berlin, qui avait permis de débarquer des millions de tonnes de vivres et d’autres produits dans la zone alliée de la ville allemande, victime d’un blocus imposé par les Soviétiques à la fin des années 1940.

D’après la ministre adjointe à la Défense américaine, Kathleen Hicks, qui assistait à la réunion au centre, les États-Unis sont déjà en train de préparer la première partie de l’aide militaire destinée à l’Ukraine qui s’inscrit dans le plan d’aide de 40 milliards de dollars de Joe Biden, approuvé par le Congrès en mai.

Reste que Washington se refuse pour l’instant à définir quelles seront les conditions d’une victoire. Kathleen Hicks a ainsi déclaré aux journalistes présents : “Les États-Unis ont fondamentalement pour but de soutenir l’Ukraine. Quant à l’objectif final, c’est avant tout entre l’Ukraine et la Russie qu’il va se décider.”

—Jack Detsch
Publié le 24 mai



MILLIARDS DE DOLLARS. Depuis le début de l’invasion russe, les États-Unis ont fourni ou promis à l’Ukraine plus de 5 milliards de dollars d’aide militaire. Le Pentagone l’a indiqué le 15 juin, jour où une tranche d’aide d’une valeur de 1 milliard de dollars a été annoncée. Parmi les nouvelles livraisons, des obusiers, des munitions et de l’artillerie côtière, selon **CNN**. Le Congrès a donné au président Biden les moyens de poursuivre cette politique en votant fin mai une rallonge budgétaire de 40 milliards de dollars destinés à aider l’Ukraine, notamment sur le plan militaire.

Vu des États-Unis

La Chine dans le collimateur

●●● En juin 2021, à l'issue d'un sommet, "les pays de l'Otan ont averti que la Chine devenait de plus en plus un problème [...] pour la sécurité mondiale, signalant ainsi un virage fondamental dans les priorités d'une alliance vouée à protéger l'Europe et l'Amérique du Nord", informait **The New York Times**. D'après le quotidien américain, c'était "la première fois que l'Otan dépe[gnait] les capacités croissantes des forces armées chinoises d'une façon potentiellement aussi conflictuelle". La guerre en Ukraine a-t-elle tout remis en cause? Pas vraiment. Lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan en avril, des représentants du Japon, de la Corée du Sud, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie ont pour la première fois été conviés, relève **Foreign Policy**. Une façon d'envoyer un message d'unité à la Russie, mais aussi à la Chine. "Il n'y a maintenant plus qu'un seul théâtre d'opérations eurasiennes pour les États-Unis. Sur le long terme, nous envisageons les défis de la Russie et de la Chine de façon similaire", explique Heather Conley, qui dirige le German Marshall Fund, un think tank américain. "Avant l'invasion de l'Ukraine, la Chine devait figurer en première place dans le concept stratégique [qui sera adopté à Madrid fin juin], juste devant la Russie", ajoute **Foreign Policy**. D'après Rose Gottemoeller, ancienne secrétaire générale déléguée de l'Otan, "l'effet de la crise a été d'inverser l'ordre". Mais, assurait-elle, "la Chine sera, pour la première fois, présente dans un concept stratégique de l'Otan". Malgré tout, la Chine "est une menace bien plus difficile à affronter pour l'Alliance", qui n'a pas été conçue dans ce but et dont les membres ont des intérêts divergents vis-à-vis de Pékin, note le magazine américain.

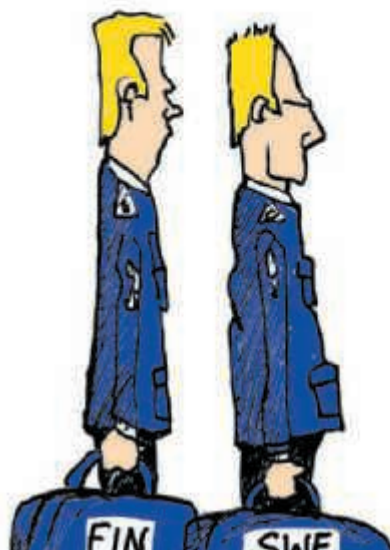
—**Courrier international**

↘ La Finlande et la Suède ont demandé à rallier l'Alliance, le président turc Erdogan s'y oppose. Dessin de Horsch paru dans **Handelsblatt**, Düsseldorf.

Vu de Pologne

"LA FENÊTRE DE LA RUSSIE SERA FERMÉE"

"Traité pendant des années avec négligence, la mer Baltique va devenir un lac intérieur pour l'Alliance", se réjouit l'hebdomadaire polonais **Polityka**. "La fenêtre de la Russie sur le monde qu'a été le golfe de Finlande pendant plus de trois siècles sera bien fermée. En cas de crise, elle sera tout simplement verrouillée", note la publication de sensibilité sociale-libérale. "Pour quitter le port de Kronstadt, dans la mer Baltique, les Russes devront traverser un canal étroit (jusqu'à 30 kilomètres), gardé des deux côtés par des pays de l'Otan." Il sera possible à ces derniers de fermer la baie en cas de conflit, et il ne restera aux Russes que l'enclave de Kaliningrad. **Polityka** souligne que le nombre de sous-marins alliés en mer Baltique doublera presque du jour au lendemain, "ce qui réduira la liberté d'action des navires russes à presque zéro".



LA TURQUIE, UN ALLIÉ PRÉCIEUX MAIS CONTRAIGNANT

Disposant d'un droit de veto et opposé à la politique d'accueil de réfugiés politiques kurdes des deux pays, Ankara bloque l'adhésion de la Suède et de la Finlande afin d'obtenir des concessions militaires et politiques.

Pièce maîtresse du flanc sud-est de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), la Turquie possède la deuxième armée de l'organisation en nombre d'hommes. Le pays, qui a adhéré à l'Alliance en 1952, est aussi stratégique de par sa position géographique. La convention de Montreux de 1936 faisant de la Turquie la gardienne des détroits du Bosphore et des Dardanelles, qui conditionne l'accès de la Russie aux mers chaudes, ce positionnement géographique est devenu encore plus précieux depuis la guerre en Ukraine.

Pourtant, la Turquie est un allié remuant que Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, s'efforce régulièrement de se concilier. Parfois en vain, comme lorsqu'il déclarait, fin mai : "Nous sommes obligés de reconnaître que la Turquie est un allié important [pour l'Otan]", rappelle un éditorialiste du quotidien progouvernemental **Sabah**. "On ne sait pas si ces propos sont sincères, mais ils sont justes. La Turquie est un pays clé, stratégiquement et géographiquement", souligne le journal.

À l'approche du sommet de l'Otan, les 29 et 30 juin, à Madrid, la Turquie reste campée sur ses positions et maintient son veto à l'adhésion

de la Finlande et de la Suède. En cause, la politique d'asile de ces deux pays, en particulier celle de la Suède, qui accueille notamment de nombreux réfugiés politiques kurdes, dont certains ont occupé des postes clés, à l'instar d'Amineh Kakabaveh, membre du Parlement suédois depuis 2008.

Ankara, qui réclame l'extradition de certains de ses opposants, dénonce aussi les condamnations diplomatiques émanant de ses deux pays, et leur embargo sur l'armement à destination de la Turquie depuis les offensives militaires turques contre les Kurdes de Syrie ou d'Irak.

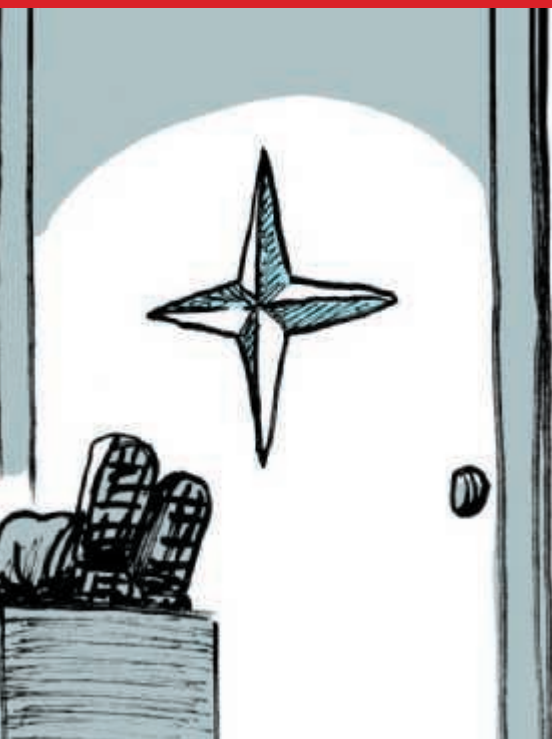
Plus généralement, c'est l'ensemble de la politique "occidentale" sur ce sujet qui est critiquée dans la presse progouvernementale, à l'instar du quotidien islamiste **Yeni Akit**.

"L'Occident est comme toujours l'ami de nos ennemis", titrait ainsi récemment un éditorialiste qui déplorait la politique opportuniste à l'égard de la Turquie.

"Face à la crainte de la Russie, ils [la Finlande et la Suède] veulent la levée du veto turc [sur leur adhésion] mais refuseront toujours d'extrader les terroristes [...]. Et ils ne sont pas les seuls dans ce cas, les Anglais, les Français les Allemands font de même."



REVUE DE PRESSE



Vu de Grèce

“L’ALLIANCE NE NOUS SAUVERA PAS”

Avec le renforcement de l’Otan et les condamnations unanimes de l’invasion russe de l’Ukraine, la Grèce pensait voir la volonté expansionniste de la Turquie s’affaiblir.

Mais les avions turcs continuent de violer l’espace aérien grec, et la tension monte entre Athènes et Ankara au sujet des délimitations territoriales en mer Égée, raconte le journal communiste

Rizospastis. Le secrétaire général de l’Otan, “Stoltenberg, répète que la Turquie est ‘un allié précieux’ à l’heure où celle-ci remet en cause les droits souverains grecs au cœur de la mer Égée!” s’agace Rizospastis. La population grecque est en danger, coïncée entre les “volontés expansionnistes et impérialistes” qui font grimper les tensions, estime Rizospastis, qui dénonce un “marchandage dangereux à la table de l’Otan”.

Au-delà de la question des tensions avec les pays scandinaves, le veto d’Ankara est souvent analysé comme un outil de pression destiné avant tout au reste de l’Alliance atlantique, et aux États-Unis en particulier, comme le souligne un journaliste dans le média en ligne **Gazete Duvar.**

Le véritable objectif serait ainsi de soutenir à Washington des concessions sur une modernisation des F-16 turcs [refusée par le Congrès américain], voire d’obtenir le feu vert pour une opération militaire contre les Kurdes en Syrie.

Sur le plan de la politique intérieure, il s’agit aussi de “garantir le silence [européen et américain]”

Ankara voudrait le silence de l’Otan face à sa répression des opposants politiques et à une opération militaire en Syrie contre les Kurdes.

sur la situation politique, alors que pleuvent les condamnations d’opposants”, et que la répression risque de se corser à l’approche de l’élection présidentielle prévue en juin 2023.

Par ailleurs, un autre dossier vient compliquer les relations d’Ankara avec ses partenaires de l’Otan. La tension avec la Grèce, autre membre de l’Alliance, ne cesse de monter. Ankara revendique en effet sa souveraineté sur des eaux disputées de la mer Égée et proteste contre la militarisation par la Grèce de certaines îles.

“Nous leur avons envoyé un message”, a déclaré le président turc le 13 juin, en référence à des exercices de la marine turque.

“Qu’ils ne s’imaginent pas pouvoir se moquer de ce pays, qu’ils ne répètent pas les erreurs de leurs ancêtres, car la facture sera lourde”, a-t-il encore menacé, rapporte le journal **Milliyet.**

—**Courrier international**

Il faut regarder vers le sud

L’Alliance, obnubilée par la guerre en Ukraine, ferait bien de ne pas perdre de vue son flanc sud, l’Afrique et le Moyen-Orient. Deux régions où la Russie se déploie depuis plusieurs années, analyse la revue espagnole *Política Exterior*.

Tous les regards au sein de l’Otan sont tournés vers l’Ukraine, à l’approche du sommet atlantiste de Madrid, prévu les 29 et 30 juin. L’Alliance atlantique devrait toutefois surveiller son “flanc faible”, le sud, c’est-à-dire l’Afrique et le Moyen-Orient, estime la revue espagnole **Política Exterior.** Ces deux régions sont partie prenante de l’“arène géopolitique” imaginée par la Russie de Vladimir Poutine.

Selon le média spécialisé en relations internationales, les actions de la Russie à l’est (dans les territoires de l’ex-Union soviétique) et au sud “sont de plus en plus similaires”. En effet, Moscou recourt davantage aux “outils militaires” plutôt qu’à la pression politique et économique, “comme le montrent les guerres en Syrie et en Ukraine”. L’intervention de la Russie dans le conflit syrien, en septembre 2015, pour soutenir le régime de Bachar El-Assad, a d’ailleurs été “l’exemple le plus marquant” de la capacité d’influence russe dans le Sud, remarque la revue madrilène.

Diplomatie du chantage. Aujourd’hui, “le rôle croissant de la Russie au Mali, face au retrait annoncé des troupes françaises du pays africain, n’est que le dernier avertissement après plusieurs années d’une augmentation significative de la présence russe en Méditerranée, en Afrique et dans d’autres régions”, écrit *Política Exterior.* Si l’Otan ne fait pas attention, la présence de la Russie dans le Sud signifierait que, directement ou par procuration, l’Alliance pourrait se retrouver encerclée.”

Preuve de l’importance accordée à ce “flanc faible” de l’Otan, le ministère des Affaires étrangères espagnol a appelé l’Alliance à inclure dans sa liste des menaces à sa frontière sud le chantage migratoire (exercé notamment par les pays du Maghreb dans l’arc méditerranéen) et le chantage énergétique, révèle le quotidien conservateur **El Mundo** dans son édition du 15 juin.

—**Courrier international**

Contrepoint

En Afrique, “une série de conflits catastrophiques”

●●● “La guerre de l’Otan contre la Libye a changé la dynamique des relations entre les pays africains et l’Occident”, affirme Vijay Prashad. Dans un article publié par le magazine altermondialiste **CounterPunch** et particulièrement repris par la presse africaine, le journaliste et essayiste indien s’inquiète de ce qu’il nomme “l’ascension de l’Otan en Afrique”. Il rappelle dans un premier temps que l’intervention de 2011 en Libye, sous l’égide militaire de l’Otan, a constitué une blessure encore vive pour l’Afrique. Alors que la Libye connaissait un soulèvement contre Muammar Kadhafi, l’Union africaine avait pourtant tenté de négocier avec les parties de la guerre civile libyenne. L’organisation panafricaine était mue par sa méfiance envers toute “intervention militaire occidentale dans la région”. Or, analyse dans un second temps Vijay Prashad, “le chaos en Libye a déclenché une série de conflits catastrophiques au Mali, dans le sud de l’Algérie et dans certaines parties du Niger”. Ce précédent libyen, affirme le journaliste, devrait servir “d’avertissement” à toute “expansion de l’Otan en Afrique”.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

“À l’origine des tensions entre la Russie et l’Otan”

L’Otan est omniprésente dans le discours du Kremlin. Selon Vladimir Poutine, l’invasion de l’Ukraine est une réponse aux volontés expansionnistes de l’Alliance transatlantique. Pourquoi cette organisation est-elle au cœur des tensions entre l’Occident et la Russie? Explications en vidéo dans ce nouvel épisode de “Cartes sur table”.

LES ALLIÉS DE LA RUSSIE DOIVENT FAIRE BLOC

Pour ce site proche des positions du Kremlin, les membres de l'OTSC, la structure de défense postsoviétique, sont trop tièdes dans le conflit qui oppose l'Otan à Moscou. Ils devront clairement choisir leur camp.

—Vzgliad Moscou

Moscou a accueilli le 16 mai un sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), ce bloc politico-militaire composé de la Russie, de la Biélorussie, de l'Arménie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan. Les dirigeants de ces États ont discuté de la manière dont l'OTSC devait répondre aux défis actuels et futurs. Des défis pour le moins nombreux.

L'Asie centrale est menacée par le terrorisme islamiste – pas tant par une invasion en provenance de l'Afghanistan (puisque les talibans sont disposés à négocier une coexistence pacifique avec Moscou et les pays d'Asie centrale), mais par la montée de l'islamisme radical au sein des populations locales. Une montée alimentée à la fois par l'inefficacité de l'action politique locale des États d'Asie centrale et par le travail de sape des ONG américaines et pro-américaines (qui ont tout intérêt à déstabiliser l'Asie centrale).

Le Caucase du Sud, pour sa part, est menacé par les ambitions de la Turquie, attisées par l'agressivité de l'Azerbaïdjan et la faiblesse criante de la classe dirigeante en Arménie. L'Iran, au sud, n'apprécie pas du tout le passage de l'Arménie et de la Géorgie sous le contrôle de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, et Téhéran semble sur le point d'adopter une position plus dure, ce qui jette encore de l'huile sur le feu caucasien.

L'Alliance, des "alliés-adversaires". C'est l'Europe qui envoie le plus de signaux d'alerte. Pendant que la Russie nettoie l'abcès ukrainien (qui propage le virus de [de la révolution de] Maïdan non seulement aux pays voisins, mais à l'ensemble de l'espace eurasiatique), l'Occident élargit l'Otan à la Finlande et à la Suède, excite la Moldavie, fournit à l'Ukraine des armes et des hommes, incitant ouvertement Kiev à pénétrer en territoire de la Fédération de Russie.

Toutes ces menaces et tous ces défis semblent appeler à l'unification des membres de l'OTSC (unis par un destin commun et un territoire commun), qui pourraient constituer une anti-Otan, capable de protéger la souveraineté des États membres à la fois contre l'Alliance atlantique et contre les autres menaces qui se présentent à mesure que les règles du jeu mondiales

évoluent. "Dans une communauté mondiale fragmentée, les relations internationales sont davantage caractérisées par des tensions croissantes", reconnaissent les membres de l'OTSC eux-mêmes dans une déclaration commune.

Il reste juste à savoir si l'organisation elle-même et ses membres sont prêts pour une telle transformation. La réponse est évidente : non, ils ne le sont pas. Ne serait-ce que parce que l'OTSC n'est pas l'Otan. Ni par ses fonctions, ni par sa structure, ni par la mentalité de ses États membres.

En effet, les pays de l'Otan (à l'exception peut-être de la Turquie) sont unis par leur idéologie euro-atlantique. L'opposition des valeurs entre l'est et l'ouest de l'Europe ne les empêche pas de se considérer comme "alliés" dans une vision "alliés-adversaires". Ainsi, par extension, l'Allemagne est prête à défendre la

Pologne, et la République tchèque est prête à défendre l'Espagne.

Il en va tout autrement dans l'OTSC. L'organisation elle-même est en fait une sorte d'association cadre qui offre un ensemble de garanties de sécurité bilatérales entre la Russie et ses États membres. C'est vrai, lors du récent sauvetage du Kazakhstan aux prises avec les terroristes, des contingents de tous les pays de l'OTSC ont été envoyés sur place, mais c'était plutôt pour la forme, car c'est la Russie qui a fait le gros du travail dans le cadre de ses engagements.

Au service du Kremlin. Dans les faits, l'Arménie ne se battra pas pour le Tadjikistan, et le Kirghizistan ne se battra pas pour la Biélorussie. Tout simplement parce qu'ils ne se perçoivent pas comme un tout. Aussi, comme l'a montré le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie [à l'automne 2020], certains pays de l'OTSC (Biélorussie, Kazakhstan) ont fait le choix de soutenir l'Azerbaïdjan au détriment de l'Arménie. Il s'est même avéré que les dirigeants arméniens eux-mêmes ne se battaient pas pour l'Arménie : Nikol Pachinian a abandonné le Haut-Karabakh, mais pis, il n'a pas levé le petit doigt pour protéger le territoire arménien contre l'invasion des troupes azerbaïdjanaises.

Il faut aussi voir dans quelle mesure le leader de l'OTSC parvient à maintenir le cadre. L'Otan est essentiellement un outil permettant aux États-Unis de contrôler les États membres, leurs choix militaires et politiques. Les États (à quelques exceptions près) suivent la politique étrangère américaine, achètent des armes

↓ "Est-ce qu'ils se rapprochent?"

Dessin de Niels

Bo Bojesen paru dans Jyllands-Posten, Aarhus.



américaines et considèrent les ennemis des États-Unis comme leurs ennemis. Or l'OTSC n'a pas cette discipline de bloc. Les pays membres de l'organisation coopèrent tranquillement avec les ennemis de la Russie et leur achètent des armes. Pour la politique étrangère russe, ils ne sont d'ailleurs d'aucune aide sur le plan matériel. Pour preuve, tous, à l'exception de la Biélorussie (et encore, partiellement), ont pris leurs distances par rapport à l'opération militaire en cours en Ukraine.

Ce comportement peut paraître étrange. Parce que l'Ukraine est une menace pour tout le monde. Et parce que la Russie est la seule capable de nous sauver. Seul Moscou est en mesure de protéger les membres de l'OTSC contre les menaces extérieures et intérieures, et si la Russie bat de l'aile, toute la région plongera. Au mieux, les pays perdront leur souveraineté, au pire, ils (au moins l'Arménie et la Biélorussie) seront gommés de la carte. Sans parler du fait que les économies de tous les États (y compris le Kazakhstan, qui se considère comme un khanat pétrolier prospère) dépendent entièrement de la Russie.

Cependant, les élites locales suivent leur propre logique. Ces pays sont habitués à ce que Moscou donne constamment sans jamais rien demander.

Les États-Unis, grâce à l'Otan, contrôlent les États membres, leurs choix militaires et politiques. L'OTSC n'a pas cette discipline de bloc.

Ils sont convaincus que la Russie les protégera de toute façon, pour éviter de voir émerger des régimes hostiles à ses frontières. Ils pensent que l'assistance de la Russie n'attend pas de contrepartie, qu'ils peuvent profiter du parapluie militaire et économique russe tout en regardant vers l'Occident (Arménie, Kazakhstan), vers l'Iran et à la Chine (Tadjikistan), vers la Turquie (Kirghizistan et Kazakhstan), ou jouer le jeu de l'indépendance totale (Biélorussie). C'est bien cette notion d'"habitude" le nœud du problème. Car ils y ont été habitués par la politique exercée par la Russie dans l'espace postsoviétique durant des décennies.

Eh bien, cette époque est révolue. La diplomatie multivectorielle entre la Russie et ses ennemis n'a plus cours. La crise ukrainienne n'est que le premier des nombreux défis et bouleversements qui attendent la Russie et les autres États de l'espace postsoviétique. Il est temps de tirer un trait sur toute forme d'indulgence. Les pays de l'OTSC doivent décider s'ils feront bloc avec la Russie, devenant ainsi une forme d'anti-Otan, mettant leurs ressources au service de la politique étrangère russe et luttant ensemble contre toutes les menaces extérieures (des islamistes aux Américains), ou s'ils veulent se lancer en solo. Au risque de devenir un émirat islamique, une colonie polonaise ou un vilayet turc.

— **Guevory Mirzaïan**
Publié le 19 mai

Vu de
Chine

Pékin attend son heure

La nouvelle stratégie de l'Otan prend en compte, pour la première fois de manière explicite, la Chine. Un défi dont elle sortira vainqueur, écrit un site gouvernemental chinois, en s'appuyant sur les divisions de l'Alliance.

À l'issue de la réunion des ministres de la Défense des pays de l'Otan, tenue le 16 juin à Bruxelles, le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg, a indiqué lors d'une conférence de presse que, pour la première fois, la Chine serait englobée dans le "concept stratégique" dont les détails seront précisés lors du sommet qui aura lieu à la fin de juin, souligne le site officiel chinois **Huanqiu Wang**. La présence confirmée du Premier ministre japonais, Fumio Kishida, à Madrid a été remarquée par le site chinois.

Lorsque l'éventualité d'une inclusion a été évoquée au début du mois de mai, un chercheur en géopolitique de l'Asie-Pacifique s'est demandé sur le site shanghaien **Pengpai** si l'Otan n'opérait pas sa mutation "asiatique". Ling Yunzhi indiquait : "Cela voudrait dire que [...] l'Otan aurait commencé à pénétrer stratégiquement en Asie-Pacifique, avec l'intention d'user de sa force à la fois par l'intermédiaire de l'Europe et de l'Asie, pour prendre la Russie en tenailles." Un site d'études gouvernementales anticipait le 9 juin l'attitude que la Chine devrait adopter face au nouveau concept stratégique de l'Otan. Les États-Unis "veulent utiliser l'Otan pour unir les forces de ses alliés européens et asiatiques en soutien à leur prochain déferlement sur l'Asie-Pacifique, et se préparer à écraser la Chine", selon **Liaowang Zhiku**.

"À l'instigation des États-Unis, l'Otan a une conception de plus en plus négative de la Chine", soulignent les auteurs. L'Alliance atlantique devrait donc préconiser un "décrochage" de la dépendance vis-à-vis de la Chine et une lutte pour la maîtrise des ressources technologiques. Face à cela, la Chine doit compter sur "les contradictions entre les États-Unis et l'Europe, comme sur les contradictions internes à celle-ci, et rester impassible", préconise un expert. Pékin doit "saisir chaque réaction à l'hégémonie américain", et s'attacher "à unifier la majorité de la communauté internationale; ainsi, elle sera en mesure de défaire la menace de l'Otan et de sortir victorieuse de ce nouveau défi".

— **Courrier international**

NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le code QR



Ou sinon rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



8,50€*

Comment ça va les Français ?

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation? Qu'est-ce qui nous divise? La France racontée par la presse étrangère.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Les révolutions du genre

De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTQI à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



8,50€*

Best of 2021

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2022 port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :
<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

↳ Dessin de Luciano Lozano, Espagne.

“se rendre dans l'entreprise avant midi les jours où leur présence est requise”. Pour ce faire, ils peuvent prendre l'avion ou le [train à grande vitesse] Shinkansen, leurs frais de transport étant pris en charge par la société jusqu'à 150 000 yens par mois. Le nombre de fois où la présence sur place est requise est décidé service par service; environ 40 % d'entre eux ont choisi de travailler uniquement à distance. Kazunori Shibata, directeur du marketing, projette de quitter Tokyo pour s'installer dans la préfecture d'Aichi. Sa mère, âgée et malade, y vit seule dans la maison familiale. Il confie : “Jusqu'à présent, ma carrière m'a empêché de retourner dans ma région natale. Dès l'été, j'aimerais me rapprocher de ma mère pour lui apporter mon aide.”

Quand la semaine de quatre jours est “impossible”

La flexibilité du travail augmente certes, mais pas partout; dans de nombreux secteurs, les horaires ne peuvent pas être modifiés et les congés ne sont pas faciles à prendre.

En décembre 2021, Mynavi Tenshoku, un site qui propose notamment des offres d'emploi, a réalisé un sondage en ligne auprès de 800 employés à temps plein sur la possibilité ou non d'appliquer la semaine de quatre jours à leur poste actuel. Quelque 60 % des personnes interrogées ont répondu “impossible” ou “plutôt impossible”, parmi lesquelles une majorité de travailleurs appartenant aux secteurs du commerce de détail, des transports et des services à la personne. Plus de 60 % d'entre elles gagnaient moins de 4 millions de yens [30 000 euros] par an.

Dans les catégories de salaires annuels supérieurs à 8 millions de yens, les réponses “possible” et “impossible” étaient quasiment à parts égales. Le responsable de la rédaction de Mynavi Tenshoku suppose que “la semaine de quatre jours s'applique plus facilement aux personnes à hauts revenus,

qui exercent généralement des professions leur permettant d'adapter eux-mêmes leur charge de travail et leur façon de travailler”.

Les mêmes différences s'observent en matière de télétravail. Selon une enquête menée par l'institut de recherche Persol en février, le taux de mise en œuvre du télétravail était supérieur à 50 % dans les emplois liés à l'informatique, à la gestion de projets et au conseil, et inférieur à 5 % pour des métiers comme ouvrier du bâtiment, employé d'usine, aide à la personne, enseignant en maternelle et puéricultrice. Le pourcentage était également faible pour les professionnels de santé, avec seulement 5 % à 6 %.

Le commerce de détail est un autre secteur dans lequel il n'est pas facile d'assouplir les conditions de travail. “Les magasins sont au cœur du commerce de détail et l'affluence est la plus forte le week-end, quand la plupart des gens sont en congé”, explique un employé de supermarché. On observe toutefois une tendance au changement. Depuis l'année dernière, l'enseigne Summit incite ses employés à prendre deux fois sept jours de vacances par an, et plus de 80 % d'entre eux en ont profité. Un responsable indique : “Nous souhaitons réduire les heures de travail en veillant d'abord à ce que les salariés prennent bien tous leurs congés.”

D'autres commerces ont décidé de réduire leurs plages horaires. En septembre 2020, le grand magasin Tobu a raccourci les heures d'ouverture de ses succursales d'Ikebukuro et de Funabashi d'une heure à une heure et demie. [Les enseignes] Takashimaya et Daimaru Matsuzakaya ont également réduit les horaires de certains de leurs magasins, malgré la baisse du chiffre d'affaires qui en résulte. La décision a aussi été prise à la demande des fournisseurs, qui manquent de main-d'œuvre.

— Kanako Tanaka, Kenji Izawa, Yasuyuki Onaya et Emi Hirai
Publié le 7 mai

Les Britanniques testent la semaine de quatre jours

Depuis le 6 juin, 70 entreprises du Royaume-Uni ont réduit le temps de travail de leur personnel. Ce projet pilote durera six mois.

Travailler un jour de moins, et – a priori – mieux. Un essai d'une ampleur inédite est en marche au Royaume-Uni depuis le 6 juin : pendant six mois, quelque 3300 salariés ne travailleront que quatre jours par semaine, en conservant le même salaire.

Il s'agit d'une initiative pilote nationale “qui pourrait révolutionner la vie active au Royaume-Uni”, s'enthousiasme **The Telegraph**.

Les plus de 70 entreprises impliquées appartiennent à différents secteurs : “Établissements bancaires, informatique, commerces de détail et sociétés de recrutement”,

précise **The Financial Times**. Les salariés ne disposeront pas forcément d'un week-end de trois jours, plusieurs structures ayant indiqué proposer un système de shift permettant de bénéficier d'une pause durant la semaine, explique **The Times**.

L'expérience est évaluée par les universités britanniques de Cambridge et d'Oxford, ainsi que par le Boston College américain. L'objectif étant d'observer “les réactions des salariés à ce jour de congé en plus, en matière de stress et de surmenage, d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, mais aussi de santé, de sommeil, de consommation d'énergie et de voyages, parmi de nombreux autres facteurs”, explique au **Telegraph** Juliet Schor, à la tête de l'étude du Boston College.

Selon **The Times**, les organisateurs estiment qu'une semaine plus courte pourrait notamment

bénéficier aux femmes, qui occupent une majorité des emplois à temps partiel ou flexibles. Le projet pilote est aussi porté et analysé par un think tank nommé **Autonomy** et une organisation à but non lucratif militant pour la semaine de quatre jours, **The 4 Day Week UK Campaign**.

L'initiative est globalement bien perçue par la presse britannique. “Réduire le temps de travail, par une semaine de quatre jours ou une journée de travail plus courte, est un bon moyen pour une entreprise de concentrer le temps et l'énergie de ses employés, de les encourager

à mieux gérer leur temps en limitant les occasions d'en faire toujours plus, approuve **The New Statesman**. Les entreprises et l'économie ont tout à gagner avec la semaine de quatre jours.”

Il se trouve que “le lancement de cette expérience intervient après que des patrons ont protesté contre le travail flexible”, note le **Financial Times**. Le quotidien économique cite notamment la fuite d'un courriel écrit par le chef d'entreprise américain Elon Musk, diffusé début juin par l'agence de presse **Reuters**, qui demandait aux employés de Tesla d'être présent au bureau

Travailler un jour de moins pourrait contribuer à “la transition écologique de l'économie”.

“un minimum de quarante heures par semaine”.

Pourtant, travailler moins permettrait de produire plus. En 2019, l'entreprise Microsoft a réalisé une expérience similaire au Japon auprès de ses 2300 employés. Le résultat a été sans équivoque : “La productivité a augmenté de 40 %”, les salariés étant plus efficaces et “plus heureux”, expliquait alors le **Guardian**.

“La pandémie a vraiment changé la donne au sujet [de la semaine de quatre jours]”, affirme Ed Siegel, directeur exécutif de **Charity Bank**, qui participe au projet pilote. “Les confinements ont provoqué les plus grands changements des modes de travail depuis la révolution industrielle”, ajoute le **Times** dans un autre article.

“L'avènement du télétravail généralisé a eu de nombreux bienfaits, mais il a aussi entraîné une hausse de 13 % des réunions et un allongement de 8,2 % de la journée de travail”, nuance de son côté le **New Statesman**, avant de préciser que le Royaume-Uni souffre le plus de “l'énigme de la productivité” au sein du G7. “La croissance de la productivité (la hausse de la production de biens et services par heure travaillée) a ralenti dans tous les pays industrialisés depuis la crise financière mondiale de 2008, mais la tendance est particulièrement mauvaise au Royaume-Uni”, constate le magazine.

Et pour ce qui concerne le climat, travailler un jour de moins pourrait contribuer à “la transition écologique de l'économie”, selon une étude publiée en 2019, justement par le think tank **Autonomy**. “Si la viabilité écologique exige une baisse globale de la consommation matérielle, indiquaient alors les auteurs, cités par **The Independent**, une hausse radicale du temps de loisirs, et ainsi une hausse de la ‘richesse comptée en temps’, serait moins un luxe qu'une urgence.”

— **Courrier international**



Revue de presse

SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **Courrier international** À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

ENVIRONNEMENT



Les tortues, sentinelles des mers malgré elles

Pollution. En Afrique du Sud, les responsables d'un aquarium constatent que de plus en plus de tortues recueillies excrètent du plastique. Un indicateur de la santé dégradée de nos océans.



IKON IMAGES

—Mail & Guardian
Johannesburg

Au cours des six dernières semaines [de mars et avril], 47 des 124 bébés tortues de mer recueillies par le Two Oceans Aquarium du Cap [en Afrique du Sud] ont excrété du plastique. C'est un signe inquiétant pour la santé de nos océans, déplore Talitha Noble, responsable de la conservation à la Fondation pour l'éducation de l'aquarium, qui dirige l'accueil, la réhabilitation et le relâchement dans la nature des tortues. Les jeunes pensionnaires – 121 caouannes et trois tortues luths – ont excrété 218 morceaux

de plastique qu'ils avaient pris pour de la nourriture.

“La plus grande quantité, 22 morceaux, a été évacuée par la tortue n°19, précise Talitha Noble. On n'en est qu'au début de la saison donc [ce chiffre de 47] est loin d'être définitif. Nous recevons encore beaucoup de tortues en mai et en juin, et comme elles ont un système digestif lent, il faut souvent longtemps pour que le plastique sorte... Malheureusement, nous trouvons aussi souvent du plastique lors de l'autopsie de celles qui meurent. Nous avons une dizaine de jeunes tortues que nous n'avons pas encore autopsiées, et il est très probable qu'on trouvera aussi du plastique dans nombre d'entre elles.”

Les tortues naissent sur la côte nord du Kwazulu-Natal [province côtière de l'est du pays] et entrent dans le courant des Aiguilles, qui descend le long de la côte. “Elles sont petites et le courant est chaud et rapide, donc elles se laissent porter. Quand le courant atteint la côte sud, il ralentit; les jeunes tortues en sont éjectées et se retrouvent dans nos eaux, qui sont plus fraîches. Elles subissent alors un choc thermique”, raconte Talitha Noble, qui ajoute : “De plus, à ce moment-là, elles sont souvent blessées, elles sont déshydratées et elles ont mangé ce qui flottait avec elles, c'est là qu'intervient le plastique.”

Elle poursuit encore : “Il y a une énorme quantité de microplastique qui flotte autour d'elles et c'est

“La plupart du temps, le morceau étant gros et dur, il provoque une perforation de l'intestin.”

Talitha Noble,
RESPONSABLE À L'AQUARIUM

un énorme problème pour elles. Normalement, à ce moment de leur vie, elles devraient trouver un lit flottant d'algues ou un tronc d'arbre et elles mangeraient les choses qui se trouvent à proximité... Mais il se trouve que c'est du plastique.”

Les tempêtes hivernales et les vents de mer poussent les jeunes tortues sur la plage “et c'est là que notre réseau de sauvetage intervient”.

Les tortues sont opportunistes en matière d'alimentation, et même si elles “mangent pratiquement n'importe quoi”, les échantillons et les analyses de leurs selles montrent que les bébés tortues ont une préférence pour les morceaux de plastique blancs et bleus, qu'elles prennent peut-être pour des mouches bleues et des mères.

Ces microplastiques font en général de 1 à 3 ou 4 millimètres de long. “L'intestin de ces animaux fait 2 millimètres [de diamètre]. Ce sont donc de très gros morceaux de plastique, relève la spécialiste. Certains sont ronds, certains sont mous, d'autres durs.”

L'année dernière, 75 % des bébés tortues recueillis par l'aquarium ont excrété plus de 500 morceaux de plastique. Il y a six ans que Talitha Noble travaille à la réhabilitation des tortues à l'aquarium

et elle a constaté comme ses collègues que celles qui excrètent du plastique sont de plus en plus nombreuses depuis deux ou trois ans. “C'est une augmentation spectaculaire”, déplore-t-elle.

L'ingestion de plastique est néfaste aux jeunes tortues à plusieurs égards. “Dans le meilleur des cas, la tortue le consomme, elle se sent un peu gavée, elle l'évacue et mange quelque chose qui est bon pour elle. Mais la plupart du temps, comme le morceau est gros et dur, il provoque une perforation de l'intestin et du cloaque, ce qui cause d'autres problèmes. On a donc une tortue déjà immunodéprimée qui doit maintenant se battre contre une infection et qui est trop faible pour cela. C'est souvent un gros problème.”

Le plastique peut provoquer un blocage dans la gorge, l'estomac, l'intestin et donner à l'animal “une fausse impression” de satiété.

“Il y a une chose qu'on n'a pas encore étudiée et qui serait très intéressante : est-ce que les composants chimiques du plastique passent dans le corps ?”

Bob la tortue verte, l'un des pensionnaires les plus célèbres de l'aquarium, sera peut-être relâchée dans le courant de l'année prochaine, confie Talitha Noble. Il avait été amené à l'aquarium en novembre 2014 après avoir été découvert échoué sur des rochers dans la réserve naturelle De Hoop [dans la province du Cap-Ouest].

Méningite. Il avait sous la carapace des blessures qui s'étaient infectées et avaient provoqué une méningite. Il était devenu aveugle et avait subi des lésions au cerveau. Trois mois après son arrivée, Bob a déféqué un tas de plastique : des morceaux de ballon avec la ficelle encore attachée, du ruban et des sacs noirs qu'il avait pris pour de la nourriture quand il était dans l'océan. “On discute des moyens de le relâcher et de ce qui serait le mieux pour lui, explique Talitha Noble. On a quelqu'un qui a fait une course incroyable pour récolter des fonds afin de payer la bague qu'il va porter. Sa réhabilitation et son enrichissement [apport de stimuli pour améliorer le bien-être des animaux en captivité] ont vraiment bien progressé au cours de l'année passée et il se comporte davantage comme une tortue, il est un peu plus sauvage, il explore un peu plus. On est vraiment confiants quant à sa libération.”

Les jeunes tortues séjournent en moyenne de six à neuf mois à l'aquarium – au coût d'environ 8 000 rands [480 euros] chacune. Mais tous les patients sont différents, explique Talitha Noble. “On a eu une petite tortue qui est restée chez nous plus de deux ans avec toute une série de problèmes, et des tortues comme Bob, qui est chez nous depuis 2014. Ce qui est excitant, c'est quand on progresse, quand on se dirige vers la remise en liberté, c'est très motivant pour nous.”

Messageur. Les gens sont déconnectés du rôle vital des océans et n'ont pas conscience que “ce que nous faisons sur terre a un effet sur les océans”, ajoute-t-elle. “Nous ne comprenons pas que jeter des déchets sur la terre ferme, ce n'est pas juste semer des déchets sur la terre ferme, ils vont se retrouver dans l'océan. Nos plastiques à usage unique, même si on essaie de les utiliser de façon responsable, ils finiront dans l'océan. Ce qui est stupéfiant avec les tortues, c'est qu'elles sont des indicateurs de la santé des océans. Comme elles se laissent porter dans ce courant, qui est loin des yeux loin du cœur pour nous, elles arrivent ici et elles ont du plastique dans le ventre. C'est un message et ça nous donne une indication très claire de la santé des océans.”

Ces petits animaux transmettent “malheureusement ce message à leur détriment. Mais il faut que nous l'écoutions et que nous en tirions les leçons. Il faut que nous reconnaissons que nous sommes liés à la mer et que notre comportement a des effets sur elle – et il faut que nous en changions”.

—Sheree Bega
Publié le 3 mai

SOURCE



MAIL & GUARDIAN

Johannesburg, Afrique du Sud
Hebdomadaire, 30 000 ex.
mg.co.za

Fondé en 1985, sous le nom de Weekly Mail, le titre a été banni trois ans plus tard par le régime de l'apartheid en raison de ses critiques contre les autorités. Il a été remis à flot en 1993 par le Guardian de Londres. Après avoir été racheté en 2002 par le patron de presse zimbabwéen Trevor Ncube, il a été cédé en 2017 à un fonds d'investissement spécialisé dans les médias, basé à New York.



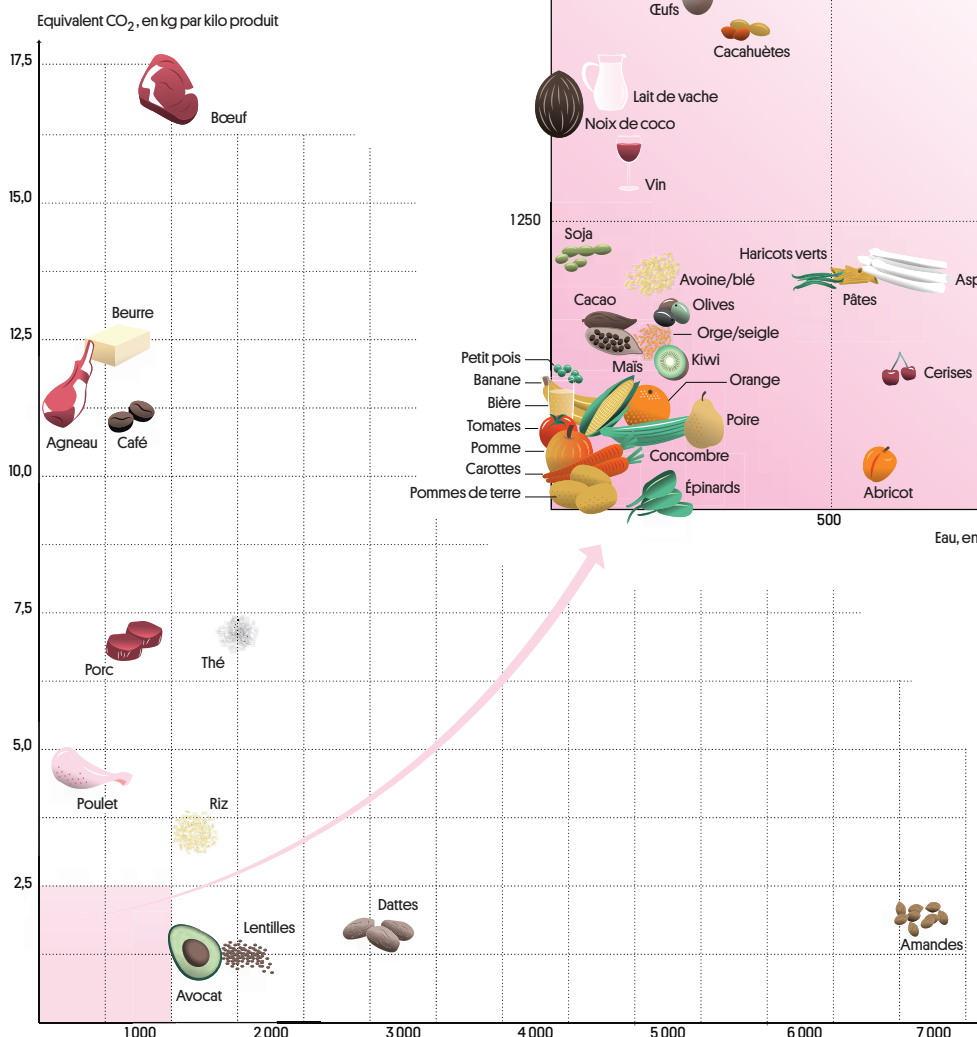
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement.

Mon assiette est-elle durable ?

Vache, cerises, vin, amandes... Tous les aliments n'ont pas le même impact sur l'environnement.

Gaz à effet de serre

Environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre mondiales sont issues de la production agroalimentaire. Cette infographie tient compte des émissions liées aux engrais et aux cultures, mais aussi à la transformation, au conditionnement et à la distribution des produits jusque sur les lieux de vente.



Pommes baladeuses

La majeure partie des émissions de CO₂ liées à la production de fruits provient généralement du transport. Pour la quantité d'eau utilisée, c'est le climat, notamment le niveau de précipitations du pays d'origine, qui fait toute la différence.



Riz ou amande ?

Le bilan carbone du lait de vache n'est pas bon, puisqu'il s'agit d'un produit d'origine animale. C'est l'une des raisons qui poussent les végétariens, mais pas seulement, à chercher des substituts végétaux. Mais tous ne se valent pas.

Pour 100 ml	CO ₂ (kg)	Eau (litres)
Lait de vache	1,80	108
Lait de riz	0,60	116
Lait de soja	0,60	6
Lait d'amande	0,47	683
Lait d'avoine	0,25	19

Les frites assassinent la planète

La transformation des aliments peut alourdir de manière significative leur empreinte sur le climat. Les machines requièrent en effet de l'énergie, et le processus génère des trajets supplémentaires.

Quelques exemples :

Pour 100 g	CO ₂ (kg)
Pommes de terre	0,36
Frites surgelées	5,7
Fruits frais	0,15
Fruits surgelés	0,42
Fruits en conserve	0,5

L'eau invisible

La production de nos aliments exige de l'eau pour diverses raisons, et toutes ne sont pas évidentes au premier abord. Dans le cas de la viande, par exemple, il ne faut pas oublier l'eau nécessaire pour cultiver l'alimentation du bétail et abreuver les troupeaux, ni celle qui servira au nettoyage des infrastructures. Et les conséquences ne sont pas les mêmes selon que cette eau vient du ciel ou est puisée dans la terre.

Sources : Eaternity, codecheck.info, Institut Unesco-IHE pour l'éducation relative à l'eau, Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire allemand (BMU), université Carnegie Mellon (Pennsylvanie), Institut pour la recherche sur l'énergie et l'environnement de Heidelberg, estimations personnelles

Eau, hors apport naturel par les précipitations ou le sol, en litres par kilo produit



DIE ZEIT. L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci, parue dans l'édition du 2 juin, montre l'empreinte environnementale de plusieurs aliments que nous consommons régulièrement, en prenant en compte les émissions

de CO₂ - principal gaz à effet de serre -, mais aussi la quantité d'eau nécessaire à leur production. Cette visualisation permet de constater que la production d'un kilo de viande de bœuf nécessite 1 000 litres d'eau et émet près de 17,5 kg d'équivalent CO₂.

360

MAGAZINE

“Ovni” en détresse en Bulgarie • Architecture ... 46

BTS : ce n'est qu'un au revoir • Musique ... 48

Aux origines de la Genèse • Histoire ... 50

Notre arrogance nous mène-t-elle à notre perte ?

Poussée par le désir de conquête, de pouvoir et d'accumulation, notre espèce semble sur le point de détruire la planète. Pourra-t-elle, sans faire appel à son penchant pour la démesure, esquisser une solution à la hauteur des enjeux ? — *Die Zeit* [extraits] Hambourg

Sans hubris, rien n'est possible”, s'écrie le jeune rebelle, indigné. Il prend exemple sur Prométhée, héros de la mythologie grecque qui a osé voler le feu aux dieux de l'Olympe pour l'offrir aux hommes. Ce rebelle s'appelle Johann Wolfgang von Goethe. “*Je ne connais rien sous le soleil de plus pauvre que vous autres dieux ! Vous nourrissez misérablement votre majesté d'offrandes et d'encens*”, écrit-il dans *Prométhée*, son poème révolutionnaire composé entre 1772 et 1774, alors qu'il n'a pas encore 30 ans. Goethe déteste les souverains autoritaires et les curetons sinistres. Si pour les dieux Prométhée a succombé à la folie des grandeurs, pour Goethe son acte est une preuve de liberté.

Cinquante plus tard, dans *Faust II*, Goethe propose une vision bien différente. Prométhée n'est plus érigé en héros. La liberté ? Elle mène à la mégalomanie. Le progrès ? Il dégénère en contrainte. La maîtrise de la nature ?

Elle détruit la Terre. “*Les hardis serviteurs de maîtres sages creusèrent des fossés, élevèrent des digues, refoulèrent les droits de la mer pour devenir souverains à sa place.*” Ce ne sont plus les dieux qui réclament des offrandes, conclut Goethe dans un génial retournement de situation. Désormais, c'est le progrès lui-même, la modernité prométhéenne qui exige des sacrifices. Et l'horizon est déjà en flammes.

L'hubris est sans doute l'une des thématiques préférées des hommes. Presque toutes les histoires qu'ils se transmettent contiennent des mises en garde contre la démesure, la transgression, l'orgueil et la prétention. Dans l'Antiquité, l'hubris était toujours le signe annonciateur du naufrage. “*Il faut éteindre la démesure plus encore que l'incendie*”, conseillait Héraclite.

Les parallèles avec notre époque sont évidents, entre les dirigeants internationaux aux délires génocidaires d'un autre temps, les m'as-tu-vu armés de missiles nucléaires, les néonationalistes qui s'amusent à réduire en cendres les forêts équatoriales, les autocrates qui exercent un contrôle numérique total sur leur population et les milliardaires de la tech frappés de mégalomanie. Sans parler de l'humanité elle-même, qui semble – comble de la folie – vouloir mettre en péril sa capacité à vivre sur Terre.



SOURCE



DIE ZEIT
 Hambourg, Allemagne
 Hebdomadaire, 610 576 ex.
 zeit.de
 C'est la publication allemande de référence. Pointu et exigeant, cet hebdomadaire se distingue

aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Créé en 1946, il appartient au groupe Holtzbrinck. Le texte que nous vous proposons ici a fait la une de l'édition du 25 mai, sous le titre "Quand l'homme joue à Dieu".

↓ Illustrations d'Ale+Ale, Italie.



Que ce soit dans la mythologie ou les Saintes Écritures, les récits sur la démesure de l'homme s'appuient sur la même trame : un personnage transgresse – volontairement ou par inadvertance – une règle, tantôt écrite, tantôt tacite. Icare parvient à s'échapper du labyrinthe crétois dont il est prisonnier grâce aux ailes construites par son père. Mais, grisé par son envol, il s'approche trop près du soleil et chute dans la mer. Autre exemple d'hubris qui tourne mal : la tour biblique de Babel, bâtie avec la volonté d'égaliser Dieu. D'après l'Ancien Testament, c'est même l'histoire de l'humanité tout entière qui commence par une transgression, celle de la règle divine [qui interdit de manger le fruit défendu] dans le jardin d'Éden.

Les mises en garde contre l'excès d'orgueil paraissent souvent autoritaires, et le jeune Goethe avait très bien compris pourquoi. Elles servent à contenir le peuple. Quand on ne peut pas défier les dieux, on ose d'autant moins s'attaquer aux puissants sur Terre. Les rois et le clergé dénonçaient l'hubris, car ils craignaient la liberté du peuple.

L'hubris n'est pas un mythe. Elle fait même partie de l'essence même de l'espèce humaine. Lorsqu'en 1912 le *Titanic* sombre après une collision avec un iceberg, ce

“Il faut éteindre la démesure plus encore que l'incendie.”

Héraclite,
 PHILOSOPHE GREC

nafrage devient le symbole de l'arrogance technologique de l'époque. Le navire était en effet réputé insubmersible.

Cette catastrophe semble d'ailleurs n'être que le prélude au malheur et, deux ans plus tard, les Européens déclenchent la Première Guerre mondiale. Après avoir imposé par la force des armes la culture chrétienne et assassiné des millions de personnes dans leurs anciennes colonies, les nations européennes n'ont plus qu'une seule ambition : s'exterminer mutuellement. Cet épisode marque le début du siècle le plus sombre de l'histoire de l'humanité, Staline ravage l'Union soviétique tandis qu'en Allemagne Hitler déclenche la Seconde Guerre mondiale et extermine les Juifs d'Europe.

En 1989, le monde entier espère que la guerre et les massacres appartiennent désormais au passé. Le mur séparant les deux blocs s'est effondré, la menace nucléaire a pris fin, et le communisme despotique semble avoir disparu pour toujours. Le triomphe de la liberté doit marquer le début d'une période de paix et de respect des droits, dernière étape dans l'autocivilisation de l'humanité. Une époque non pas dénuée de conflits, mais libérée de la barbarie et de l'assujettissement. Une époque dans laquelle

le droit international ne serait plus jamais piétiné et qui serait, surtout, délivrée du mal du siècle : le nationalisme.

Mais l'idée d'un monde formé de démocraties pacifiques n'est qu'un mythe occidental, peut-être même un exemple d'hubris. Le rideau de fer est à peine tombé que des combats d'un autre temps déchirent déjà les Balkans. La ville de Srebrenica et le Rwanda sont décimés par des génocides, le terrorisme islamiste se déchaîne et les attentats du 11 septembre 2001 font près de 3 000 morts. Les États-Unis commettent ensuite une erreur monumentale en envahissant l'Irak : ils enfreignent le droit international, torturent leurs prisonniers et tuent un nombre apparemment sans précédent de civils – d'après les investigations du *New York Times*. En Syrie, Vladimir Poutine aide le régime de Bachar El-Assad à massacrer la population. En Chine, le président Xi Jinping instaure un vaste système de contrôle numérique de la population. Aux États-Unis, "berceau de la démocratie moderne", Donald Trump, candidat antisystème, est élu président. Tous ces événements annoncent le retour de l'hubris.

Et, comme si cela ne suffisait pas, Vladimir Poutine a attaqué l'Ukraine, un "pays frère", comme s'il s'agissait là de son droit naturel, celui du plus fort. Le concept d'hubris ne suffit pas à décrire le délire monumental dans lequel est plongé le maître du Kremlin, et tous ceux qui gardaient une once d'optimisme ont vite déchanté : les États ont beau coopérer et être profondément interdépendants, l'hubris et ses conséquences meurtrières n'appartiennent pas au passé. Aucune disposition du droit international ne suffit à empêcher un tyran de passer à l'acte.

Il est vrai que l'attaque de l'Ukraine a donné un nouvel élan à l'identité occidentale, et que le despotisme russe

L'homme verse dans l'excès parce qu'il en a la possibilité.

pourrait ressusciter le besoin universel de liberté. Mais la tyrannie de Poutine risque aussi d'aveugler les autres États sur leur propre hubris. Quelque chose ne tourne pas rond, et pas seulement en surface. Dans son livre *Hybris* [inédit en français], le spécialiste des sciences sociales Meinhard Miegel s'indigne contre ceux qui croient que tout leur est dû, contre l'envie irrépressible de faire toujours plus, et contre l'égoïsme des élites politiques et économiques. Il se dit révolté par l'ivresse du pouvoir, le triomphalisme, les individus que l'on place sur un piédestal et les monarques absolus. C'est la preuve, selon lui, que les hommes ont perdu le sens de la mesure et de la nuance.

Rien d'étonnant, donc, à ce que les derniers exemples en date de mégalomanie nous viennent des États-Unis. Larry Page – le cofondateur de Google –, par exemple, se prend pour Dieu et investit dans la recherche avec l'espoir de rendre l'homme immortel. Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, a concrétisé ses idées ultralibérales sur la liberté d'expression et déposé une offre à 44 milliards de dollars pour racheter Twitter. Peter Thiel [le créateur de PayPal] souhaiterait transformer radicalement les États-Unis pour atteindre son idéal : réduire au maximum le pouvoir de l'État fédéral et libérer la société de son plus

grand mal, le wokisme. Il s'apprête à soutenir financièrement Donald Trump pour le propulser vers un second mandat. "Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles", écrivait-il dans un essai en 2019.

L'hubris pousse également aux extrêmes dans le secteur financier. Les cadres du secteur ont très souvent tendance à se surestimer, et c'est le reste de la société qui paie cette arrogance au prix fort. Et plus l'aura des dirigeants est puissante, plus les conséquences s'annoncent dramatiques. Impossible d'oublier Richard Fuld, l'ex-PDG de Lehman Brothers, qui a provoqué la plus grande faillite de l'histoire de la finance américaine et a désormais d'innombrables vies sur la conscience. En 2008, alors que le monde de la finance était au bord du gouffre, il continuait de se comporter en mâle alpha, affirmant notamment sa volonté d'arracher le cœur encore palpitant de ses adversaires pour le dévorer avant qu'ils ne meurent. Son ego, gonflé par un salaire annuel de 80 millions de dollars, se délectait de ce genre de phrases.

Malheureusement, la personnalité n'explique pas tout. Les capitalistes acharnés comme Fuld agissent en effet dans le cadre juridique que leur octroient les responsables politiques. L'hubris capitaliste ne se résume pas à l'accumulation de voitures de course et de yachts ultraluxueux équipés d'héliports comme ceux des oligarques. Elle repose aussi sur la certitude que les milliardaires – sortes de seigneurs des temps modernes – sont au-dessus des lois et disposent de la complicité tacite des responsables politiques. Sans un terrain favorable dans la société, la criminalité en col blanc n'existerait pas. Cela se vérifie dans l'industrie automobile, dont les crimes les plus graves ont été minimisés sous l'euphémisme "dieselgate". Pendant des années, les responsables du secteur ont joui d'un sentiment d'impunité parce que leurs entreprises étaient les vaches à lait de la nation. Qu'aurait-il bien pu leur arriver ?

Les histoires terrifiantes sur l'hubris humaine ont toujours été légion, et nous confrontent à une énigme : pourquoi des êtres doués de raison agissent-ils ainsi ? Les coupables ne sont pas nécessairement des monstres, l'hubris naît de situations spécifiques, elle est plus liée aux circonstances qu'à la nature profonde de l'homme. Il lui faut un déclencheur : l'excitation, une curiosité spontanée ou bien un manque de délicatesse. Voler plus haut, dérober le feu, construire des tours, piétiner les frontières... L'homme verse dans l'excès parce qu'il en a la possibilité. D'après le Coran, l'hubris ne naît pas d'une volonté de l'homme mais de son incapacité à résister aux sirènes du pouvoir. L'hubris est à la fois dans l'humain et dans la société, dans les actes et dans la structure.

Les philosophes Theodor W. Adorno et Max Horkheimer étaient convaincus que les mythes grecs prédisaient l'élément destructeur de la civilisation, sa violence intrinsèque. Les hommes traitent la nature comme un objet – et leur propre espèce également. Ils ont une prédisposition pour la tromperie, le calcul et l'exploitation. "De tout temps, l'Aufklärung, au sens plus large de pensée en progrès, a eu pour but de libérer les hommes de la peur et de les rendre souverains. Mais la Terre, entièrement 'éclairée' [par l'esprit des Lumières], resplendit sous le signe des calamités triomphant partout", écrivaient les deux philosophes.

Adorno et Horkheimer ont achevé leur *Dialectique de la raison* en 1944, aux heures les plus sombres de l'Europe, guidés par le désespoir. Le paléogénéticien Johannes Krause



ALE-PALE, ITALIE

et le journaliste scientifique Thomas Trappe parviennent à une conclusion tout aussi sombre dans leur ouvrage paru en 2011, *Hybris. Die Reise der Menschheit zwischen Aufbruch und Scheitern* ["Hubris, le voyage de l'homme entre échec et renouveau", inédit en français], et cette convergence d'opinions donne à réfléchir. Johannes Krause étudie les traces génétiques laissées par nos ancêtres lorsqu'ils sont partis à la découverte du monde. La soif de conquête de notre espèce était vertigineuse : nos ancêtres sont allés jusqu'à la Terre de Feu avec des moyens dérisoires, ils ont découvert l'Océanie embarqués sur des coquilles de noix. Après avoir fait le tour du globe, ils avaient atteint leur objectif. Ils ont alors commencé à se découvrir eux-mêmes.

Cette conquête du monde a été grandiose et monstrueuse à la fois, analysent Krause et Trappe. Sur chaque parcelle de terre où il a posé le pied, l'homme a exterminé la faune et détruit tout ce qui se trouvait sur son passage. Les premiers hommes traînaient déjà dans leur sillage une aura de dévastation. Dans les premiers temps, cela restait supportable, il leur suffisait de continuer leur route pour fuir leurs propres ravages. Les présents de



outrance organisée. La société moderne est soumise à une pulsion terrible, elle est comme envoûtée. Elle ne peut s'empêcher d'attribuer une valeur à chaque chose, déplore Heidegger, et la nature elle-même est réduite au statut de simple marchandise dans le cycle commercial. Quand l'homme va dans la forêt, il ne voit rien d'autre que du bois de chauffage, résumait le grand poète Léon Tolstoï.

Il n'avait pas tort. Sans les dons de Mère Nature, la machine capitaliste se retrouverait à l'arrêt, et les profits fondraient comme neige au soleil. Mais les ultrariches ont déjà pris leurs précautions dans l'hypothèse où la planète viendrait à s'embraser, et les océans à déborder, à cause des excès de l'homme. Les élites californiennes de la tech ont déjà prévu leur exode : elles se préparent à embarquer dans les fusées qu'elles auront construites pour quitter la planète qu'elles ont contribué à détruire, sortes de Prométhée modernes en exil intergalactique – vers Mars, peut-être.

Les auteurs de l'Antiquité faisaient preuve d'une imagination débordante pour décrire les dérives de l'hubris humaine. Mais il y a une hypothèse – terrible – qu'ils n'auraient pu imaginer : et si l'homme devenait un jour capable d'altérer la structure de la Terre au point que personne ne puisse plus déterminer si un cyclone est "naturel" ou provoqué par la main de l'homme ? L'homme est devenu un acteur géophysique et il est désormais capable de transformer totalement, et de façon redoutable, le système climatique, met en garde Dipesh Chakrabarty, chercheur spécialiste des civilisations, dans son dernier livre *The Climate of History in a Planetary Age* ["Le climat de l'histoire dans une ère internationale", inédit en français].

Le véritable progrès commence là où s'arrête celui qui détruit la nature.

Mère Nature semblaient infinis et inépuisables. Mais aujourd'hui la fuite n'est plus possible, nous touchons à la fin : "Le XX^e siècle a transformé Homo sapiens en Homo hubris [...]. Maintenant qu'il est arrivé aux limites de la planète, sa capacité d'évolution ne lui est plus d'aucun secours."

On pourrait peut-être résumer les choses ainsi : l'espèce humaine, qui s'enorgueillit tant de son intelligence, n'est pas assez brillante pour faire face à son propre esprit. L'homme est apparemment incapable de saisir pleinement l'ampleur de ce qu'il peut provoquer. "Nous nous considérons comme des êtres omniscients et tout-puissants, mais nous nous retrouvons quasiment paralysés lorsqu'il s'agit d'échapper à nos pulsions autodestructrices, qui semblent désespérément indissociables de notre ADN. Ce mécanisme nous pousse à coloniser, à consommer toujours plus et à exploiter les ressources qui nous entourent jusqu'à épuisement."

Évidemment, Adorno et Horkheimer n'auraient pas parlé de dysfonctionnement génétique, mais eux aussi évoquaient l'incapacité des hommes à se défaire de la violence naturelle de leurs ancêtres – à fortiori dans les sociétés industrialisées. L'hubris est une caractéristique structurelle de ces sociétés, qui sont insatiables "par nature" et produisent, fabriquent, consomment sans répit dans une

"Dans le calendrier philosophique, Prométhée occupe le premier rang parmi les saints et les martyrs", écrivait Karl Marx. C'est grâce à lui que les premières civilisations se sont développées, pourtant, l'acte de Prométhée met désormais en péril tous les fondements de la vie. Avec le réchauffement climatique, les dangers de l'hubris – contre lesquels mettaient en garde les auteurs de l'Antiquité – sont devenus une réalité. La révolte contre les dieux était autrefois légitime, car le feu a sorti les hommes de la misère. Mais à force de brûler sans aucune retenue les trésors fossiles de la planète, l'humanité s'est enfoncée dans le sacrilège. Aujourd'hui, elle subit des conditions météorologiques extrêmes aux conséquences meurtrières, des vagues de chaleur, la désertification, la destruction des sols, des incendies dévastateurs, la sécheresse et des crues d'une ampleur biblique. Nous en ressentons tous les effets, dans nos propres corps.

Pourquoi un tel choc dystopique ? Pourquoi refusons-nous d'admettre que la Terre va changer de visage d'ici quelques années ? Que les forêts amazoniennes pourraient se transformer en savane et que des régions entières pourraient être dévastées ? Parce que l'humanité est soudain confrontée à sa propre finitude. La planète nous pose un

ultimatum, et nous découvrons que le temps n'est pas infini. Si la Terre décide de ne plus jouer le jeu, alors les récits des progrès humains perdront tous leurs fondements. Pour les philosophes des Lumières, la nature n'est jamais froide ni indifférente. Au contraire, ils la considéraient comme une alliée de l'humanité, qui soutenait les hommes dans leur quête de liberté, tandis qu'ils tentaient de s'affranchir de l'extrême misère et de l'injustice révolutionnaire qui les accablaient.

Mais la crise climatique a bouleversé cette vision. Il est aujourd'hui évident que l'usage excessif – et à mauvais escient – de la liberté mène à la servitude, car chaque action se retrouve dès lors soumise à une même obligation : éviter la catastrophe. Alors, qu'est-ce que le progrès ? Le véritable progrès commence là où s'achève celui d'antan, celui qui détruit la nature. Et qu'est-ce que l'espoir ? C'est de voir nos enfants et nos petits-enfants réussir à éliminer les déchets de leurs glorieux ancêtres et à créer un mode de vie équitable, qui mettra fin à l'exploitation effrénée de la planète. L'homme n'est pas fait pour voler, pourtant, des millions d'individus prennent l'avion chaque jour. Nous avons réussi à dépasser les limites que nous a fixées la nature. Peut-être réussirons-nous à nous en sortir.

Toutefois, même les plus optimistes savent que le sort de l'humanité se décidera dans les décennies à venir. Nous devons sortir de l'ère prométhéenne du feu et surmonter l'hubris structurelle de la société. S'ils veulent restaurer les capacités de régénération de la nature, les riches États occidentaux doivent apprendre à se satisfaire d'une croissance plus faible et à brider leurs élans souverainistes. On ne devrait pas laisser [le président brésilien] Jair Bolsonaro, par exemple, brûler les forêts équatoriales d'Amazonie comme bon lui semble.

La communauté internationale devrait aussi s'inspirer de l'exemple du fleuve Whanganui, en Nouvelle-Zélande [qui dispose désormais d'une personnalité juridique], et accorder des droits à la nature. Les rivières, les forêts, les tourbières jouiraient alors de droits propres, qu'ils pourraient faire valoir devant la justice – par l'intermédiaire d'ONG et d'avocats – face à d'éventuels destructeurs. Mais pour que tous ces projets puissent voir le jour, les États doivent agir de concert. Or "l'humanité" n'est pas une personne autonome. C'est une réalité abstraite.

Le bilan est bien amer. L'humanité, qui n'existe pas vraiment, devrait accomplir ce dont elle se révèle en fait incapable : coopérer le plus largement possible avant qu'il ne soit trop tard. Depuis que Poutine a déclaré la guerre à l'Ukraine, la communauté internationale est tiraillée par des divisions absurdes, les seuls motifs d'alliance entre États sont d'immuables rivalités communes. Dans ces conditions, l'hypothèse d'une lutte unanime contre les changements climatiques semble parfaitement illusoire.

Il reste toutefois un dénominateur commun : l'urgence climatique nous concerne tous. Jusqu'à présent, c'est toujours l'homme qui avait soumis la nature, mais la dynamique s'est inversée. Aujourd'hui, c'est la nature qui force les États à agir – un retournement de situation inattendu. La nature a surchauffé, elle a été surexploitée, transformée en poubelle et violente, et voilà que c'est elle qui éduque aujourd'hui la société.

"L'homme doit [...] procéder comme s'il avait la charge de tout", écrivait Kant. Il doit tenter l'impossible pour empêcher l'impensable. Goethe avait vu juste : sans hubris, rien n'est possible.

— Thomas Assheuer
Publié le 28 mai

culture. 



En Bulgarie, un “ovni” en détresse

Perché au sommet d'une montagne, ce monument à la gloire du Parti communiste tombe en ruine. Architectes, historiens et autorités s'interrogent sur le sort à réserver à ce symbole d'un passé honni.

—The New York Times *New York*

Comme la plupart des Bulgares de sa génération, la jeune architecte Dora Ivanova ne savait pas grand-chose du passé communiste de son pays et ne s'y intéressait pas vraiment. Jusqu'au jour où, pendant ses études d'architecture en Allemagne, quelqu'un lui a demandé ce que devenait “le gros ovni de Bulgarie”.

C'est ainsi qu'elle a appris qu'il existait quelque part un “édifice très étrange” juché au sommet d'une montagne, mais elle n'avait “aucune idée de ce dont il s'agissait”. Sa curiosité éveillée, elle a déniché une photo de cet énorme ouvrage en béton, structure insolite bâtie en hommage au Parti communiste bulgare et désormais en partie effondrée après des années d'oubli.

“Ça a été un véritable coup de foudre, raconte la jeune architecte de 31 ans. Dès que j'ai vu cette photo, j'ai su que je devais absolument faire quelque chose.” Elle a aussitôt renoncé à sa carrière d'architecte commerciale et, depuis dix ans, consacre toute son énergie à sauver de la ruine l'une des bâtisses les plus déconcertantes du monde – un chef-d'œuvre d'architecture brutaliste qui, par ses dimensions pharaoniques, dégage tout à la fois une

sinistre aura et une beauté singulière. Posée au sommet d'une montagne du centre de la Bulgarie, elle ressemble à une soucoupe volante qui aurait échoué là, flanquée d'une tour de béton de 70 mètres, qui, à l'époque de sa construction, revendiquait la plus grande et la plus haute étoile rouge lumineuse du monde, mais dont les feux ont cessé de briller depuis des décennies.

Nikifor Haralampiev, conservateur de l'Académie bulgare des beaux-arts, qui travaille avec Dora Ivanova, ne craint pas de qualifier le monument de “chapelle Sixtine du socialisme”. Debout parmi les décombres du grand auditorium, sous un dôme orné du fameux slogan “Travailleurs de tous les pays, unissez-vous”, il ajoute : “Je n'irais pas jusqu'à comparer la qualité du travail artistique mais, dans le principe, l'idée était la même” : la glorification d'une idéologie toute-puissante.

Le bâtiment ayant en premier lieu été conçu comme un temple dédié au communisme triomphant, Dora Ivanova, qui dirige la Fondation du projet Bouzloudja, a dû se battre pour financer son entreprise de sauvegarde, mais s'est également trouvée aux prises avec une question épineuse : comment aborder un passé honni et, à bien des égards, peu reluisant ?

ARCHITECTURE

← L'ancienne maison du Parti communiste bulgare, sur le mont Bouzloudja, est un bijou d'architecture brutaliste. ↓ L'architecte Dora Ivanova inspecte les mosaïques du dôme. Photos Nanna Heitmann/The New York Times/Magnum Photos

Que faire de ce monstre de béton construit à la gloire d'un système communiste oppressif et qui, livré aux ravages de la pluie, de la neige et aux déprédations des pillards, n'est à présent plus qu'une épave? Faut-il le raser pour régler une bonne fois pour toutes ses comptes avec l'histoire? Ou bien faut-il lui rendre sa splendeur d'antan?

C'est vers cette dernière solution que penche l'architecte du bâtiment, Georgi Stoïlov, qui, à 91 ans, ne renie rien de son engagement communiste. Interrogé chez lui, dans la capitale bulgare, M. Stoïlov rappelle volontiers que son œuvre est le témoignage d'une "époque matériellement et moralement supérieure" et insiste pour qu'elle soit "remise dans l'état où elle était à l'époque où [il l'a] construite".

Un scénario qui, selon M^{me} Ivanova, n'a aucune chance d'aboutir, en premier lieu parce que cela reviendrait beaucoup trop cher dans un pays qui figure parmi les plus pauvres de l'Union européenne. En 2019, la Fondation Getty de Los Angeles, voyant en ce bâtiment une "prouesse architecturale", a investi 185 000 dollars [177 000 euros] dans "un projet de gestion de la conservation", et a par la suite versé 60 000 dollars supplémentaires [57 500 euros] pour sécuriser les panneaux de mosaïque délabrés figurant les grandes heures du communisme.

Mais il faudrait plusieurs millions de dollars pour restaurer l'édifice dans son ensemble et, à supposer même qu'il y ait suffisamment d'argent, explique M^{me} Ivanova, "notre objectif n'est pas de le restaurer mais

C'est "la chapelle Sixtine du socialisme", s'extasie le conservateur Nikifor Haralampiev.

de le préserver et de lui trouver une nouvelle destination" – pour en faire un palais des congrès, une salle de concerts, un lieu de débats, et une attraction touristique.

Son projet, dit-elle, "ne vise pas à glorifier le passé" en rendant son faste initial à un bâtiment inauguré en 1981 comme maison du Parti communiste bulgare et érigé au sommet du mont Bouzloudja. Un lieu de culte dédié aux divinités de la religion laïque de la Bulgarie – Marx, Engels, Lénine et Georgi Dimitrov, le premier dirigeant communiste de ce pays des Balkans [de 1946 à 1949].

M^{me} Ivanova souhaite simplement empêcher la structure de se dégrader davantage, de sorte que les gens puissent la visiter sans recevoir des blocs de béton sur la tête et sentir l'esprit d'un lieu qui, "qu'on le veuille ou non, représente une grande part de notre histoire".

"Nous ne voulons pas un musée qui fige tout dans son état originel, ajoute-t-elle, mais un lieu qui invite à ouvrir le débat sur le passé." Une chose rare dans un pays qui, gangrené



par la corruption et les difficultés économiques depuis la chute du communisme, en 1989, a consciencieusement évité de se confronter à son histoire récente. "L'idée est de surmonter ce silence – la honte de parler de ce qui s'est passé", explique-t-elle.

Louisa Slavkova, fondatrice et directrice de Sofia Platform, une association œuvrant pour l'éducation à l'héritage du communisme, estime que ce silence a laissé un trou dans la mémoire de la Bulgarie. Dans les musées et les écoles, dit-elle, "l'histoire du communisme est un sujet tabou qui n'est jamais abordé". Lorsqu'elle s'est rendue dans des écoles pour parler de la chute du Mur, en 1989, elle s'est rendu compte que "les enfants ne faisaient pas la différence entre le mur de Berlin et la grande muraille de Chine".

M^{me} Slavkova n'est pas pour autant convaincue qu'il faille sauver l'"ovni" de Bouzloudja, car elle craint que cela "ne fasse qu'exacerber la nostalgie et ne finisse par glorifier le passé".

Contrairement à la Pologne, à la République tchèque et aux autres anciens pays satellites soviétiques d'Europe de l'Est, la Bulgarie n'a jamais véritablement rompu avec le communisme. Le parti a certes limogé son chef historique, Todor Jivkov, qui a dirigé le pays de 1954 à 1989,

et en 1990 il a accepté d'organiser des élections libres. Mais, sous son nouveau nom de Parti socialiste bulgare, il a remporté ces élections et est resté une force politique de premier plan, même s'il est aujourd'hui beaucoup moins populaire. Il a longtemps été réfractaire au débat sur la répression de l'époque communiste, préférant se focaliser sur ses années héroïques de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il a rallié des partisans pour combattre le fascisme.

Dans le monument commémoratif érigé sur le mont Bouzloudja, cette lutte antifasciste est célébrée par des mosaïques évoquant la prise du pouvoir des partisans en 1944 et l'arrivée de l'Armée rouge soviétique à la fin de la guerre. La plupart des mosaïques dépeignant l'armée soviétique ont disparu depuis des années, apparemment volées par des pillards. Les partisans sont toujours là, mais ils se sont fait arracher les yeux, victimes de ce que M. Haralampiev, le conservateur, décrit comme un "acte de vandalisme politique".

La mosaïque à l'effigie de Todor Jivkov a également été saccagée, par le parti lui-même cette fois-ci : son portrait a été détruit par des cadres du parti peu après sa destitution, à la fin de l'année 1989.

Le complexe, dont la construction a mobilisé 6 000 ouvriers pendant plus de sept ans, n'a été utilisé que huit ans. Propriété du Parti communiste à l'origine, il a été nationalisé en 1992. L'État, alors totalement en faillite, a suspendu les financements, licencié le personnel et livré le bâtiment à la merci des intempéries, des vandales et des pillards, qui, comme le déplore M^{me} Ivanova, "ont volé tout ce qui pouvait l'être".

Ces déprédations ont transformé le monument en une ruine sinistre, en en faisant un cadre très prisé des groupes de musique pour le tournage de clips trash et des graffeurs comme Tristan Eaton, qui a "réparé" plusieurs mosaïques endommagées en

repeignant une interprétation très personnelle de Jivkov et d'autres dirigeants du parti. Le sommet de sa tour et le toit de la coupole effondrée offrent également une toile de fond idéale aux amateurs de selfies macabres.

Ces intrusions ont pris fin lorsque Europa Nostra, une association de sauvegarde du patrimoine culturel, a classé Bouzloudja parmi les sept "sites patrimoniaux les plus menacés" d'Europe en 2018 et que les autorités bulgares ont envoyé la police pour fermer l'accès au site et surveiller les lieux.

Les intempéries ont toutefois fait bien plus de dégâts que les pillards, endommageant un grand nombre de mosaïques. M^{me} Ivanova et son équipe ont désormais installé une toile imperméable au-dessus du grand auditorium pour le protéger de la pluie et de la neige, qui avaient déjà détaché une partie des 2,5 millions de tesselles – ces petits fragments de pierre et de

"C'est tellement audacieux et brutal, j'adore ce machin."

Alex Thompson, TOURISTE

pâte de verre composant les mosaïques. Sa prochaine mission, qui dépendra de sa capacité à réunir des fonds, consistera à réparer la toiture, dont les parements de cuivre ont été dépouillés et y a des années par des pillards, qui ont également emporté des tonnes de marbre, des kilomètres de câbles et toutes les fenêtres.

Pour aider à financer cette entreprise titanesque, M^{me} Ivanova souhaite ouvrir dès cette année la salle principale aux visiteurs payants, à condition que leur sécurité puisse être assurée. L'extérieur de la structure est d'ores et déjà une attraction touristique qui a vu défiler plus de 50 000 visiteurs l'année dernière.

"C'est tellement audacieux et brutal, j'adore ce machin", témoigne Alex Thompson, ingénieur britannique en aérospatiale et passionné de dark tourism (ou "tourisme noir"), qui a récemment effectué un pèlerinage au sommet de la montagne. Benjamin Harper, un ami qui voyageait avec lui, fait pour sa part le parallèle avec la tribune Zeppelin de Nuremberg, en Allemagne, du haut de laquelle Hitler présidait les grandes parades nazies dans les années 1930. "Cet endroit a quelque chose d'aussi terrifiant", confie-t-il.

Pour M. Nikifor Haralampiev, raser le monument retarderait plus qu'il ne favoriserait une confrontation trop longtemps repoussée avec le passé de son pays. "En se promenant dans les environs de ce site, on voit et on sent l'ampleur des événements passés. C'est le meilleur moyen d'apprendre ce qu'était le régime."

—Andrew Higgins

Publié le 22 mai





← Le groupe BTS joue à Los Angeles en décembre 2019.
Photo Frederic J. BROWN/AFP

BTS : ce n'est qu'un au revoir, mes fans

En neuf ans d'existence, le boys band a connu un rayonnement international inédit pour des artistes coréens. Ses sept membres suspendent leurs activités collectives pour mûrir des projets en solitaire – sans écarter l'idée de se réunir plus tard.

—Kyunghyang Shinmun Séoul

Neuf ans après ses débuts, le boys band BTS [*Bangtan sonyeondan* en coréen] a annoncé le 14 juin sa décision de marquer une pause. Le groupe asiatique avait conquis les principaux marchés du monde de la musique. *Idols* des jeunes, ses sept membres avaient réussi à étendre leurs activités au-delà de la scène musicale, en promouvant un message d'amour de soi et en s'exprimant contre le racisme.

Chaque membre de BTS – RM, Jin, Suga, J-Hope, Jimin, V et Jungkook – va mener sa propre carrière. Il ne s'agit pas d'une disparition du groupe, affirment-ils. Par ailleurs, l'annonce tombe à un moment où ils vont être amenés à rejoindre le service militaire obligatoire [qui dure entre dix-huit et vingt et un mois]. Le groupe a publié le 10 juin l'album *Proof*, une synthèse du premier chapitre de son existence.

“Nous nous arrêtons pour faire une pause, mais nous avançons pour pouvoir passer de nouveau plus de temps ensemble”, a déclaré l'un d'eux dans la vidéo YouTube publiée le 14 juin, au cours de laquelle ils ont annoncé la nouvelle. On les y voit converser librement autour de quelques boissons alcoolisées. “Le système des idols de la K-pop [régi par les labels] ne laisse pas le temps de mûrir à ses acteurs, sans cesse sollicités pour des tournages en tout genre”, déclare le leader, RM. “À force de répondre aux engagements pris par le groupe, je n'ai pas eu le loisir de grandir intérieurement, alors que je me dois d'exprimer de ma propre voix ce qui ressort d'une réflexion profonde et solitaire.”

RM s'interroge par ailleurs sur son propre rôle : “Je suis devenu une machine traduisant du rap. Parler anglais était ma principale fonction. Notre équipe a perdu son orientation. Nous devons revenir après avoir pris le temps d'une introspection, mais c'est peut-être là un réflexe irrespectueux et ingrat vis-à-vis de nos fans, qui

nous ont permis de parvenir au sommet.” Il ajoute : “Je voudrais continuer à faire partie de BTS. Mais pour cela, je dois être moi-même, même si je ne serai plus un aussi bon danseur que je l'ai été.”

Il annonce qu'il poursuivra ses activités en solo, malgré quelques obstacles, notamment le service militaire obligatoire. Les membres de BTS n'ont jamais été autorisés par la société à laquelle ils appartiennent à publier des albums en solo, même si certains ont fait paraître des *mixtapes* [compilations de chansons], ou encore contribué à des bandes originales de séries.

J-Hope insiste sur l'importance des activités en solo pour arriver au chapitre 2 de BTS. Il devrait d'ailleurs être le premier du groupe à sortir un album solo, étant donné qu'il est en tête d'affiche à la prochaine édition du festival de musique Lollapalooza, qui se tiendra près de Chicago du 28 au 31 juillet.

Les autres membres ont également des projets d'album. RM révèle ainsi que V “compose depuis longtemps et a accumulé des morceaux superbes”. Jimin dit avoir tout juste commencé à composer. L'album de Jungkook sortira après celui de Suga, affirme l'intéressé. Quant à Jin, il déclare qu'il sera sans doute le dernier à se lancer dans cette voie, tout en laissant paraître des interrogations sur la suite de sa carrière : “J'ai toujours voulu être acteur. Alors on ne sait jamais, même si mon expérience en tant qu'idol de la K-pop m'a un peu guéri de ce désir.”

En Corée, les débats parlementaires sur le service militaire de BTS n'ayant pas abouti à un amendement de la loi, les membres devraient rejoindre l'armée à tour de rôle, à commencer par Jin, le plus âgé. Les plus jeunes du groupe pourront continuer à faire vivre un peu BTS à travers leurs activités en solo.

BTS a fait ses débuts le 13 juin 2013, avec un single intitulé *2 Cool 4 Skool*. Il s'agissait au départ d'un groupe de hip-hop lancé par le producteur Bang Si-hyuk. Le label Big Hit que ce dernier a fondé n'étant pas aussi prestigieux que SM, YG ou JYP, BTS était au départ considéré comme un groupe de seconde zone.

Par la suite, le groupe a multiplié des chansons susceptibles de séduire les adolescents. Une de ses caractéristiques était qu'il communiquait abondamment avec ses fans à travers les réseaux sociaux, à une époque où ce genre de pratique n'était pas encore très courant.

BTS a toujours été très actif sur les scènes internationales, en participant par exemple assidûment au KCON, festival de la K-culture, que CJ E&M organise dans des pays étrangers. En mai 2017, il a reçu le Billboard Music Award du meilleur artiste *social*. Ses fans, aux États-Unis, étant au départ majoritairement des Asiatiques-Américains ou des Latinos, faisant du groupe un phénomène défiant le courant majeur du pays, à savoir la culture des Blancs.

“À force de répondre aux engagements pris par le groupe, je n'ai pas eu le loisir de grandir intérieurement.”

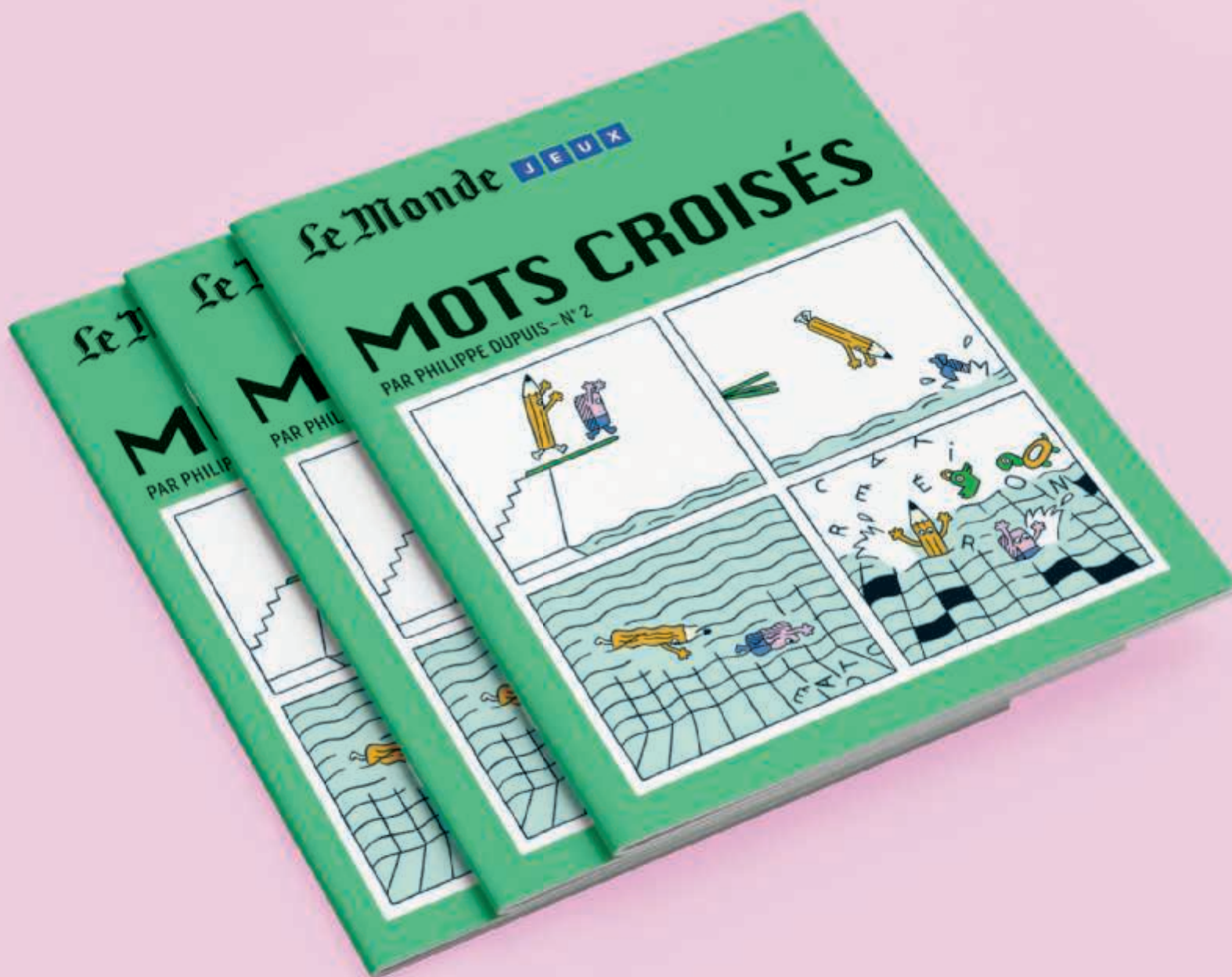
RM, LEADER DE BTS

Le groupe a remporté de nombreux titres de gloire que les musiciens coréens n'avaient jusque-là jamais conquis. Son troisième album, *Love Yourself: Tear*, s'est positionné premier lors de son entrée au Billboard 200 [qui comptabilise le sommet des *charts* américains]. D'autres albums du groupe ont suivi le même parcours.

Dynamite, son premier album en anglais, sorti en août 2019, est arrivé en tête des Hot 100, destinés aux singles. En novembre 2020, BTS est nommé aux Grammy Awards, une première pour des artistes coréens. En octobre 2018, la contribution de BTS à la vague coréenne, appelée *hallyu*, avait valu à ses membres d'être les plus jeunes récipiendaires de l'Ordre national du mérite.

Les activités du groupe, dépassant les limites des *idols*, ont attiré l'attention. Les sept jeunes gens ont participé une première fois, en 2018, à l'Assemblée générale de l'ONU, au cours de laquelle ils ont pris la parole en tant que représentants de la jeunesse du monde, participation qu'ils ont renouvelée en 2020 et en 2021. Le mois dernier, invités à la Maison-Blanche [pour porter un message contre le racisme antiasiatique], ils ont rencontré le président Joe Biden.

—Ko Hi-jin
Publié le 15 juin

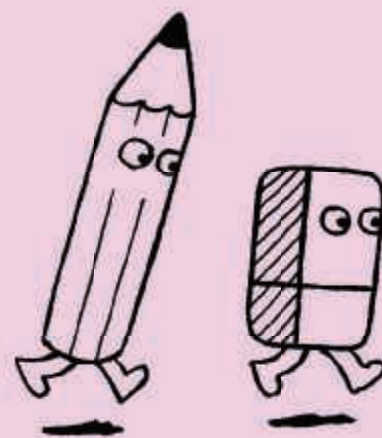


CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

Le Monde a sélectionné pour vous **100 grilles** de **Philippe Dupuis**.
Vous vous amuserez de ses définitions malicieuses et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique
6,90 € – 120 pages

Le Monde



histoire. 

Aux origines de la Genèse

**XII^e siècle avant J.-C. —
Mésopotamie**

L'*Enuma Elish*, épopée rédigée à Babylone, raconte la création du monde. Elle aurait inspiré tant Homère que les auteurs de la Bible.



— Die Welt Berlin

Très tôt, des gens se sont interrogés sur l'origine du monde. Et ils sont curieusement arrivés à des conclusions similaires : « Il y avait des ténèbres à la surface de l'abîme, et l'esprit de Dieu se mouvait au-dessus des eaux », décrivaient les auteurs de l'Ancien Testament. Pour le Grec Homère, « l'origine des dieux » se trouve « sous la terre et sous la mer stérile ». Et en Mésopotamie, un auteur inconnu a écrit : « Lorsqu'en haut le ciel n'était pas encore nommé, qu'en bas la terre n'avait pas de nom, seuls l'Apsu primordial, qui engendra les dieux, et Tiamat, qui les enfanta tous, mêlaient leurs eaux en un tout. »

➤ **Le dieu du soleil babylonien, Mardouk, poursuit Tiamat.**
Relief de Mésopotamie, vers 700 avant J.-C.
Photo Pictures From History/Akg-images.

Au milieu du XIX^e siècle, une fabuleuse découverte permet de confirmer que le concept d'une mer primordiale privée de lumière a pu se diffuser dans la Haute Antiquité. Lors de fouilles menées sur le site de la capitale assyrienne de Ninive, dans le nord de la Mésopotamie, des archéologues mettent au jour des textes en écriture cunéiforme. Le déchiffrement de cette dernière progresse de façon remarquable, si bien qu'en 1876 le Britannique George Smith est en mesure de présenter la traduction de fragments d'une épopée intitulée *Enuma Elish* d'après ses premiers mots, « Lorsqu'en haut ». Depuis, le mythe babylonien de la création a occupé des générations de scientifiques et d'innombrables profanes, car il est considéré comme une œuvre clé dans l'histoire de la littérature et de la religion.

Avec l'*Épopée de Gilgamesh*, l'*Enuma Elish*, bien que plus récente, compte parmi les œuvres les plus célèbres de la littérature mésopotamienne. Si la cité de Gilgamesh, Uruk, était la plus grande métropole du monde au III^e millénaire avant J.-C., l'essor de Babylone remonte au début du I^{er} millénaire, sous le roi Hammourabi. Et dès lors, la ville s'impose en tant que grande puissance politique du sud de la Mésopotamie, mais aussi en tant que centre de l'éducation et des sciences.

Près de mille ans plus tard, il n'en reste plus grand-chose. Les crises économiques et les invasions ont provoqué l'effondrement des États du Moyen-Orient. C'est durant cette période de crise qu'un poète inconnu rédige la version originale de l'*Enuma Elish*. Sous sa forme de mythe de la création, l'épopée est destinée à démontrer l'omnipotence de Mardouk, le dieu tutélaire de Babylone, et à servir de phare durant ces âges sombres. Babylone, tel était le message, surmonterait tous les troubles comme elle avait autrefois brisé la résistance de l'Assyrie et de ses autres rivaux.

Le mythe babylonien de la création a occupé des générations de scientifiques et d'innombrables profanes.

L'épopée s'est adaptée aux aléas de l'histoire. Jusqu'à ce que, à la fin du VI^e siècle avant J.-C., la réalité finisse par correspondre au récit. Sous Nabuchodonosor II (qui règne de 605 à 562 av. J.-C.), Babylone devient la capitale d'un vaste empire qui s'étend de l'Anatolie à l'Iran et à l'Arabie et qui utilise la déportation pour mettre ses adversaires au pas. En 586, les Babyloniens prennent Jérusalem, dont l'élite est emmenée en captivité.

La version finale de l'épopée se compose d'environ mille vers répartis sur sept tablettes d'argile, rédigés en akkadien. Avant que le dieu de Babylone ne puisse régner sur le monde, lui et les siens doivent livrer de rudes batailles. Au début, raconte l'*Enuma Elish*, il n'y avait qu'Apsu et Tiamat, personnifiant le mélange informe d'eau salée et d'eau douce. Ils engendrent les dieux. Puis, à un moment, Apsu est excédé par le bruit de sa progéniture et veut donc s'en débarrasser. Mais son petit-fils Ea parvient à occire Apsu le premier.

Ea engendre alors Mardouk, qui reçoit « les quatre vents », grâce auxquels il effraie sa grand-mère Tiamat. Celle-ci, à la tête de démons et

de monstres, entre en guerre contre les dieux. Mardouk propose de lui barrer la route si on lui offre, en cas de victoire, le « siège princier ». Il l'emporte, devient roi et fend le corps de Tiamat en deux parties, qui deviennent le ciel et la terre. Ea crée par la suite les hommes « pour porter le fardeau des dieux afin que ceux-ci puissent se reposer ». Mardouk assigne aux dieux leurs tâches et leur fait édifier son « splendide sanctuaire » haut dans le ciel de Babylone.

L'épopée de l'ascension de Babylone est encore lue alors que la Mésopotamie fait depuis longtemps partie des Empires macédonien et parthe [soit jusqu'au début du III^e siècle de notre ère]. Elle ne tombe dans l'oubli qu'avec la disparition de l'écriture cunéiforme, jusqu'à ce qu'elle soit redécouverte, au XIX^e siècle.

Des chercheurs entreprennent alors de comparer l'*Enuma Elish* à d'autres mythes de la création et y trouvent des similitudes frappantes. Le Premier ministre britannique William Gladstone, qui était également un éminent helléniste, constate la ressemblance entre les géniteurs Apsu et Tiamat et le couple créateur Océan et Téthys dans l'*Iliade* d'Homère. Dans les années 1990, le chercheur allemand Walter Burkert soutient que « l'influence directe d'un classique akkadien est perceptible dans le nom énigmatique de la mère primordiale, Téthys ». Ce qui n'a rien d'étonnant. Lors de la probable rédaction de l'*Iliade*, dans l'ouest de l'Asie mineure vers 700 avant J.-C., l'*Enuma Elish* était connue dans tout l'Orient depuis des siècles.

On peut se demander si l'épopée n'a pas aussi servi de modèle à la Bible. Le récit de la création, mentionné plus haut, est très semblable. Pour ce qui est de l'*Épopée de Gilgamesh*, tout aussi célèbre dans la région, ses liens avec la Bible sont assez clairs. On y retrouve l'histoire du Déluge meurtrier, qui correspond dans les moindres détails à l'épisode de Noé dans l'Ancien Testament.

— Berthold Seewald
Publié le 7 avril

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Juillet-août 2022

EUROPE : LE RETOUR EN FORCE



*Brexit, pandémie, guerre en
Ukraine... Et si les dernières crises
relançaient l'Union européenne ?
Les analyses de la presse étrangère.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

UN GOÛT
SI FAMILIER
QU'IL FAUT
LE BOIRE
POUR LE CROIRE !



LE VÉGÉTAL
POUR LES AMATEURS
DE LAIT !

AU RAYON LAIT UHT